

Marcel FOURNIER

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

(1979)

Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)

Un document produit en version numérique par Mme Diane Brunet,
collaboratrice bénévole

Courriel: brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Diane Brunet, bénévole,
Courriel: <mailto:brunet.diane@videotron.ca> ou brunet_diane@hotmail.com

Marcel Fournier, **Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950**. Montréal: Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 167 pp.

M. Marcel Fournier est sociologue à l'Université de Montréal et directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

[M. Fournier nous a autorisé à diffuser la totalité de son œuvre publiée au Québec, le 12 décembre 2002]

marcel.fournier@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 30 mai 2004 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

[Présentation du livre](#)

Photos :

- Photo 1 : [Photo des dirigeants communistes](#) : sur la première rangée, on reconnaît (de gauche à droite), Henri Gagnon, Fred Rose, Tim Buck, Emery Samuel et S. Lipakitz. Deuxième rangée : une personne non identifiée, B. Kastan, Evariste Dubé, une personne non identifiée, Sam Carr, Willie Fortin, Stuart Smith et Stanley Ryerson.
- Photo 2 : [Des membres canadiens des brigades internationales](#) sur les amènerait en France en 1936.
- Photo 3 : [Des policiers de l'escouade anticommuniste](#) arrachent des affiches du Parti ouvrier-progressiste à Montréal, en 1952 (photo *The Gazette*).
- Photo 4 : [Publicité électorale du candidat communiste Fred Rose](#), à l'élection du 9 août 1943, dans la conscription fédérale de Montréal-Cartier.

[Introduction](#)

I. [Les premières adhésions](#)

- [Le Labor College](#)
- [Albert Saint-Martin et l'Université ouvrière](#)
- [Du catholicisme au marxisme](#)
- [Un nouveau savoir : le marxisme-léninisme](#)

II. [Luttes politiques, clandestinité et répression](#)

- [Une première campagne électorale](#)
- [L'Ouvrier canadien](#)
- [D'échecs en échecs jusqu'à la victoire](#)

[Tableau I](#): Évolution approximative des effectifs québécois du P.C., 1930-1947.

[Tableau II](#): Participation de militants québécois du P.C. aux élections provinciales et fédérales, 1935-1945.

- [Répression et clandestinité](#)

III. [À la défense des intérêts immédiats](#)

— [Les "sans travail"](#)

[Tableau III](#): Pourcentage du chômage chez les ouvriers syndiqués au Canada de 1929 à 1937.

— [De multiples organisations](#)

— [La Solidarité féminine](#)

— [Des jeunes prennent la relève](#)

— [L'Action syndicale](#) : de la Ligue d'Unité ouvrière au syndicalisme industriel

[Tableau IV](#): Évolution des conflits du travail à Montréal, 1928-1945.

IV. [La Guerre et la Question nationale](#)

— [Contre la guerre : La Voix du peuple](#)

— [L'Effort total de guerre](#) : le Parti ouvrier progressiste

— [La Question canadienne-française et la scission de 1947](#)

— [La Chasse aux communistes](#)

[Postface](#)

— [Le Champ politique canadien](#)

— [Classes sociales et groupes ethniques](#)

— [Positions et fonctions des intellectuels](#)

[Annexes](#)

I. [Le Parti communiste et les élections](#)

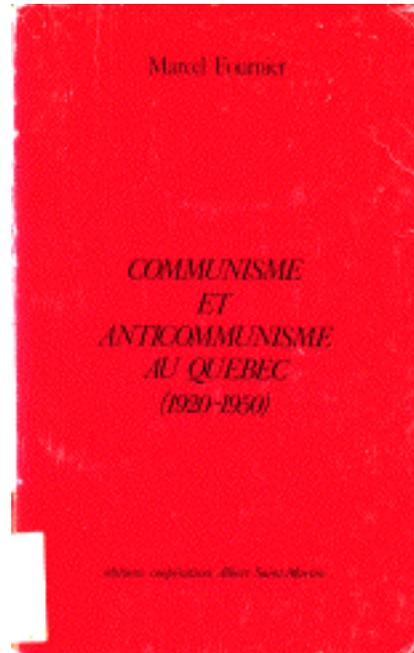
II. [Analyse et propagande : le journal Clarté](#)

[Tableau V](#): Distribution des articles publiés dans Clarté entre 1935 et 1939, selon les composantes de l'action privilégiées

[Tableau VI](#): Répartition des articles publiés dans Clarté selon le thème

Marcel Fournier,
Sociologue, Université de Montréal

**Communisme et anticommunisme
au Québec 1920-1950.**



Montréal: Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin,
1979, 167 pp.

Présentation du livre

(texte au verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

Formation des premiers militants francophones à l'Université ouvrière; publication des journaux *L'Ouvrier Canadien* et *Clarté*; création du Parti ouvrier progressiste, participation aux campagnes électorales et élection de Fred Rose; répression, clandestinité, luttes syndicales et défense des chômeurs; la guerre et la question nationale... s'appuyant sur des documents historiques (journaux, tracts...) et sur des témoignages de militants, l'ouvrage *Communisme et Anticommunisme au Québec (entre 1920 1950)*, fournit une première analyse historique et sociologique de l'action du Parti communiste du Canada au Québec.

Marcel Fournier a terminé sa thèse de doctorat, sous la direction de Pierre Bourdieu en 1974 à Paris, à l'École Pratique de Hautes Études. Il est professeur au département de Sociologie de l'Université de Montréal et fait partie du comité de rédaction de revues *Sociologie et Société* et *Possibles*. Nombre de ses recherches, dont certaines ont été publiées dans la revue *Recherches sociographiques*, portent sur les intellectuels et les scientifiques au Québec. Il a écrit en collaboration les études *Conditions de vie des étudiants universitaires québécois* et *Entre l'école et l'usine*.



Photo 1 : Photo des dirigeants communistes : sur la première rangée, on reconnaît (de gauche à droite), Henri Gagnon, Fred Rose, Tim Buck, Emery Samuel et S. Lipakitz. Deuxième rangée : une personne non identifiée, B. Kastan, Evariste Dubé, une personne non identifiée, Sam Carr, Willie Fortin, Stuart Smith et Stanley Ryerson.

[Retour à la table des matières](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas faux d'affirmer que la reconstitution de l'histoire d'un mouvement communiste est une tâche difficile. D'une part, il y a l'impossibilité de rassembler l'ensemble des informations pertinentes : discours, tracts, journaux, compte-rendus de congrès, listes de membres, etc... En raison de la répression dont est habituellement l'objet un tel mouvement et des périodes de clandestinité qu'il doit vivre, les diverses données sont dispersées ou tout simplement détruites.

D'autre part, le maintien d'une attitude de neutralité est difficile, pour ne pas dire impossible. D'ailleurs, la multitude d'études dont les mouvements communistes de divers pays sont l'objet peuvent être situées sur un continuum qui va du récit épique, histoire héroïque d'un mouvement social porteur d'un destin, à la simple dénonciation ou étude d'un groupement marginal dont les adhérents sont des individus névrotiques-ou des agents provocateurs de la police.

Au Québec, l'historiographie a largement négligé la naissance et le développement du mouvement communiste. Le sentiment anticommuniste diffusé par l'éducation cléricale a probablement atteint nombre de chercheurs pour qui le communisme était perçu comme une menace politique et religieuse. Dans une certaine mesure, on sent toujours à travers les discours des hommes

politiques et les éditoriaux de certains journaux que cette situation n'a pas tellement changé, malgré les apparences et la "révolution tranquille".

D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que les premières études historiques plus systématiques et approfondies du mouvement ouvrier québécois aient été produites à la fin des années 1960. Pendant ces années, il y a eu non seulement une radicalisation du mouvement syndical et du mouvement étudiant, mais aussi, par suite de l'accroissement considérable du nombre d'étudiants et de diplômés en sciences humaines et en sciences sociales, une relative saturation du champ traditionnellement "noble" des études historiques : histoire de la Nouvelle-France, du Régime anglais, etc. Cette nouvelle sensibilité politique et cette montée de la concurrence entre chercheurs en sciences humaines apparaissent comme des principes explicatifs d'un renouveau de la recherche historique : histoire économique, histoire des mouvements de contestation (Patriotes, etc...) et du mouvement ouvrier, introduction d'une perspective marxiste, etc...

La présente recherche n'est nullement indépendante de ce contexte politique et intellectuel de la fin des années 1960 ; elle constitue, en effet, la matière d'une thèse de maîtrise rédigée en 1968 et déposée en mai 1969 au Département de sociologie de l'Université de Montréal.

Mais cette recherche a aussi sa "petite histoire" qu'il n'est pas sans intérêt de reconstituer. La "re-découverte" du mouvement communiste s'est effectuée non pas à la suite d'un long cheminement politique et intellectuel mais au hasard d'une recherche que dirigeait alors Céline Saint-Pierre, professeur de sociologie à l'Université de Montréal, et qui portait sur le mouvement syndical québécois des années 1930 ¹. Tout en dépouillant des documents à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, je suis "tombé" sur une liasse de journaux enroulés de papier brun et solidement ficelés. Quelle ne fut pas ma surprise d'y découvrir quelques exemplaires du journal fasciste d'Adrien Arcand... et une série complète de *Clarté*, l'organe officiel du Parti communiste (P.C.) au Québec.

La lecture de ce journal politique et des discussions avec Céline Saint-Pierre et Marcel Rioux (qui étudiait alors l'évolution des idéologies du Québec) ² me convainquirent de l'intérêt d'effectuer une recherche sur le mouvement communiste au Québec, dont l'histoire était peu et mal connue non seulement du grand public, mais aussi des spécialistes universitaires. Sans

¹ Saint-Pierre, Céline, *Analyse des orientations et des pratiques du syndicalisme catholique et des unions internationales; la définition des idéologies dominantes et la mise à jour des contradictions fondamentales*, Paris, Université de Nanterre, Thèse de doctorat de 3e cycle, 1973.

² Rioux, Marcel, "Sur l'évolution des idéologies au Québec", *Revue de l'Institut de Sociologie*, n° 1, Bruxelles, 1968.

l'appui de Saint-Pierre et Rioux, tous deux membres de comité de rédaction de la revue *Socialisme*¹ il aurait été quelque peu difficile de mener à terme cette recherche. La marginalité dans laquelle se trouvait alors le P.C. et la conjoncture internationale (occupation de la Tchécoslovaquie) risquaient en effet de discréditer une telle entreprise.

Très rapidement, la documentation écrite apparut très rare. Les seuls textes recueillis par les bibliothèques universitaires et publiques relevaient de la propagande anticommuniste (tracts de l'École Sociale Populaire, discours des évêques, articles des revues *Relations*, *Culture*, la *Revue dominicaine*, etc.). Durant les années 1930 et 1940, le mouvement communiste avait été l'objet non seulement de répression (notamment par la destruction de ses publications) mais aussi de "censure historique" : cette mémoire collective que sont les bibliothèques ne daignait alors pas enregistrer et transmettre aux générations futures les gestes et les paroles d'une "poignée" de militants politiques.

Il me fallut donc modifier ma stratégie de collecte d'informations et tenter d'entrer en contact avec ceux-là mêmes qui militèrent au P.C. ou qui, à un moment ou un autre, participèrent à ses activités. Mais comment identifier et retracer ces "vieux militants" ? Avec la collaboration de l'historien Stanley Bréhaut-Ryerson qui, dans le milieu universitaire, était nettement identifié au Parti communiste et aussi du professeur Léo Roback qui, après avoir milité plusieurs années dans le syndicalisme international, poursuivait alors des études en sociologie, il me fut possible de rejoindre d'abord quelques militants "des premières heures" (Evariste Dubé, Léo Lebrun, Bernadette Lebrun, Willie Fortin, etc.), puis un réseau plus large d'une vingtaine de militants de langue française. Certains d'entre eux furent évidemment surpris que quelqu'un "de l'extérieur" (du parti) entreprenne une telle étude. L'un me reçut même froidement en me demandant : "Mais pourquoi Ryerson ne fait-il pas cette histoire lui-même ?" Toutefois, la plupart se réjouirent de mon initiative et acceptèrent d'être interviewés pendant de longues heures. Ils pouvaient ainsi témoigner auprès de jeunes générations de l'histoire qu'ils avaient contribué à faire. De plus, une telle étude leur donnait l'espoir que le drapeau rouge pourrait être redéployé par des plus jeunes, qu'à nouveau l'on entonnerait l'Internationale dans des réunions publiques et que la longue marche vers le socialisme se poursuivrait...

La rencontre de ces "vieux" militants fut d'autant plus heureuse qu'en plus de me permettre de recueillir leur "version" de l'histoire du mouvement com-

¹ Fondée en 1964 par un groupe d'universitaires (Marcel Rioux, Jacques Dofny, Gérald Fortin) et de syndicalistes (Émile Boudreau, Théo Gagné), cette revue changera de nom en 1970 pour devenir *Socialisme québécois*. Avec un groupe d'étudiants de la Faculté des Sciences sociales de l'Université, j'avais participé en 1967 à l'organisation d'un colloque qui portait sur le thème "Le socialisme au Québec : une utopie ?". Les communications présentées lors de ce colloque ont été publiées dans le numéro de mai-juin 1967.

muniste, elle me donna accès à des documents que ces militants avaient réussi à "sauver" (le journal *La Voix du Peuple*, de nombreux tracts et documents, des affiches, etc ...).

Il me fut alors possible de réunir suffisamment de données pour rédiger, sous la direction de Marcel Rioux, une thèse de maîtrise dont le titre était *Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste (1925-1945)*. Peu après, à la demande du comité de rédaction, je soumettais à la revue *Socialisme* un court texte qui constituait un résumé de la thèse ¹. Quant au manuscrit original, il fut par la suite consulté par plusieurs personnes qui, habituellement, me conseillaient de le publier en le retravaillant. De toute évidence, le manuscrit original avait été profondément marqué par les règles de la présentation d'une thèse en sociologie (lourde introduction théorique) et par le contexte intellectuel (influence des écrits du sociologue français Alain Touraine). De plus, l'organisation générale du texte, de même que l'interprétation que je donnais de l'histoire de Parti communiste - passage d'un mouvement social à une secte méritaient d'être révisées. Autant de tâches que des activités de recherche, des études de doctorat et ensuite les premières années d'enseignement universitaire ne me permettaient pas de réaliser. Par ailleurs, il m'apparaissait quelque peu imprudent de diffuser un ouvrage incomplet qui aurait eu la prétention de présenter l'histoire du P.C. au Québec et de fournir une évaluation de l'activité syndicale, politique et idéologique de ses membres.

Si, dix ans plus tard, la diffusion d'une telle étude apparaît possible, voire même nécessaire, l'une des raisons en est évidemment la modification de la conjoncture politique elle-même. Le mouvement communiste connaît au Québec un "deuxième souffle", il se développe en se diversifiant (P.C., En lutte, Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada, Parti communiste canadien (marxiste-léniniste), etc.) et en rejoignant de jeunes générations d'étudiants, de travailleurs et de chômeurs. Il est maintenant question de communisme non plus ailleurs, dans d'autres pays, mais ici même au Québec et au Canada. Des cercles étudiants aux salons que fréquentent les intellectuels, des assemblées syndicales aux réunions politiques du Parti québécois, le "gauchisme" ou le "communisme" est l'objet de conversations et de discussions qu'alimentent souvent des articles de revue et des reportages dans les médias.

Par ailleurs, ce "renouveau" du mouvement communiste implique un retour sur le passé, une réévaluation des activités des "premiers" militants communistes. Ainsi, l'ex-revue politique militante *Mobilisation* a publié un long article intitulé "Perspectives historiques sur le parti communiste du

¹ Fournier, Marcel, "Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste (1925-1945)", *Socialisme* 69, n° 16, janvier-mars 1969, pp. 63-78.

Canada". Tout en y dénonçant les erreurs et les faiblesses du P.C. l'on revendique le "glorieux héritage des communistes canadiens, leurs luttes innombrables dans des conditions extrêmement pénibles, leur solidarité avec la révolution mondiale" ¹. Dans leur publications, les groupes marxistes-léninistes font régulièrement référence au P.C. et à son histoire. Même si l'on reconnaît que celui-ci fut "jadis révolutionnaire", que ses militants ont mené des luttes souvent exemplaires et courageuses comme la longue marche des chômeurs sur Ottawa en 1935, l'évaluation du P.C. dont on parle en mettant entre guillemets le qualificatif "communiste", est largement négative. Le parti ne serait, principalement depuis les années 1950, qu'une "secte vouée à la propagande pro-soviétique et révisionniste".

Certes, il se manifeste dans ces groupements politiques une volonté de "tirer les leçons" de l'histoire des divers P.C. mais leur orientation politique les amène à critiquer et à rejeter a priori les partis communistes "traditionnels". De plus, leur mode d'analyse rend difficile toute forme d'objectivation : la "vérité" ou la "justesse" des pratiques politiques qu'ils contestent semble en effet dépendre beaucoup plus de leur adéquation à une théorie qui, le plus souvent, est une doctrine politique précise. Ainsi, leur critique et leur crainte du révisionnisme renvoient à un certain purisme doctrinal et sont largement fonction de leur faible degré de développement et de leur position encore relativement marginale dans le champ politique québécois et canadien.

Plus que toute autre historiographie, celle des mouvements communistes est profondément marquée par la position dans la structure sociale et dans le champ politique de ceux qui la reconstruisent. Même la démarche qui consiste à "retourner" aux militants communistes eux-mêmes et à enregistrer leur version personnelle de l'histoire n'est pas sans poser des problèmes, puisqu'en fonction même de la position qu'ils ont occupée au sein du mouvement communiste, ils ont non seulement une connaissance inégale des informations mais aussi une vision différente des "choses", en raison même de l'organisation très hiérarchique du Parti. Il est évident que la version qu'ils peuvent donner de l'histoire du P.C. varie en fonction de leur distance par rapport aux instances décisionnelles du Parti. De plus, la collecte de ces informations "vécues" est d'autant plus difficile que, paradoxalement, ceux qui ont milité à la base (cellule de quartier ou d'usine, distribution de journaux et de tracts, etc.), et qui souvent n'ont pas une vie d'ensemble du mouvement, sont les plus disposés à fournir de l'information alors que ceux qui se sont vus attribuer des responsabilités au niveau des diverses instances décisionnelles conservent une grande discrétion et préfèrent se référer aux quelques documents écrits (livre consacré à Bella Gauld, autobiographie de A. Smith, livre de Tim Buck, etc.). Enfin, le rapport à l'histoire même du Parti est établi en fonction de la

¹ "Perspectives historiques sur le Parti communiste du Canada", *Mobilisation*, Vol. 4 n° 4, p. 1.

trajectoire politique que suivent les militants : selon le moment de leur adhésion au Parti et l'attitude qu'ils adoptent à son égard par la suite, ils ont une "version" quelque peu différente des événements et en fournissent des interprétations souvent très diversifiées. Par exemple, le fait de quitter le Parti ou d'y rester, lors du débat sur la question nationale en 1947, explique la variation des lectures que les militants font de la période de l'après-guerre et des difficultés que connaît alors le Parti.

Toutefois, surtout lorsqu'un mouvement politique demeure marginal, il ne semble guère possible de dégager le sens objectif de son action sans considérer la signification qu'en donnent ceux qui l'initient : l'histoire du mouvement, en effet, est alors très étroitement articulée aux "histoires de vie" de ses militants. De plus, la démarche qui consiste à écouter les "vieux militants", tout en reconstituant sur la base de données dites objectives l'évolution du mouvement, a l'avantage de permettre la réalisation d'une étude historique et sociologique qui, en redonnant la parole à ceux qui furent les témoins de l'histoire du mouvement communiste au Québec fournit aussi la possibilité d'élaborer une version plus complète de cette histoire. Il s'agit de réaliser une œuvre qui soit, indissociablement, analyse et témoignage, interrogation du mouvement et respect de ceux qui l'ont fait.

Chapitre I

Les Premières adhésions

[Retour à la table des matières](#)

L'adhésion à tout parti ou mouvement politique qui, comme le Parti communiste, exige à la fois une participation militante et une solide formation politique, ne peut se réaliser qu'à la condition que s'effectue, chez les futurs militants, une modification profonde non seulement de l'orientation idéologique mais aussi de tout un ensemble de dispositions et d'habitudes. Comme il s'agit d'habitudes, de dispositions et d'une idéologie souvent acquises dès la prime éducation et structurées par des expériences scolaires et professionnelles, la modification, qui consiste en une véritable "conversion", ne peut pas s'opérer spontanément. Elle ne peut être que l'effet d'un travail prolongé et systématique d'éducation politique, qui a d'autant plus de chances d'être efficace et durable qu'il coïncide avec d'importantes transformations dans les conditions objectives d'existence des "futurs" militants et des fractions de classes ou couches sociales auxquelles ils appartiennent.

Dès les années 1890, qui correspondent à l'extension de l'industrialisation canadienne et à la prolétarianisation de larges couches de la population, l'on voit apparaître plusieurs mouvements socialistes (le Socialist Labour Party, la

Canadian Socialist League, l'Industrial Brotherhood of Canada, etc.) ainsi qu'une presse socialiste (The Voice de Winnipeg, l'Industrial Banner de London, le Labor Advocate de Toronto, etc. ¹.

À la suite de la Première Guerre Mondiale et en interaction étroite avec le développement du mouvement socialiste en URSS et dans les différents pays européens, le socialisme connaît au Canada une certaine expansion, principalement dans le mouvement syndical.

Ce n'est cependant qu'en 1921 qu'un Parti Communiste (P.C.) canadien est formellement constitué ², que sont approuvés par des délégués les Thèses et Statuts de l'Internationale communiste et qu'est élu un premier Comité central. Clandestin, ce Parti exerce d'abord ses activités publiques au sein d'une Conférence pour l'organisation d'un Parti ouvrier et ensuite, à partir de 1921, au sein du Parti des Travailleurs du Canada. Sans délaisser le plan proprement politique, les militants travaillent alors principalement dans les syndicats ; mais en comparaison de ce qui se passe aux États-Unis où les militants communistes prennent la direction de grèves et aussi de syndicats, leur succès demeure faible. Il ne faut toutefois pas négliger l'action d'un mouvement comme la Ligue d'éducation syndicale dont l'organisateur est Tim Buck, futur leader du P.C. La Ligue en plus de revendiquer une autonomie canadienne pour les syndicats et de s'opposer au syndicalisme catholique, tente alors de radicaliser le mouvement ouvrier.

Au Québec, la pénétration du mouvement communiste, au début des années 1920, est plus lente et plus faible. L'action des militants, qui semblent se recruter principalement chez les immigrants de fraîche date, n'est alors visible qu'au moment des manifestations. Ainsi, lors des manifestations du 1er mai à Montréal, en 1924 et 1925, la police saisit les drapeaux rouges. Un autre indice de la présence du P.C. au Québec est la participation, en novembre 1924, de plusieurs de ses militants au congrès de la section provinciale du Parti ouvrier. Selon les rapports du gouvernement fédéral sur les organisations ouvrières, le P.C. compte à cette époque huit groupes ou cellules au Québec et il compte une centaine de membres dont une partie importante serait d'origine juive. Enfin, en septembre 1926, deux ans après que le Parti des Travailleurs soit devenu le Parti communiste du Canada, un militant communiste québécois présente pour la première fois sa candidature lors d'une élection fédérale :

¹ Lipton, Charles, *Trade Union Movement of Canada, 1867-1959*, Montréal, 1966, p. 88. Traduction française de Michel Van Schendel, Parti Pris, 1976. Voir aussi Jacques Rouillard, "L'action politique ouvrière, 1899-1915", in F. Dumont et J. Hamelin, *Les Idéologies au Canada-français, 1900-1929*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974, pp. 267-383.

² Il y avait eu, quelques années auparavant (1919), une première tentative de créer un tel parti mais la police est alors intervenue et a arrêté les quelques personnes qui participaient à cette réunion de discussion portant sur les buts et les objectifs du Parti (Tim Buck, *Canada and the Russian Revolution*, Toronto, Progress Books, 1967).

il s'agit de Michael Buhay qui recueille, dans la circonscription montréalaise de Cartier, un peu plus de six cents votes.

Jusqu'au début des années 1930, l'organisation du Parti communiste au Québec demeure fragile et le recrutement de membres est lent. Cependant, durant cette première période, deux organismes ou institutions, l'une en milieu anglophone et l'autre en milieu francophone, contribuent indirectement au développement du mouvement communiste au Québec : ce sont le Labor College et l'Université ouvrière.

Le Labor College

[Retour à la table des matières](#)

Fondé au printemps de 1920, le Labor College se donne pour objectif de construire un mouvement ouvrier organisé et de lutter "pour la démocratie populaire, la paix et le socialisme".

Localisé d'abord sur la rue Sainte-Catherine, dans l'est de Montréal, puis rue Jeanne-Mance, le Labor College fournit divers services : un restaurant, une salle d'études, une bibliothèque, des locaux pour les syndicats, etc. On y tient régulièrement des réunions du Comité d'aide à l'U.R.S.S. et du Labor Forum auquel vont participer William Z. Foster, J. Woodsworth, W. Irvine, John Bruce, Florence Custance, etc... Enfin, on y donne des cours d'économie marxiste, d'histoire du mouvement ouvrier et de culture générale. Une telle initiative, réalisée grâce à l'appui de leaders du mouvement syndical et au soutien financier de sympathisants - professionnels et hommes d'affaires - est l'œuvre de deux femmes : Annie Buller et Bella (Hall) Gauld. Toutes deux connaissent un itinéraire similaire, passant de l'aide charitable à l'organisation des travailleurs et abandonnant l'idéologie libérale pour adhérer au mouvement communiste.

Après s'être occupée des groupes de nouveaux immigrants allemands dans l'Ouest canadien et avoir travaillé au "All People's Mission" du pasteur Woodsworth, Bella Gauld, fille d'un surintendant de la Montréal Telegraph Company, poursuit des études en service social à Toronto et accepte la direction de l'University Settlement à Montréal. Créé par un groupe de femmes diplômées de l'Université McGill, l'University Settlement est une œuvre sociale qui offre aux femmes des quartiers pauvres un lieu où prendre une

tasse de thé et une collation, se reposer et se divertir. Bella Gauld se dissocie graduellement de cette forme d'action charitable et s'intéresse de plus en plus au sort des travailleurs et des chômeurs. Son séjour en 1919 au Rand School of Social Science de New York est à cet égard capital : elle y trouve un enseignement du marxisme et acquiert diverses informations sur le mouvement ouvrier international. De plus, Bella Gauld fait la rencontre de Annie Buller, une militante très active lors des premiers efforts d'organisation syndicale dans l'industrie du vêtement à Montréal. Mais c'est Bella Gauld qui, dès son retour à Montréal en 1920, se consacre à plein temps à cette tâche : à la fois secrétaire et administrateur, elle est la seule permanente. Elle donne des cours sur l'histoire du mouvement ouvrier et s'occupe des travailleurs immigrants (collecte de fonds, organisation de concerts et de danses, etc.).

Le Labor College, après quatre ans d'activités, est dissous en 1924. Bella Gauld et plusieurs de ceux qui y sont associés se sont déjà joints, en 1922, au Parti communiste. Au sujet de cette décision, elle écrira quelques années plus tard :

Alors que l'expérience de la guerre mondiale et de la révolution russe augmentèrent l'intérêt pour la condition ouvrière et le socialisme dans différents pays et donnèrent naissance à des Collèges ouvriers à la fois au Canada et en Grande Bretagne, des divisions apparurent rapidement au sein des gens fréquentant de tels collèges. Des Partis communistes avaient en effet été constitués et la majorité de ceux qui participaient à notre Collège ouvrier avaient rejoint le P.C. ou sympathisaient avec son idéologie, alors qu'une minorité non négligeable suivait les enseignements du Parti travailliste britannique. Le résultat fut que le Collège ouvrier commença à se désintégrer ou qu'il était impossible de poursuivre des objectifs idéologiques opposés, comme dans le cas des d'autres collèges ouvriers.

Je crois qu'il est possible d'affirmer avec assurance que le Collège ouvrier prépara le terrain pour la formation du Parti communiste à Montréal. La plupart de ceux qui étaient actifs au sein du Collège ouvrier devinrent membres du P. C et y poursuivirent le travail qu'ils avaient entrepris au Collège.¹

Avec son mari Alec, plombier de métier et organisateur syndical de la section locale 144 de l'Union internationale des Plombiers, Bella Gauld sera très active dans la construction du mouvement syndical et du mouvement socialiste : camps de vacances et organisations pour les jeunes, "soupes populaires" durant la crise de 1929-1937, organisation de la Ligue canadienne de Défense ouvrière, fondation des Amis de l'union Soviétique, etc...²

¹ Lettre de Bella Gauld à Annie Buller, 1er août 1949, in Catherine Vance, *Not by Gods but by People : The Story of Bella Hall Gauld*, Toronto, Progress Books, 1968, pp. 64-65.

² À ce sujet : C. Vance, *Not by Gods but by People*, op. cit.

Albert Saint-Martin et l'université ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Plus près des Canadiens anglais et des immigrants qui préfèrent acquérir la maîtrise de la langue anglaise, le Labor College ne semble pas avoir eu un très grand impact en milieu francophone, si ce n'est de donner une formation marxiste à quelques Canadiens français, dont M. Paquette et E. Simard. Beaucoup plus déterminante à cet égard sera l'action d'Albert Saint-Martin qui met sur pied, en 1925, une Université ouvrière.

Fils d'un vendeur de tabac et de mélasse du quartier Sainte-Marie de Montréal et greffier-sténographe au Palais de Justice, Albert Saint-Martin s'intéresse dès les années 1890 à l'esperanto, cette langue internationale qui doit abolir les frontières entre les hommes ¹, et aussi au socialisme. Avocat du "petit peuple", en ce sens qu'il explique aux petites gens ce qu'il faut faire avec les papiers de cours qu'ils reçoivent, Saint-Martin se consacre à l'éducation populaire et à l'organisation du premier Parti ouvrier de Montréal, dont il est le secrétaire-archiviste en 1904-1905. Mais parce que le Parti ouvrier est trop identifié aux "unions américaines" du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal dont l'un des leaders, Alphonse Verville, est élu député de Maison-neuve sous l'étiquette ouvrière en 1906, Saint-Martin s'en éloigne. Face à la campagne intense menée contre le bolchévisme, il multiplie les interventions et publie en 1920 une brochure dénonciatrice, *T'as menti*.

Publiée par la section française du Parti Socialiste, dont Saint-Martin est le porte-parole, cette brochure se présente d'abord comme une attaque contre la bourgeoisie : son auteur, qui ne cache pas sa sympathie envers le "régime bolchévique", tente de démontrer qu'après avoir pratiqué "l'isolement de la Russie", la bourgeoisie entreprend "par la dépêche de la presse associée, par les écrits et les discours de ses prostituées, par ses journaux, ses gouvernements, son clergé, ses vues animées, en un mot par tous les moyens de propagande à sa disposition, une campagne de dénigrement, de mensonges, de

¹ Saint-Martin publie même une revue, *Alumno*, imprime un manuel d'esperanto et enregistre un disque dans cette langue. Cet intérêt l'amène à effectuer diverses conférences au Québec et à participer à des congrès internationaux (voir : Claude Larivière, *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde*, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, Montréal, 1979).

diffamations odieuses, d'accusations de tous les crimes imaginables contre la République Soviétique de Russie". À cette bourgeoisie, Saint-Martin associe très étroitement les intellectuels, "ces prostituées qui acceptent pour des considérations économiques d'apaiser le prolétariat et de prôner l'harmonie entre le capital et le travail", de même que les juges, les jurés, les échevins, les maires, les sénateurs, les grands partis, etc... Le cadre d'analyse est explicitement marxiste : à la bourgeoisie, "classe des membres de la société qui vivent de profits", s'oppose le prolétariat, "classe des membres qui travaillent à salaires". Quant à la dictature actuelle de la bourgeoisie, sous le masque de la démocratie "ajoute-t-il, elle n'est évidemment que provisoire :

Cette dictature disparaîtra le jour où la bourgeoisie aura disparu, après s'être fondue dans la future, seule et unique classe des travailleurs de la Terre (...). Le prolétariat en établissant sa dictature entend abolir, et de fait abolit ce régime social qui veut l'existence de deux classes. ¹

Devant les diverses accusations que la bourgeoisie formule contre le gouvernement de Lénine (autocratie et sanguinarité, nationalisation des femmes, anarchie, etc...), Saint-Martin réaffirme son appui à la Révolution russe, qui lui apparaît comme la "fin de l'exploitation de l'homme contre l'homme par l'abolition du principe de la propriété privée, la disparition de toutes formes de profit, la lutte contre l'ignorance, l'affirmation de la liberté religieuse, etc..."

À la même époque, Saint-Martin organise aussi des débats publics, les dimanches après-midi, au Temple du Travail de Montréal, rue Saint-Dominique, et collabore au Labor College de Bella Gauld (cours d'économie politique). De ces diverses activités d'éducation populaire, Robert Rumilly présente la description suivante :

Le chef socialiste, Albert Saint-Martin, endoctrinait les syndiqués internationaux. Athée militant, il prêchait tous les dimanches après-midi au Temple du Travail. Le premier mai, il réunit une foule cosmopolite à l'Aréna, les manifestants applaudirent des discours en français, anglais, russe et yiddish, puis défilèrent derrière le drapeau rouge au chant de l'Internationale jusqu'au Champ-de-Mars. ²

En 1925, Saint-Martin ouvre son propre local au 65 rue Craig et y fonde l'Université ouvrière. Il organise chaque dimanche des conférences sur des thèmes aussi divers que le communisme, la Russie, l'histoire de la France, la littérature, la médecine, la religion, la géographie et l'astronomie. Pour les premiers Canadiens français qui, à la fin des années 1920, vont adhérer au Parti communiste, la rencontre de Saint-Martin et la fréquentation de son Université ouvrière sont des événements importants dans leur itinéraire politique : pour la première fois, ils entendent parler de la Révolution russe et

¹ Saint-Martin, A., *T'as menti*, Section française du Parti socialiste, Montréal, 1920, p. 2.

² Rumilly, Robert, *Histoire de la Province de Québec*, Montréal, Fides, vol. XXIV, p. 219.

de Lénine, voient des conférenciers s'attaquer en des termes violents à l'Église catholique, etc... Intrigués, ils se rendent aux conférences et aux débats d'abord par curiosité ou par plaisir :

Saint-Martin allait, raconte un de ses "disciples", au petit marché Saint-Laurent et faisait un petit discours, un petit appel. Nous, on l'appelait le "Soup box preacher". Je passais par là et on était un groupe. On a dit "On va y aller et on va avoir du fun" Mais on n'a pas eu de fun ils ont ri de nous autres, car on n'était pas renseigné. On entendait parler du socialisme, un peu de tout...

L'intérêt des conférences, l'ambiance des discussions, la possibilité de rencontrer des gens - il y a le samedi soir des parties de cartes - autant de facteurs qui expliquent l'attrait qu'exerce alors l'Université ouvrière :

Moi, j'étais intéressé, précise un autre membre de l'Université ouvrière, aux personnes qui pouvaient m'expliquer les problèmes internationaux. Le dimanche, j'allais écouter : il y avait des gens très intéressants. Par exemple, pour un Roumain, un cordonnier, son argument c'était l'argent qui était responsable de toute la société. Il prenait une pièce de cinq cents et disait que lorsqu'on aurait aboli cela, on aurait aboli tous les maux de la société. Il y avait aussi un Français qui faisait des discours à l'emporte-pièce : il avait des envolées, il parlait sur la littérature... c'était intéressant. Il y avait aussi Pilon, le fameux Gaston Pilon. C'était un homme qui avait étudié, il avait un cours classique, il avait même porté la robe, non pas comme curé mais comme frère. Il ne travaillait pas, il s'était déjà fait arrêter : il vendait de la drogue. Pilon, c'était un homme qui avait une voix sonore. Mais il ne pouvait pas tenir un sujet. Il partait en une envolée et puis oup ! plus rien. Il a déjà dit qu'il parlerait dans la chaire à Notre-Dame... Il a parlé !

L'Université ouvrière réunit, en fait, des gens qui ont relativement peu de choses en commun, et dont les itinéraires sont souvent très différents : fils de cultivateurs nouvellement arrivés en ville, ouvriers de petites villes à la recherche des "plaisirs" de la grande ville, clochards, chômeurs, intellectuels exclus de la carrière de l'enseignement :

On permettait, souligne une militante syndicale qui se rendait aux conférences avec son ami, à tous les pouilleux de la ville de Montréal d'assister, de s'épouiller pendant les conférences.

Le seul élément unificateur est Albert Saint-Martin, "drôle de bonhomme plein d'humour", qui anime les rencontres et qui présente lui-même de nombreuses conférences, principalement sur la Russie et sur la religion. Homme cultivé, "avancé", maîtrisant aussi bien l'anglais que le français, ce leader socialiste est alors l'objet d'un grand respect : "Il était, dira plus tard un de ses admirateurs, comme un curé dans son église". Affirmation quelque peu paradoxale quand on sait l'anticléricisme qui caractérise Saint-Martin et plusieurs des orateurs de l'Université ouvrière. Le clergé et les communautés religieuses y sont en effet attaqués fréquemment. Ainsi, on dénonce les profits qu'ils retirent de l'exploitation d'œuvres telle la société Saint-Vincent-de-Paul et on ridiculise le phénomène religieux en lui-même. Une des conférences favorites de Saint-Martin porte d'ailleurs sur les "douze preuves de l'inexistence de Dieu". Parmi ces diverses preuves, celle qui frappe le plus

l'imagination des spectateurs consiste à mettre défi Dieu de l'empêcher de poser tel ou tel geste (jouer avec sa pipe, déplacer un meuble, etc.). Saint-Martin, qui a cessé lui-même toute pratique religieuse depuis l'âge de 28 ans, sème ainsi le "trouble dans les esprits". D'autres membres de l'Université ouvrière n'hésitent pas à aborder fréquemment la question religieuse, souvent de façon "grossière et vulgaire", diront ceux qui assistent aux réunions. Gaston Pilon, bras droit de Saint-Martin, y prêche l'amour libre, critique les membres du clergé, conteste l'Église et invite même ses auditeurs à faire des déclarations d'apostasie qui sont ensuite envoyées à l'Archevêché de Montréal...

Une des fonctions premières de l'Université ouvrière, qui se définit comme un mouvement d'éducation des masses, est donc d'effectuer un travail idéologique. Il s'agit de transmettre des informations et de sensibiliser à de nouvelles réalités et à de nouveaux problèmes mais aussi de convaincre, voire même de convertir à une nouvelle conception des rapports entre les hommes et à une nouvelle vision du monde. Mais ce qui attire les spectateurs, ce ne sont pas seulement les thèmes de conférences ou l'orientation politique des orateurs : tout aussi déterminante est la formule de la conférence-débat fréquemment utilisée. Chaque conférence, qui doit durer une trentaine de minutes, est suivie d'une période de discussion pendant laquelle les spectateurs peuvent poser des questions et même monter sur la tribune pour formuler leur bref commentaire. Plusieurs peuvent ainsi exprimer leurs opinions, les réparties sont vives et l'atmosphère souvent gaie. Afin de rendre plus facile cette forme de participation, Saint-Martin donne lui-même des cours sur l'art oratoire, sur la manière de se présenter et de s'exprimer publiquement, sur la façon de préparer une allocution :

C'était un plaisir d'écouter les gens qui venaient donner des discours. Il y avait des médecins, des gens instruits... On pouvait aussi poser des questions, faire des commentaires. Au début, on a commencé tranquillement. On était intéressé par ces problèmes-là. On s'est mis à étudier la littérature que Saint-Martin faisait venir de France. Puis il a donné des cours sur l'art oratoire : comment s'y prendre pour faire une conférence, comment commencer, puis arrêter... J'ai commencé à faire des commentaires. J'ai pris la parole souvent. J'ai eu la responsabilité d'être président : je me suis habitué à présenter des conférenciers. J'ai commencé à faire mes premiers discours : je parlais sur les problèmes des ouvriers, les problèmes des syndicats catholiques... Un de mes amis, qui était débardeur comme moi, a fait des conférences sur l'astronomie, avec des photos.

Dès que la formule des conférences connaît un succès et qu'elle réunit régulièrement de trois à cinq cents personnes, Saint-Martin organise un autre moyen de formation intellectuelle, la bibliothèque, dont il confie la responsabilité à Madame Gonzales. Moyennant la somme de cinq sous, il est possible aux membres de l'Université ouvrière d'y emprunter des livres. Enfin, on organise souvent le samedi soir des soirées populaires et on "monte" même quelques pièces de théâtre. Ceux qui suivent régulièrement les activités de l'Université ouvrière y acquièrent, en fait, les premiers éléments de formation d'un militant : sensibilisation aux problèmes sociaux et politiques ; appren-

tissage de la lecture d'ouvrages politiques et philosophiques ; acquisition de l'habileté de travailler en équipe, de discuter des opinions et de s'exprimer devant un auditoire, etc... Dans une certaine mesure, le terme "Université" n'est pas alors inadéquat : des ouvriers et des chômeurs y acquièrent en effet des habiletés et certains éléments de culture générale que les universités et collèges classiques monopolisent et qu'ils ne transmettent alors qu'aux enfants des classes supérieures.

Tout comme le Labor College, l'Université ouvrière apparaît comme une organisation progressiste. Aussi n'est-ce pas un hasard qu'au moment où le Parti communiste tente de s'implanter à Montréal, il entreprenne auprès des membres de l'Université un travail de recrutement. Pour sa part, Saint-Martin, qui aurait tenté en 1923 d'obtenir de l'Internationale communiste que son groupe de socialistes canadiens-français soit reconnu comme le P.C. canadien, garde ses distances face au Parti communiste du Canada et préfère poursuivre de façon indépendante son travail d'éducation des masses. Mais en 1927, des membres de l'Université ouvrière, dont Évariste Dubé qui en est alors le président, présentent au comité exécutif une résolution demandant la dissolution de l'Université ouvrière et l'adhésion de ses membres au P.C. Devant l'opposition de Saint-Martin¹, l'on convient que les membres qui le désirent pourront adhérer au P.C. et que l'Université poursuivra son travail d'éducation populaire. Évariste Dubé et quelques membres de l'Université ouvrière quittent alors le mouvement de Saint-Martin et constituent, sous la direction de M. Paquette, militant du P.C. depuis la dissolution du Labor College, une première section canadienne-française au P.C. en 1927.

En dépit de cette "crise interne", l'Université ouvrière poursuit ses activités. Saint-Martin en demeure toujours l'inspirateur et le leader ; dans son travail, il est secondé par Gaston Pilon, son "bras droit", et aussi par Émile et Abel Godin. Ce sont eux qui, sans se dissocier totalement de l'Université, mettront sur pied, au début des années 1930, l'Association humanitaire, afin de porter assistance aux chômeurs et défendre leurs revendications. Quant à Saint-Martin, il tentera aussi d'organiser une coopérative d'alimentation capable d'offrir ses produits à meilleurs prix que les grands magasins. Deux magasins seront ouverts, dont l'un au coin des rues Wolfe et Lagachetière. Toutefois, peu habile dans l'administration et trop enclin à faire confiance à ses employés et à ses clients, Saint-Martin devra, peu de temps après, renoncer à cette forme d'action.

¹ Ceux qui quittent l'Université ouvrière tenteront par la suite de fournir une explication à cette opposition : "Saint-Martin n'était pas, précise l'un deux, anticommuniste il était anti-bolchévique. On a cherché pourquoi. C'est lorsque MacDonald, qui était responsable du PC au Canada, est allé à Moscou lors du VI^e Congrès du PC : il était devenu trotskiste, c'est-à-dire anti-bolchévique. Saint-Martin a penché avec lui." Un autre dira "C'était un homme très assuré mais nationaliste dans tous ses côtés. On a compris plus tard. C'était le mouvement de Saint-Martin. C'était son mouvement."

Jusqu'au début des années 1930, l'Université ouvrière ne semble guère entravée dans ses diverses activités d'éducation populaire. L'historien Robert Rumilly prétend que la raison en est que Saint-Martin "est l'ami de tout le monde, des juges aux constables et qu'il peut défier les autorités sans trop de risques". Il n'empêche que les autorités religieuses de Montréal surveillent étroitement l'Université ouvrière. Des religieux, dont le R. P. Archange, entrent en contact avec des membres et essaient de les ramener "sur le bon chemin". Par ailleurs, des groupes d'étudiants de l'Université de Montréal, probablement pour des motifs d'ordre religieux, saccagent les locaux de l'Université ouvrière et brûlent les livres sur le Champ-de-Mars.¹ Enfin, Albert Saint-Martin est lui-même accusé de libelle sédition et doit subir de longs procès.² Son organisation, qui ne réunit pas un groupe stable, bien encadré et militant, peut difficilement résister au mouvement anticommuniste qui se propage au Québec, simultanément dans les milieux politiques et les milieux religieux.

Du catholicisme au marxisme

[Retour à la table des matières](#)

Dès le début des années 1920, peu de temps après la Révolution russe, s'amorce au Québec une campagne anticommuniste. Des intellectuels et surtout des membres du clergé se mobilisent pour mettre en garde la population canadienne-française contre les "idées subversives" et pour faire obstacle, par divers moyens (discours, écrits, organisations, etc.), à la montée du bolchévisme. La fondation de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada (CTC.C.), en 1921, est une initiative de membres du clergé et d'intellectuels catholiques non seulement pour enrayer la forte pénétration du syndicalisme international (américain) en milieu québécois, mais aussi pour contrer une radicalisation de la classe ouvrière. "Le syndicalisme catholique, affirme Henri Bourassa, est la seule force organisée capable de lutter contre le bolchévisme." Et lorsqu'à la même époque, Édouard Montpetit met sur pied à l'Université de Montréal une École des Sciences sociales, politiques et économiques, son projet est généralement bien accueilli : le triomphe du

¹ "Les Communistes portent une plainte", *Le Devoir*, 27 octobre 1930, p. 3. Voir aussi Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social le cas de Montréal (1929-1937)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, p. 188.

² "Le Procès de Saint-Martin", *Le Devoir*, 22 juin 1933, p. 3. Voir aussi Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*, op. cit., pp. 189-190.

communisme en Russie et les progrès du socialisme en Europe, ainsi que le développement de l'industrialisation au Canada et au Québec, provoquent un vif intérêt pour les questions économiques et sociales. À un moment où les "destinées du monde inquiètent tous les cœurs", les sciences sociales soulèvent un grand intérêt parce qu'elles apparaissent comme un moyen de comprendre et de solutionner les "nouveaux" problèmes sociaux (alcoolisme, dépopulation, désertion des campagnes, surpeuplement des villes, etc.).

Loin de s'atténuer, l'anticommunisme devient, pendant les années de la crise économique, beaucoup plus militant et plus virulent. Cette période de pauvreté et de chômage risque en effet de fournir des conditions favorables à la déchristianisation de larges couches populaires et à une remise en cause de l'ordre social. En 1929, le sénateur Beaulieu prononce un long discours sur la "propagande communiste au Canada" et demande que soit faite une sélection plus sévère des immigrants et que soient déportés les agitateurs, tel Tim Buck ¹. Pour sa part, l'archevêque-coadjuteur de Montréal, Monseigneur Gauthier, dénonce à plusieurs reprises ² les "mensonges du paradis soviétique" et fixe comme première tâche à son clergé de "prévenir les fidèles contre les mirages communistes". La menace semble telle que dans leur lettre pastorale consacrée à la crise économique, les évêques de Québec, Montréal et Ottawa accordent une grande place au communisme et recommandent aux chômeurs de se méfier des "semeurs de fausses idées".

Les tenants de ces théories socialistes ou communistes ne manquent pas de voir dans l'oisiveté et le dénuement d'un grand nombre de nos chers diocésains des circonstances favorables à leur propagande antireligieuse et antisociale. Songez, nos très chers frères, aux horreurs qui ont été l'aboutissement de tout régime s'inspirant de telles théories : repoussez impitoyablement toute tentative de vous entraîner soit par la parole ou des écrits, soit par l'affiliation à de prétendus clubs ou sociétés de bienfaisance, dans des erreurs dont la mise en pratique n'aurait pour effet que d'augmenter vos épreuves. Il appartient aux pouvoirs publics de faire échec au prosélytisme de ces agents de désolation spirituelle et temporelle, mais tous les citoyens doivent collaborer à cette oeuvre de protection, au moins par la prière. ³

Les membres du bas-clergé (vicaires, aumôniers des syndicats ou de mouvements sociaux, professeurs de collèges), les membres des communautés religieuses et aussi de nombreux intellectuels se mettent alors à l'œuvre :

¹ Beaulieu, C.-P., sénateur, *La Propagande communiste au Canada*, Débats du Sénat, Ottawa 3 mai 1929.

² Lettre de Mrg Gauthier reprise dans *École sociale populaire*, no 199, août 1930, p. 3. "Mrg l'Archevêque-coadjuteur et les dangers du communisme", *Le Devoir*, 3 janvier 1931, p. 3. Voir aussi Jean Hulliger, *L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950*, Montréal, Fides, 1958.

³ Archidiocèse de Montréal, *Mandements, Lettres pastorales et autres documents*, Montréal, 1940. Au cours de l'année 1920, Mrg Paquet signe lui-même dans *L'Action catholique* de Québec plusieurs éditoriaux où il présente le communisme comme un système fondé sur l'assassinat, le terrorisme, le vol, le pillage et qui vise à détruire l'univers entier. Le seul moyen d'enrayer le développement du bolchévisme, selon Mrg Paquet, est de restaurer la société d'après les principes chrétiens et sur la base de l'union de l'Église et de l'État ("Le bolchévisme", *L'Action catholique*, 31 janvier 1920).

écrits ¹, lettres aux journaux, résolutions de syndicats de la C.T.C.C. demandant la "suppression de toute propagande et même de toute tendance révolutionnaire au pays", etc. L'École Sociale Populaire, fondée par les Jésuites en 1911, est particulièrement active : par des bulletins, des tracts, des affiches, des messages radiophoniques, des conférences et des cours, l'École s'applique à caricaturer et à noircir tout mouvement anticapitaliste, et principalement le P.C. Elle publie, en mai 1931, un petit Manuel antibolchévique dans lequel le communiste est présenté comme quelqu'un qui est non seulement contre la propriété privée mais qui veut aussi "détruire la famille et rejeter la religion". Le Cahier anticommuniste publié en 1932 agite pour sa part l'épouvantail de la "haine des classes". Enfin le R.P. Joseph-Papin Archambault, s.j., animateur de l'École Sociale Populaire, présente, dans la *La Menace du communisme* au Canada, une synthèse des principes et des méthodes de lutte contre le mouvement communiste : d'abord, action de l'État par la répression juridique (application de l'article 98 du code criminel; lois contre la propagande athée, contrôle de l'immigration), les réformes sociales (réglementation des grandes corporations) et l'organisation corporatiste; ensuite, action des associations catholiques afin d'éclairer, de protéger et d'aider matériellement les ouvriers; enfin, action individuelle (donner l'exemple en accomplissant ses devoirs religieux et sociaux et en priant). Il s'agit des trois plans d'action qui doivent être mis de l'avant pour assurer la "victoire du catholicisme sur le communisme, celle du Christ sur Lénine, celle de Rome sur Moscou". ²

L'on peut certes affirmer que cet anticommunisme du début des années 1930 n'est qu'une "ligue défensive empreinte de moralisme" et qu'elle ne permet guère aux intellectuels de "maintenir pendant longtemps leur emprise idéologique sur les masses au Québec". Un tel anticommunisme demeure en

¹ Par exemple, l'ouvrage du R.P. Gustave Sauvé, o.m.f., *Un problème contemporain : le communisme, aspects économiques, religieux et philosophiques*, Ottawa, 1933. Véritable commis-voyageur de l'anti-communisme, le P. Sauvé présente le bolchévisme comme une incarnation de la pensée sémitique qui camoufle, sous des formes économiques, un athéisme.

² Archambault, J.-P., s.j., *La Menace communiste au Canada*, Montréal, École sociale populaire, nos 254-255, 1934, pp. 14-43. L'auteur tente aussi d'évaluer la force du PC au Canada et au Québec et d'établir une liste des journaux et des organisations communistes. De mars 1931 à août 1935, l'École sociale populaire publie 56 tracts ou pamphlets : près de la moitié traitent des questions économiques et sociales et propagent l'anti-communisme (André-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises ; le grand tournant, 1934-1936*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 308). Par ailleurs, le communisme apparaît à la même période comme l'un des thèmes qui retiennent l'attention des spécialistes et des professeurs en philosophie : dans des revues ou même lors de colloques de sociétés savantes (Académie Canadienne Saint-Thomas d'Aquin), on pourfend le matérialisme historique et athée tout en défendant l'individu, la famille, la propriété privée contre le collectivisme et le socialisme. Toutefois, l'acceptation du système capitaliste est toujours nuancée par la critique que l'on fait de ses excès et des erreurs du libéralisme économique (Y. Lamonde, "Un aspect de la conjoncture idéologique des années 1929-1940 : la philosophie et le milieu universitaire", Institut supérieur des Sciences humaines, Université Laval, février 1970. 44 p.).

effet stérile tant qu'il ne s'appuie pas sur une contre partie positive, par exemple tant qu'il ne s'articule pas à un Programme de Restauration sociale.¹ Mais l'impact de toutes les lettres pastorales, des sermons, des colloques, des articles et des ouvrages qui exhortent les Canadiens français à lutter contre le communisme n'est nullement négligeable : tous ces discours, de même que l'action d'organisations catholiques (Société Saint Jean-Baptiste, Ligue du Sacré Cœur, A.C.J.C., et C.T.C.C.), ces "véritables digues du communisme", exercent un contrôle social et idéologique dont l'effet est d'autant plus efficace qu'il s'articule à une répression gouvernementale.

Dans un tel contexte, l'adhésion au mouvement communiste, qui implique souvent un abandon de la pratique religieuse et un rejet des croyances chrétiennes ou catholiques, ne peut guère être massive. De plus, pendant une période de misère généralisée, ceux qui auraient pu développer une conscience révolutionnaire ou s'associer à une action collective n'ont même pas les moyens d'affronter le présent et s'abandonnent à la démission résignée ou à l'impatience magique.²

Néanmoins, le P.C. parvient à recruter, au cours de la Crise économique (et jusqu'en 1934-35), plusieurs membres et sympathisants canadiens-français. Caractérisée par des transformations économiques importantes et rapides qui modifient profondément les conditions matérielles d'existence de larges couches de la population, qui brisent les trajectoires sociales de nombreuses familles et qui contraignent souvent ces dernières à s'éloigner de leur milieu social d'origine, cette période rend favorable la diffusion d'idées révolutionnaires. Sont surtout atteintes certaines catégories sociales qui ont une prédisposition d'autant plus grande à adopter ces idées nouvelles que s'accroît l'écart entre leurs espérances subjectives (démensurées) et les chances objectives de les réaliser.

Une période caractérisée par un haut taux de chômage ne semble cependant pas très favorable au développement d'un large mouvement communiste. Ceux qui conservent leur emploi se sentent privilégiés et ceux qui le perdent versent dans le fatalisme pessimiste. Les seules catégories sociales susceptibles de prendre conscience de la situation (et du système) comme insupportable et révoltante sont alors celles dont la trajectoire sociale est brisée par la crise économique elle-même : par exemple, des ruraux qui espéraient "faire fortune" en ville et qui se retrouvent chômeurs; des jeunes qui, après avoir poursuivi des études ou avoir acquis la maîtrise d'un métier, se voient relégués à des occupations subalternes et peu rémunératrices; des intellectuels exclus

¹ M. Pelletier et Y. Vaillancourt, *Les Politiques sociales et les travailleurs*, Cahier II : les années 1930, Montréal, 1975, p. 117.

² Au sujet de la relation entre conditions matérielles, positions sociales et développement de la conscience révolutionnaire, voir P. Bourdieu, *Algérie 60, Structures économiques et Structures temporelles*, Paris, Éditions de Minuit, 1977, pp. 67-82.

de la carrière de l'enseignement (collégial, universitaire), etc. Il s'agit d'ailleurs là de la population qui fréquente l'Université ouvrière et auprès de laquelle le P.C. effectue son premier recrutement. Au début des années 1930, des ouvriers et des jeunes Canadiens français issus de milieux ruraux et qui se retrouvent à Montréal en chômage ou avec un emploi peu rémunérateur, ont une présence assez importante au sein du Parti pour que des membres puissent être identifiés en fonction de leur région d'origine (par exemple, ceux de la Gaspésie).

Déracinement, modifications rapides des conditions matérielles d'existence, perte des illusions, ce sont là des conditions qui rendent possible, en période de crise économique, un premier travail de formation politique et idéologique communiste auprès d'ouvriers et de jeunes Canadiens français. Mais l'attachement à des valeurs religieuses est un obstacle qui ne disparaît pas spontanément : l'abandon de ces convictions est souvent le moment d'une "crise" importante à laquelle sont associées discussions, réflexions et lectures. Une militante, qui adhère au P.C. au tout début des années 1930, raconte son cheminement personnel dans les termes suivants :

Je voyais le mouvement comme tellement juste et nécessaire... d'autre part, j'avais encore des croyances. Aussi, le soir, je priais à ma façon - non avec des Je vous salue Marie - je demandais au Bon Dieu qu'il fasse en sorte que les communistes soient élus au Parlement. Mais je commençais déjà à écourter mes prières ou à ne plus en faire. J'ai continué à pratiquer, mais pas longtemps. Je commençais à voir quel rôle le clergé jouait en Espagne : du côté des réactionnaires. J'ai compris le rôle du clergé : il était contre les grèves, contre les revendications ouvrières, pour les bourgeois. J'ai alors quitté l'Église. Mais, j'avais encore des croyances. Ça m'a pris trois ans avant que partent mes croyances "

Pour les Canadiens français de la première génération de militants communistes, la religion est "tout un problème". Même si l'abandon de la pratique religieuse est souvent déterminé par d'autres facteurs (indifférence religieuse des parents, lectures, etc.) ou d'autres événements (départ de la maison paternelle pour le camp de bûcherons ou pour la ville), ce geste coïncide habituellement avec la participation aux conférences de l'Université ouvrière et avec l'adhésion au P.C.

À ce moment-là, précise un militant, je suis devenu un matérialiste athée. Je n'ai conservé aucune croyance dans aucune religion. Je crois à ce qui est logique. Je crois à ce que les hommes inventent eux-mêmes. Mon ciel, pour moi, c'est la terre. Quand je suis entré au Parti j'étais foncièrement croyant, religieux, pratiquant. Mais je me demandais comment il se faisait que toutes les choses que l'on faisait le dimanche, on ne le pratiquait pas le lundi. On disait "Aimez-vous les uns les autres" et on se détruisait les uns les autres. Je me suis aperçu, avec la lecture, que quelque chose clochait.

Pour certains, cet acte est le moment d'une véritable répression morale de la part des proches (prières, pleurs, supplications, recours à la médiation des membres du clergé, rupture des relations familiales, etc.).

Mon frère était en visite chez-moi, raconte un autre militant. Couché dans ma chambre, il découvre un tiroir complet rempli de volumes communistes... Le lendemain matin, il se présente en pleurant dans la cuisine : "Dis-moi pas que mon frère est devenu communiste ". Il se rend par la suite chez le curé de la paroisse et lui révèle que je suis communiste. Intervention du curé... Ce fut peine perdue. Mes frères ne revinrent plus sur ce problème, ils se disaient "Y est perdu, y est corrompu." "Ma sœur a essayé de me convertir : elle priait, allait voir le curé. Moi, je lui disais : "Prie. Plus tu pries, plus tu me donnes de la force." Elle m'a même présenté au curé qui m'a dit : "C'est vous le communiste qu'elle veut convertir". J'ai répondu : "Je suis prêt à me laisser convertir. Vous n'avez qu'à me présenter une version qui est plus favorable à la mienne".

Devant la crainte de telles réactions d'autres préfèrent camoufler à leurs parents leur adhésion au Parti :

À mon adhésion, y a pas eu de réaction de mes parents... parce qu'ils ne l'ont jamais su. J'ai caché la chose. Quand je parlais de Québec où j'habitais pour venir à Montréal m'occuper du journal, je leur mentais pieusement : je leur disais que j'allais voir un architecte.

Je cachais ce que faisait mon mari. Lorsque le problème venait sur le tapis, je l'écartais le plus habilement possible. Mais il y avait le problème de la religion : ma tante était religieuse et j'avais un oncle curé. Je leur ai dit une fois : "C'est comme un arbre : après qu'il a poussé croche, inutile d'essayer de le redresser..."

Plus que le phénomène religieux lui-même, c'est l'Église qui est d'abord critiquée, à la fois comme puissance sociale qui jouit d'un statut juridique privilégié et qui possède un riche réseau d'institutions, et comme force politique qui œuvre au maintien de l'ordre social. La religion est aussi perçue comme un instrument entre les mains des classes dominantes pour réduire le travailleur à l'assouvissement et pour faire naître "humilité et patience".

Après réflexion, je me suis aperçu que la religion, c'était des contes à dormir debout. Pourquoi Dieu, si tout puissant, endure-t-il tant d'injustices ? La religion, c'est quelque chose pour endormir le monde. On était assez renseigné pour s'apercevoir que le clergé avait une bonne part de responsabilité : il était avec le gouvernement.

L'on a aussi recours parfois à une argumentation rationaliste :

Je voulais savoir si ce que la religion enseignait était basé sur des faits véridiques. J'ai lu des livres de science, l'Origine des espèces de Darwin. Quand on lit aussi l'histoire de la France, de l'Italie, de la Russie... la condamnation de Galilée... On n'est plus d'accord. Ce qu'enseigne la religion, ce n'est pas logique, ce n'est pas scientifiquement prouvé. Les curés savent que la masse du peuple est ignorante, ils en profitent. La religion, c'est le plus grand commerce du monde.

La critique devient ainsi parfois très violente et vise même directement des membres du clergé québécois :

On parlait de jeûne pendant le carême et les prêtres ici se gorgeaient, étaient très gros... et le peuple crevait de faim. Le peuple vivait dans des taudis et eux vivaient dans des presbytères qui étaient des palais.

Mais l'importance que prend le problème de la religion dans le processus de conversion du communisme ne s'explique pas seulement par le contexte idéologique général. Tout aussi déterminant est le fait que, pour des membres des classes populaires, l'adhésion à un mouvement qui met en cause l'ordre politique passe habituellement par la remise en cause de l'ordre moral lui-même. La politisation s'exprime d'abord par une indignation morale ("C'est injuste. Tant de misère, c'est contradictoire avec la religion, c'est pas moral", etc.). Et cela conduit d'un ressentiment moral (et d'une critique de la morale officielle) à une révolte politique. ¹

Toutefois, pour des considérations stratégiques - ne pas diviser les travailleurs et ne pas détourner du socialisme les masses canadiennes-françaises catholiques - l'anticléricalisme est mis en sourdine par le P.C. : pendant la période du "Front populaire" (1935-1939), la religion est en effet classée "affaire privée". Les militants reconnaissent les dangers de toute critique violente de la religion et du clergé et tendent "avec sincérité" la main aux travailleurs catholiques :

Au début, nous étions anticléricaux. Par la suite, nous sommes devenus plus réalistes. En étant anticléricaux, nous ne pouvions pas penser organiser les Canadiens français, les amener au socialisme... Ça a été l'erreur de Saint-Martin, qui faisait ainsi plus de mal que de bien. Où allions-nous trouver nos alliés dans la Province de Québec si ce n'était chez les catholiques ? "La main tendue" de Thorez ² était d'actualité. Il fallait donc leur laisser leurs croyances car la religion n'est pas le plus important.

Même si le P.C. ne parvient guère à nouer de nouvelles alliances et s'il est toujours l'objet d'attaques de la part des milieux catholiques, le mot d'ordre "la religion, affaire privée" est toujours maintenu. Cela tend à diminuer l'intérêt et aussi l'agressivité que les militants manifestent à l'égard du phénomène religieux et du clergé. Après avoir reconnu qu'ils font "fausse route en étant antireligieux", les militants canadiens-français prennent conscience que "c'est vers la politique qu'il faut aller". Tous les efforts sont alors consacrés à développer un véritable militantisme politique et à acquérir une plus grande maîtrise du marxisme-léninisme.

¹ Bourdieu, P., "Questions de politique", *Actes de recherche en sciences sociales*, 16, sept. 1977, pp. 82-87.

² Maurice Thorez, alors secrétaire général du Parti communiste français.

Un nouveau savoir : le marxisme-léninisme

[Retour à la table des matières](#)

Dans la littérature marxiste, le militant communiste est habituellement considéré comme l'avant-garde de la classe ouvrière, l'organisateur de grands mouvements populaires : "Pratiquement, écrit Marx dans le Manifeste du Parti Communiste, les communistes forment la section la plus résolue, la plus avancée de chaque pays; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien". Ce modèle du révolutionnaire professionnel est non seulement enthousiasmant, il est aussi très exigeant puisqu'il requiert des militants des habiletés et des dispositions bien précises : loyauté au Parti et discipline, contact étroit avec les masses, initiative et sens des responsabilités, etc...¹ En plus, ces militants qui, comme aimait à le dire Staline, sont "faits d'une étoffe spéciale", doivent se donner ou acquérir une solide formation théorique par la lecture des "classiques" du marxisme (Marx, Engels, Lénine et Staline).

Comme pour les autres militants communistes, l'adhésion au P.C. signifie pour les Canadiens français une période intense d'acquisition des connaissances. Les principaux moyens utilisés sont l'École du Parti, les lectures et les discussions. Aussi n'est-il guère étonnant que, pour la plupart, l'engagement dans le mouvement communiste apparaisse comme le moment d'un grand enrichissement intellectuel. À titre d'exemples, les quatre témoignages suivants :

- On a appris beaucoup : les livres de Lénine, l'ABC du communisme. On a compris la valeur et le fonctionnement du communisme.
- Le secrétaire de la cellule m'a passé des livres. J'ai commencé à lire Karl Marx, son Manifeste. J'ai lu les livres de Lénine. Moi, j'ai beaucoup lu. Des livres comme Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ? m'intéressaient. J'ai lu sur l'astronomie, j'ai lu l'Origine des espèces de Darwin. On a saisi mes livres de science. La police était ignorante.
- En entrant au Parti, ce fut une petite révolution personnelle. Je me suis transformée, je me suis beaucoup cultivée. J'ai toujours étudié sur des questions philosophiques, en économie, en politique.
- Être membre du Parti, ça m'a donné plusieurs idées étant donné que le P.C. était une organisation internationale et qu'il y avait eu d'autres expériences dans d'autres

¹ À ce sujet, voir G. Dimitroff, *The United Front*, New York, The International Publishers, 1938.

pays. J'ai lu alors les œuvres de Lénine. Ça fait comprendre les ouvriers, ça m'a fait comprendre.

Pour certains membres, l'adhésion au P.C. est étroitement associée à l'accès au livre : des lectures les ont amenés au mouvement communiste :

- Moi, j'ai trouvé un magazine par hasard, La Russie en construction, que j'ai apporté et lu au complet avant de me coucher. J'ai alors été pris du socialisme. Et j'ai commencé (avant d'adhérer au Parti) par acheter de la littérature sur le marxisme. J'ai lu pendant un ou deux ans, le soir après le travail.

- Moi ce fut par la littérature et aussi par l'éducation de mon mari. Mon mari me faisait la lecture à haute voix du Manifeste, de l'État et la Révolution, de Ce que veulent les communistes, du journal Clarté.

L'emprunt ou l'achat de livres et de revues, l'assistance à des conférences et la participation à des discussions étaient des activités auxquelles s'étaient déjà familiarisés plusieurs nouveaux membres. Mais grâce au P.C., ils les poursuivent d'une façon plus systématique et mieux encadrée. Pour les premiers militants canadiens-français, qui viennent du Parti Ouvrier ou qui ont quitté l'Université ouvrière pour militer au sein du P.C., il n'y a cependant pas de véritable "professeur". Parmi les membres de la cellule ou du mouvement, il s'en trouve habituellement un plus familier avec la littérature marxiste et qui est en mesure de guider ses camarades dans leurs lectures et de diriger les discussions. Pour les Dubé, Lebrun, Ouellet et Galarneau qui rompent avec Albert Saint-Martin, le "vieux monsieur Paquette" joue d'abord ce rôle. Âgé d'une soixantaine d'années, ce discret militant "aux cheveux blancs", dont l'occupation professionnelle est d'être agent d'assurances, réunit les quelques sympathisants canadiens-français, suggère les lectures et anime les discussions. Un de ceux qui sont alors recrutés par cet énigmatique M. Paquette en parle en ces termes :

Au début, on a étudié. On a étudié ce que Marx avait dit, ce qu'était le communisme. On a appris que la Révolution russe était le point de départ de la libération des travailleurs du monde entier. La première chose que j'ai lue, c'était le Manifeste et qui peut le comprendre peut s'orienter en politique. Ensuite, j'ai lu Engels, des livres de Lénine. Mais il n'avait pas de cours. Ryerson n'était pas encore là. On étudiait par nous autres mêmes l'ABC du communisme. Paquette avait beaucoup lu et répondait à nos questions. C'était pas un marxiste au sens strict du mot, il était entré au Parti Ouvrier vers 1922. Mais il était sincère.

Peu après, un militant d'origine française, entré illégalement au Canada en passant par les États-Unis, remplira cette tâche. Il s'agit de M. Dubois qui vient à Montréal pour organiser le Parti chez les Canadiens français. Il sera arrêté et déporté en France pendant l'élection fédérale de 1930 à laquelle il participe activement en organisant la campagne d'un membre du Parti, E. Simard.

En fait, il faudra attendre le retour de France d'un jeune intellectuel originaire de Toronto, Stanley Bréhaut-Ryerson, pour que soient rassemblés les

éléments d'une École du Parti et pour que l'autodidaxie fasse place à une véritable forme de scolarisation. Au début des années 1930, il est aussi possible, pour quelques militants qui manifestent des aptitudes politiques, de parfaire cette première formation par un séjour de dix-huit mois en U.R.S.S;

L'un des premiers militants canadiens-français qui bénéficient d'un tel stage de formation est Paul Delisle. À son retour en 1933, il se voit attribuer la responsabilité de l'organisation du Parti auprès des Canadiens français et acquiert rapidement de l'autorité auprès de ses camarades. Cependant, moins d'un an après son retour d'U.R.S.S., Delisle meurt d'un cancer. Cette perte est d'autant plus douloureusement ressentie par les militants de langue française que Delisle a déjà acquis une solide formation marxiste et qu'il réunit diverses caractéristiques d'un leader (orateur charismatique, sens de l'organisation, maîtrise de la langue française et anglaise, bonne instruction, etc.).

Paul aurait été un très grand leader. Comme sa femme Berthe Caron, une militante très active, il était parfaitement bilingue. Il avait de la personnalité. Il n'avait jamais assez travaillé. Il avait des idées. Avec lui, le Parti grandissait. C'était lui qui était en charge du groupe canadien-français. Mais il est mort du cancer du foie pendant que sa femme était à l'hôpital : elle était tombée malade. Nous, on a cru à un meurtre, on avait des doutes. Il y a eu une autopsie. Ce furent les premières funérailles communistes rouges à Montréal. Près de cinq mille personnes y assistaient. On est parti du salon funéraire, à pied, jusqu'au four crématoire sur la montagne. Ça a arrêté la circulation. Pour le Parti, ce fut une grande perte : il aurait été un vrai leader.

Au cours des années 30 se rendent aussi en U.R.S.S. Philippe Richer, E. Simard, Willie Fortin et quelques autres militants de langue française. Sélectionnés en fonction de leurs aptitudes intellectuelles et politiques et de leur militantisme, ils sont investis, à leur retour, de responsabilités particulières : recrutement et formation des membres ; organisation syndicale dans les entreprises ; rédaction et distribution du journal, etc.

Les nombreuses lectures, les longues discussions en groupe et enfin, pour quelques-uns, les stages de formation en U.R.S.S. permettent à cette "première génération" de militants de s'initier à la théorie marxiste-léniniste et d'acquérir une connaissance qui leur donne "une force d'orientation, une clarté de vision, une assurance dans le travail, une confiance dans la réalisation de notre cause".¹ Cela les transforme non seulement en militants activement engagés dans le travail politique mais aussi en "intellectuels". En plus d'emprunter des livres et de "se monter de petites bibliothèques personnelles", ils sont invités à participer à la diffusion de documents (journaux, tracts) et, pour certains, à la rédaction de la propagande politique : rédaction d'articles pour les journaux *L'Ouvrier canadien* et *Clarté*, rédaction de discours ou d'allocutions publiques,

¹ Dimitroff, G., *The United Front*, op. cit., p. 139.

etc. Pour la plupart faiblement instruits, ces "nouveaux militants" demeurent évidemment dépendants, au plan de l'analyse et de la compréhension, des textes publiés en U.R.S.S., en France ou au Canada anglais et des quelques rares intellectuels qui militent dans le Parti au Québec. Ils conservent une grande admiration pour tous les militants "étrangers" qui leur semblent "mieux formés et meilleurs organisateurs". Quelques-uns expriment même, à l'égard de ces militants, un sentiment d'infériorité :

- Les relations entre Canadiens français et Canadiens anglais ou Juifs étaient bonnes. Mais nous, Canadiens français, on s'est toujours senti timide. On se sentait un peu moins supérieur : on en savait moins. Eux étaient venus avant nous et en plus grand nombre.

- Nous, Canadiens français, nous n'étions pas à la hauteur de la tâche. Or, il y avait quelque chose à faire. On essayait trop d'appliquer mécaniquement ce qui se faisait à Toronto, à Oshawa... Peut-être par complexe d'infériorité.

Cependant, même incomplète, la connaissance du marxisme donne "avantage sur le reste du prolétariat", l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien" et confère aux militants le sentiment d'être "l'avant-garde du prolétariat". Tout en demeurant eux-mêmes ouvriers et en continuant à lutter "avec les travailleurs, près des travailleurs", les militants canadiens-français prennent effectivement une certaine distance par rapport à la classe ouvrière, par rapport à sa culture. Ils se politisent (et deviennent politiquement actifs) et ils "s'intellectualisent". On peut noter cette transformation par la réaction d'un militant qui, s'interrogeant sur la définition du mot "intellectuel", se réfère à son Dictionnaire Larousse au XXe siècle (qu'il a acheté "avec ses économies ") et conclut qu'il est un "intellectuel", parce que "l'intellectuel est celui qui s'occupe soit par profession, soit par goût des choses de l'esprit".

À cette époque, la carrière politique et, plus généralement, toute intervention politique sont limitées aux "gens instruits", principalement aux membres des professions libérales qui, après des études collégiales ou "classiques", ont acquis une formation universitaire et apparaissent naturellement doués pour la politique (facilité d'expression, habileté à lire et à écrire, aisance dans les relations sociales). Or, pour celui qui est exclu du système scolaire, il n'est d'autre moyen d'accéder à la politique que par l'acquisition d'un langage, d'un programme ou d'une ligne politique et, aussi, par la modification de la conception même de la politique (militantisme à la base, liaison entre action politique et action syndicale, clandestinité, etc.). Les militants communistes peuvent d'autant moins faire l'économie d'un travail d'explication théorique qu'ils sont partisans d'un changement radical et qu'ils doivent manifester sous

la forme d'un programme objectivé, leurs intentions hérétiques". ¹ L'accès à la politique (et au champ de production idéologique) passe alors nécessairement par l'acquisition d'une compétence politique (lectures, cours, voyages en U.R.S.S. etc.) et donc par l'accès à la culture.

¹ Bourdieu, P., "Questions de politique", *op. cit.*, p. 75.

Chapitre II

Luttes politiques, clandestinité et répression

[Retour à la table des matières](#)

Vers la fin du XIXe siècle, c'est-à-dire peu de temps après la naissance du mouvement syndical, apparaissent les limites de l'action syndicale et revendicative. Des dirigeants ouvriers se tournent alors vers l'action politique et entreprennent de défendre les revendications ouvrières dans les Parlements, à Ottawa et à Québec. Sans s'appuyer encore sur un parti ouvrier, des militants se présentent comme candidats ouvriers "indépendants" ou encore comme "libéral ouvrier" ou "conservateur ouvrier". Tel est le cas d'Alphonse Télésphore Lépine, un typographe membre des Chevaliers du Travail et premier secrétaire du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, élu en 1888 au Parlement d'Ottawa pour représenter la circonscription de Montréal-Est. ¹

¹ Desrosiers, R. et D. Héroux, "A.-T. Lépine, premier véritable député ouvrier", in *Les Travailleurs québécois et le syndicalisme*, Cahiers de Sainte-Marie, Montréal; N. Bélanger, J. Bernier et autres, *Les Travailleurs québécois, 1851-1896*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1975. Voir également : En collaboration, *150 ans de luttes, histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)*, CSN-CEQ, Montréal, 1979, 235 p.

Ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard (soit en 1899) qu'est mis sur pied à Montréal un premier Parti Ouvrier. Organiquement lié au mouvement syndical, ce Parti, qui est de type travailliste et qui apparaît comme réformiste et électoraliste, sera, jusqu'au début des années 1930, la principale organisation politique ouvrière au Québec. Il remportera quelques succès électoraux modestes (élection d'Alphonse Verville en 1906 et 1908). Parallèlement se développe un mouvement socialiste. L'on retrouve au Québec quelques sections du Parti Socialiste du Canada (PSD), fondé en 1904 et aussi du Parti Social-Démocrate du Canada (PSD), fondé en 1911. Mais les membres québécois sont peu nombreux et ils militent habituellement au sein du Parti Ouvrier. Les militants communistes participent aussi, pendant quelques années aux activités politiques de ce parti.

Loin d'accroître sa force, le Parti Ouvrier va s'affaiblir graduellement. D'une part, il exclut de ses rangs, en 1925, les militants communistes alors très actifs; d'autre part, apparemment encore "trop socialiste", il perd l'appui des syndicats du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal (CMTM). Rogné sur sa gauche et sur sa droite, le Parti Ouvrier disparaîtra à toutes fins utiles au moment de la Crise économique. Il sera relayé en 1932 par un parti social-démocrate dirigé par J.S. Woodsworth, la Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F.). Pour leur part, les militants communistes se replient sur eux-mêmes et s'efforcent, tout en consolidant leur organisation propre, de développer une force politique ouvrière autonome.

Toutefois, l'orientation que prend l'action politique du P.C. n'est pas seulement liée à la conjoncture politique et économique locale. Elle est aussi liée aux directives de l'Internationale communiste ¹ à laquelle s'est affilié le Parti. Ainsi, la participation aux activités du Parti Ouvrier correspond à la période dite du Front unique (1921-1923). Le mot d'ordre "Allez aux masses" amène en effet les militants à mettre l'accent sur les "tâches communes à tout le prolétariat" et à s'infiltrer ou à collaborer avec les partis sociaux-démocrates. Mais devant l'effet "dissolvant" de tels contacts et à la suite d'événements marquants (tentatives d'insurrection communiste en Allemagne, Bulgarie et Pologne ; régression de plusieurs P.C. européens), cette stratégie est rapidement abandonnée par l'Internationale communiste. Celle-ci lance, en 1924, le mot d'ordre de la "bolchévisation" des partis communistes et invite les partis à mieux se structurer (la cellule comme base organique du parti) et à prendre leurs distances à l'égard des partis sociaux-démocrates, à l'égard des "traîtres" réformistes. Dans une large mesure, le P.C. respecte cette ligne proposée par l'Internationale communiste. Après s'être restructuré, avoir mis sur pied ses propres centres de formation ou écoles et s'être inséré dans le

¹ Au sujet de l'Internationale communiste et de ses relations avec les partis communistes, voir : Annie Kriegel, *Les Internationales ouvrières*, Paris PUF, 1966; Fernando Claudin, *La Crise du mouvement communiste*, Paris Maspero, 1972.

mouvement syndical (1925-1928), il radicalise son orientation idéologique en adoptant la tactique de "classe contre classe". Ayant expulsé ses éléments trostkistes ¹, le P.C. accepte ainsi de "monter la garde autour de cette œuvre d'édification pacifique du socialisme qu'est l'U.R.S.S." et entreprend un travail d'agitation dans les masses.

Une première campagne électorale

[Retour à la table des matières](#)

Même s'il est d'abord préoccupé de bien s'organiser et de s'implanter solidement dans le mouvement syndical, le P.C. s'intéresse, dès les premières années de sa fondation (et en conformité avec les directives de l'Internationale communiste), à l'action politique. Au Québec, les militants communistes, qui sont alors pour la plupart de langue anglaise et le plus souvent d'origine étrangère, militent au sein du Parti Ouvrier. Mais en 1925, lors de la convention provinciale de ce parti, où parmi les cent délégués se trouve une dizaine de membres du Parti communiste, l'on présente et l'on adopte, à l'instigation du leader syndical Gustave Francq, alors en guerre contre les "bolchéviques", une proposition demandant "l'exclusion de toute organisation communiste". Quelque peu inquiétés par ce mouvement anticommuniste, les militants du P.C. condamnent l'attitude de la section québécoise du Parti ouvrier canadien et utilisent leur influence au sein du parti dans d'autres régions du Canada pour présenter des propositions demandant à la section québécoise de revenir sur sa décision. À la convention provinciale du Québec en 1926, les éléments procommunistes soulèvent à nouveau la question mais ne parviennent pas à gagner la majorité. ² La même année, un des militants communistes exclus du Parti Ouvrier, Michael Buhey ³, qui est un des dirigeants du CMTM, présente lui-même, à l'élection fédérale du 14 septem-

¹ L'expulsion la plus éclatante est celle de Maurice Spector, directeur du journal du Parti (*Worker*) en 1925.

² *L'Organisation ouvrière du Canada*, ministère du Travail, 1925, p. 145; 1 Avakumovic, *The Communist Party in Canada, A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 52.

³ Originaires de l'Europe de l'Est, Michael (Mike) Buhay et sa sœur Rebecca, qui pendant la première guerre se sont illustrés par leur opposition à la conscription, adhèrent au Parti communiste. Rapidement, Michael Buhay acquiert une position importante : il remplace en effet Maurice Spector à la rédaction du *Worker*, lorsque celui-ci est expulsé du Parti en raison de son alliance au groupe trotskiste et devient, en 1929, membre du Comité exécutif central du Parti.

bre, sa candidature dans la circonscription montréalaise de Cartier et recueille six cent cinquante-huit voix. Il devient ainsi le premier militant québécois du P.C. à participer comme candidat à une campagne électorale.

Faiblement présents au sein du Parti et peu formés, les militants de langue française s'engagent toutefois directement dans une campagne électorale au début des années 1930. Lors des élections fédérales du 28 juillet 1930, un militant francophone, Emery Simard, forgeron de son métier, se présente sous l'étiquette communiste dans la circonscription montréalaise de Maisonneuve. Il s'agit, pour lui-même et ses camarades de langue française, d'une première expérience de l'action politique publique. Devant les nombreuses difficultés (interventions de la police qui disperse les assemblées publiques, difficulté d'obtenir la location de salles, refus de communiquer la liste des électeurs, etc.), les militants sont contraints d'élaborer de nouvelles formules de propagande : porte-à-porte, réunions de cuisine, assemblée "fond de cour", présence aux portes des usines. Malheureusement, l'arrestation de Georges Dubois freine considérablement les activités. Militant d'origine française, d'abord émigré aux États-Unis puis entré au Canada sous de fausses représentations en 1928, Dubois est alors la "cheville ouvrière" du groupe canadien-français. Il est responsable de l'organisation de l'Union des Travailleurs de l'aiguille, organisateur de manifestations contre le chômage et de manifestations du Premier mai, éditeur du journal L'Ouvrier canadien. C'est aussi le principal organisateur de la campagne d'Emery Simard. Certes, le Parti Communiste réagit immédiatement à cette arrestation en organisant, le 5 juillet, une manifestation publique. Mais les quelques centaines de manifestants, regroupés au Champ-de-Mars pour entendre Emery Simard et d'autres orateurs, sont dispersés avec violence par la police. Dans un tel contexte, il n'est guère étonnant que le succès politique du Parti soit faible. Emery Simard n'obtient alors que trois cent quinze voix. Cependant, les militants francophones ne sont pas totalement déçus.

C'était presque un succès pour nous, conclut un militant qui participa activement à la campagne. La police nous avait tout le temps surveillés, elle nous avait arrêtés. On était un peu surpris du résultat.

Le résultat peut alors apparaître d'autant plus surprenant que le Parti vient d'adopter, en conformité avec les recommandations du sixième congrès de l'Internationale Communiste, la tactique "classe contre classe" et qu'il entreprend, tout en se dissociant des leaders sociaux-démocrates, une radicalisation de son orientation politique. De cette réorientation, le journal L'Ouvrier canadien, publié pendant quelques années de façon irrégulière, fournit une très bonne indication.

L'Ouvrier canadien ¹

[Retour à la table des matières](#)

La radicalisation du discours politique des militants communistes se manifeste dans le journal *L'Ouvrier canadien* à la fois par la critique des "soi-disant partis travaillistes" et par l'élaboration d'une conception marxiste de la société et de son changement. Il ne s'agit donc pas seulement de dénoncer "tout groupement social-démocrate ou travailliste" et leurs "leaders bureaucrates", qui, parce qu'ils ne proposent que la mise sur pied par quelques nationalisations d'un capitalisme d'État, "servent tout à fait l'intérêt de la classe capitaliste" et sont des "social-facistes". Il est aussi nécessaire d'explicitier l'analyse qui fonde une telle critique et qui ne doit être ni masquée ni édulcorée. Pour les militants qui participent à la rédaction du journal, il ne fait aucun doute que la société canadienne est, comme toute société capitaliste, dominée par l'antagonisme de classe, en ce sens que la minorité exploite le plus grand nombre. Il y a, d'une part, la classe capitaliste, propriétaire des moyens de production, qui loue les services des ouvriers" et, d'autre part, "la classe ouvrière qui vend sa force de travail à la classe capitaliste". Se trouvent opposés, d'un côté, une "classe de parasites qui possèdent l'abondante richesse canadienne et cherchent à sauvegarder de sanglants profits pour satisfaire leur appétit de confort et de luxe" et, de l'autre, des "prolétaires qui doivent supporter la misère, le chômage, les bas salaires, des conditions de travail intolérables (vitesse, longue journée, saleté, etc.), la suppression du droit d'organisation, etc." Et cette opposition est telle que seuls le "renversement du capitalisme et l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan" peuvent assurer une amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et ainsi servir ses intérêts réels :

Les idées communistes sont permises à la condition qu'elles soient tenues cachées. Car elles enseignent que nul remède aux maux dont souffre la classe ouvrière ne saurait être trouvé sans que, condition préalable, le régime soit démoli de fond en comble. ²

¹ Cette analyse s'appuie sur la lecture d'un numéro de *L'Ouvrier canadien*, (15 juillet 1930) publié durant la campagne que mène Émery Simard dans Maisonneuve. Ce journal se présente alors comme le "journal officiel du Parti communiste canadien, Section de l'Internationale communiste". L'adresse en est la suivante : 62 est rue Rachel, Montréal.

² *L'Ouvrier canadien*, vol. 1, n° 5, juillet 1930, p. 1.

Dès lors, parce qu'il est en mesure "d'enseigner à la classe ouvrière le rôle qui lui revient, d'apprendre aux travailleurs les moyens de se libérer, de les guider dans cette voie", seul le Parti communiste (et ses divers organisations : par exemple, au niveau syndical, la Ligue d'Unité Ouvrière) peut prétendre au titre de "véritable représentant de la classe ouvrière". Toutes les autres organisations politiques ou syndicales apparaissent comme des "alliés du capitalisme". Même la religion n'est pas épargnée, dans une province où la population ouvrière est encore largement religieuse : elle est présentée comme "l'opium du peuple" :

Le but de toutes les religions est de bercer la souffrance humaine, de faire accepter l'esclavage terrestre grâce à la promesse d'un Paradis après la mort. Toutes servent à masquer, à faire accepter comme une drogue le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme. ¹

Et,

La religion sous tous ses aspects n'intéresse le Parti communiste qu'en tant que rouage de la machine capitaliste qu'il s'agit de détruire. Partout, c'est le pouvoir religieux qui fait accepter avec résignation l'injustice du système social actuel. Et la Province du Québec ne fait pas exception à la règle, il s'en faut de loin. ²

Cependant, cette orientation politique du P.C., qui en est une de "Front uni à la base et de radicalisation de la classe ouvrière", ne signifie pas l'élimination de toute référence à la "lutte pour des revendications immédiates". Le Parti entend, au contraire, "mener aussi la lutte quotidienne des travailleurs dans les usines et dans la rue"... Il accepte de participer aux élections puisqu'il s'agit là d'un "moyen de mener la bataille de la classe ouvrière jusqu'à l'intérieur du parlement capitaliste" et d'une tribune pour mettre de l'avant son programme et pour dénoncer l'exploitation capitaliste. Aussi élabore-t-il une plate-forme politique, c'est-à-dire un ensemble de revendications "qui représentent les besoins immédiats de la classe ouvrière et des fermiers pauvres". Ces revendications concernent le chômage (secours immédiat à tout chômeur, assurance à tous les travailleurs, etc.), les conditions de travail (semaine de cinq jours et journées de sept heures, abolition du système de boni, à travail égal salaire égal, etc.), les assurances sociales (pension de vieillesse à cinquante-cinq ans, système fédéral d'assurances contre les accidents du travail), les lois ouvrières (abolition des lois anti-ouvrières) et enfin la situation des fermiers pauvres (abolition de toute taxe et de toute hypothèque) et des jeunes ouvriers (prohibition de l'emploi de jeunes âgés de moins de seize ans, salaire minimum de vingt dollars, formation professionnelle, etc.). Le Parti communiste tente d'articuler une opposition économique et une défense professionnelle des travailleurs : voter pour le P.C. signifie aussi lutter contre les bas salaires, les longues heures de travail et le chômage. Il espère ainsi

¹ *L'Ouvrier canadien*, 15 juillet 1930, p. 2.

² *Ibid*, p. 4.

maintenir une relation dialectique entre le général et le particulier. D'ailleurs, les différents articles ne contiennent pas seulement un certain nombre de formules toutes faites (souvent déjà élaborées par l'Internationale communiste), mais aussi plusieurs références très concrètes à l'expérience immédiate des travailleurs.

L'argumentation du Parti communiste pour amener les ouvriers canadiens-français à appuyer ses candidats comporte ainsi une référence importante à la lutte "contre les bas salaires, les longues heures de travail, le chômage, la guerre impérialiste". Et loin de contredire les intérêts réels de la classe ouvrière, une telle lutte semble pouvoir contribuer, dans une période dite de "crise chronique du capitalisme", au "renversement du capitalisme, à l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan". L'élection au Parlement de représentants de la classe ouvrière apparaît alors d'autant plus importante que l'on se trouve dans une conjoncture semblable à celle des années 1913-1914 et qu'il y a "imminence et inévitabilité d'une guerre impérialiste". La lutte pour de nouveaux marchés entraîne non seulement une militarisation de plus en plus grande, mais aussi une menace sérieuse pour l'Union Soviétique. Afin d'éviter la défaite du gouvernement soviétique, qui signifierait "une défaite sanglante et meurtrière des ouvriers du monde entier et une réaction fasciste mondiale", il est urgent que la classe ouvrière canadienne prenne aussi la défense de "sa" patrie en dénonçant les mensonges de la presse, en demandant le rétablissement des relations diplomatiques entre le Canada et l'U.R.S.S. et en élisant au Parlement ses propres représentants.

L'orientation de L'Ouvrier canadien apparaît donc très conforme aux directives de l'Internationale communiste. Tout en adoptant la tactique "classe contre classe", le P.C. entend aussi prendre la défense de la "patrie socialiste". Ce discours politique est aussi celui des premiers militants communistes francophones qui parlent de "lutte de classe" et de "révolution".

Il fallait lutter pour la classe ouvrière, se rappelle une militante qui s'inscrit au Parti au début des années 1930. Ce n'était pas une question de race, de nationalité. Il y avait deux classes sur la scène : la classe des capitalistes et dirigeants et celle des exploités, celle des travailleurs. Nous, on était avec celle des travailleurs.

Quant à la révolution, objet de nombreuses discussions, elle est aussi l'objectif de la lutte :

Au début, on parlait de révolution, de prise de pouvoir par la violence. Dans nos cours, c'était notre objectif de prendre le pouvoir, du moins par la voie parlementaire sinon par la violence.

À l'époque, on ne voyait que la révolution, on croyait que la violence serait inévitable. On pensait que la dépression entraînerait une réaction des ouvriers. Il ne s'agirait que de la canaliser vers une fin. On parlait de renverser le pouvoir ...

Un des rares militants de la région de Québec décrit ses premières discussions politiques dans les mêmes termes :

On se réunissait toutes les semaines. Perry venait nous rencontrer à Québec, c'était un anarchiste. Il parlait de la manière de faire la révolution, de l'histoire de Lénine. Il nous disait que la révolution, ça se faisait avec des fusils. C'était avancé pour nous. Mais on était prêt.

Enfin, tous entourent alors Staline d'un très grand respect et ont pour l'U.R.S.S., "patrie du socialisme", une grande admiration. D'ailleurs, ils cherchent à mieux connaître ce pays et son histoire, soit par des lectures (La Russie en construction), soit par des voyages.

La Russie était pour nous, précise une militante qui se rendra quelques années plus tard en U.R.S.S., le modèle de société idéale. Ma visite a confirmé mes convictions parce que j'ai vu un mode de vie différent, un individu différent de nous. Ça correspondait à ce que j'avais tu, à ce que j'avais étudié. Le socialisme, c'est un régime où tout le monde travaille, où tout le monde a droit à l'éducation, où tout le monde mange trois fois par jour.

Quant à la lutte que mènent au Québec et au Canada les "nouveaux" militants francophones, elle n'apparaît nullement dissociée de celle que mène la classe ouvrière au plan international et principalement en U.R.S.S. Ils acceptent de mettre en veilleuse leur "localisme" (ou nationalisme) et de subordonner leurs actions à celle de l'U.R.S.S. "Chaque ouvrier, avec la force combattante organisée de la classe ouvrière, doit préparer la défense de l'Union Soviétique contre l'attaque impérialiste. La défaite du gouvernement des ouvriers de l'Union Soviétique signifierait une défaite sanglante et meurtrière des ouvriers du monde entier avec, ensuite, une réaction fasciste mondiale." ¹ Pour plusieurs militants francophones, souvent originaires de régions rurales du Québec, qui ne s'étaient intéressés qu'à la politique locale (village, comté et province), il s'agit d'une "ouverture sur le monde". Moscou apparaît comme une capitale politique et intellectuelle de tout premier ordre; les chefs de la révolution russe et les dirigeants de l'U.R.S.S. deviennent des héros; la lecture des textes de Lénine et Staline est plus importante que celle des ouvrages d'intellectuels québécois.

¹ *L'Ouvrier canadien*, 15 juillet 1930, p. 3.

D'échecs en échecs jusqu'à une victoire

[Retour à la table des matières](#)

Au début des années 1930, le P.C. regroupe près de cinq mille membres. Il éprouve, certes, des difficultés au plan électoral. À l'élection de juillet 1930, à laquelle Emery Simard participe, le Parti présente dix candidats qui ne récoltent que 5 635 votes et perdent tous leurs dépôts. Il est aussi aux prises avec des difficultés internes. À la suite de l'expulsion de Maurice Spector, responsable du journal *Worker*, il y a, en 1929, celle du secrétaire général du Parti, John MacDonald, alors qualifié "d'élément de droite qui affaiblit et démoralise la discipline révolutionnaire et la solidité du P.C. " ¹

De plus, même s'il a amorcé depuis quelques années sa "bolchévisation", le Parti ne parvient pas encore à édifier une organisation centralisée et unifiée et à se donner une cohésion politique. Né de la fusion de plusieurs groupes, en particulier des groupes ethniques organisés en association (Ukrainiens, Russes, Finlandais, Juifs, etc), le P.C. apparaît toujours comme une sorte de fédération d'associations diverses dont l'autonomie et le poids sont toujours élevés.

Enfin, au moment où il tente, sous la direction du nouveau secrétaire général Tim Buck, de consolider ses assises auprès des ouvriers et des chômeurs, le Parti est déclaré " association illégale ", en août 1931. Cette mise hors-la-loi est décrétée par le Procureur général de l'Ontario, M.W.H. Price, en vertu de l'article 98 du code criminel. ² Elle permet l'intervention de la police dans les bureaux du Parti, du journal *Worker* et de la Ligue d'Unité ouvrière. Elle entraîne l'arrestation de neuf dirigeants du P.C. ³ Parmi ces militants, huit ⁴ sont accusés d'être membres d'une association illégale, d'agir comme

¹ Smith, A.E., *All My Life*, Toronto, Progress Books, 1949.

² L'article 98 avait été inclus dans le Code criminel en 1919 au moment de la grève générale de Winnipeg. Il introduit le crime par association, c'est-à-dire en vertu de l'appartenance à un groupe déclaré illégal.

³ Ce sont Tim Buck, secrétaire général du PC (Toronto), John Boychuck, organisateur de la section ukrainienne, Mike Colinsky, membre (Toronto), Malcolm Bruce (Vancouver), Thomas E. Evan, secrétaire de la Workers' Unity League (Toronto), A.T. Hill, organisateur de la section finlandaise (Timmins), T. Cacic, organisateur de la section tchécoslovaque, M. Popovich, Sam Carr et Frank Urguin.

⁴ L'accusation contre Frank Urguin est levée.

membres d'une association illégale, et d'être complices dans une conspiration séditionnelle. Ils sont traduits devant les tribunaux et condamnés à cinq ans de prison sous les deux premiers chefs d'accusation et à deux ans sous le troisième. Les condamnés risquent aussi, parce qu'ils sont pour la plupart d'origine étrangère, d'être expulsés du pays. Ils entreprennent, bien sûr, des procédures en appel et obtiennent même un cautionnement leur permettant d'être temporairement libérés. C'est d'ailleurs en attendant la décision de la Cour d'appel que deux des accusés, Tim Buck et John Boychuck, se présentent aux élections municipales de Toronto et obtiennent respectivement 5 924 et 721 voix. Toutefois, sauf pour le troisième chef d'accusation concernant la complicité dans une conspiration séditionnelle, l'appel n'est pas retenu.

Les huit dirigeants communistes doivent donc purger une sentence de cinq années. Pendant tout le procès émergent des protestations de divers endroits du pays. Des assemblées sont tenues afin de dénoncer l'article 98, qui attaque la liberté de parole et d'assemblée et qui peut mettre en danger tout groupe de travailleurs en grève. La principale organisation qui anime cette opposition est la Ligue canadienne de défense ouvrière dont le secrétaire est un membre du P.C., le Révérend A.E. Smith.¹ Au Québec, les principaux animateurs de la Ligue sont Bella Gauld et Jeanne Corbin. Même si la répression entraîne une réduction des effectifs du P.C. "illégal", principalement chez les Canadiens français, la Ligue maintient un minimum d'organisation et assure le recrutement. Lorsque les dirigeants communistes sont libérés avant la fin de leur sentence, en 1934, une grande assemblée publique réunit au Maple Leafs Gardens de Toronto 17 000 personnes. Le Parti est en mesure de reprendre ses activités.

Au Québec, Paul Delisle est de retour d'un séjour de dix-huit mois d'études en U.R.S.S. Il assume avec sa femme, Berthe Caron, la responsabilité du travail d'organisation et d'éducation auprès des Canadiens français. À la même période se joint aussi au Parti Stanley Bréhaut Ryerson, un jeune universitaire d'origine torontoise qui vient de terminer ses études supérieures en littérature à Paris. Enfin, Fred Rose, responsable de la Fédération de la Jeunesse communiste, est très actif à Montréal et maintient des contacts étroits avec les militants francophones.

Au cours de ces années qui suivent la Crise économique, le Parti communiste devient plus présent non seulement en milieu syndical mais aussi au plan

¹ Smith, A. E., *All My life*, op. cit., p. 84. Cette ligue, fondée en 1925 au moment d'une grève de mineurs, regroupait alors des personnes d'allégeances politiques diverses : Jack Young, Jimmy Simpson, Jack Counsel, Florence Custance, Annie Buller, Malcolm Bruce, Bob Shoesmith et A.E. Smith. L'objectif est d'assurer une assistance légale à tous les travailleurs arrêtés et traduits en justice pour action syndicale, de pourvoir aux besoins de ces prisonniers et, d'une façon plus générale, de lutter pour la liberté de parole, d'assemblée ou d'organisation au nom de la classe ouvrière. À partir de 1931, la Ligue mobilise ses énergies pour faire abroger l'article 98.

politique. On ne peut négliger le fait que le P.C. est amené à la suite du VII^e congrès de l'Internationale communiste en août 1935, à modifier son orientation politique et à proposer la "formation d'un grand Front populaire anti-fasciste, sur la base d'un front prolétarien uni".¹ Déjà suggérée par le P.C. français alors dirigé par Maurice Thorez, cette tactique du Front populaire est appliquée en France dès 1936 et conduit à la victoire du socialiste Léon Blum. Au Canada, le P.C., qui sort d'une dure période de répression et de clandestinité, élabore aussi un "programme d'action démocratique" qui ne veut être ni un programme de socialisme ni même un document spécifique du Parti communiste. Il s'agit plutôt d'un "programme de conciliation, d'entente et d'action commune requis par les circonstances actuelles". Afin de s'adapter au niveau de conscience de la grande majorité des "masses" et de ne pas "effrayer" les secteurs peu politisés, on évite de formuler des objectifs trop radicaux et l'on présente les diverses revendications "réformistes" suivantes : salaire décent et sécurité pour tous (semaine de quarante heures, congés payés, salaire égal pour la femme, système d'assurances sociales, programmes de travaux publics, etc.); protection du cultivateur et de l'agriculture en général (prêts, régularisation des prix, etc.); juste taxation pour faire payer les riches (abolition de la taxe de vente, nationalisation du système bancaire et de l'électricité); garantie des libertés civiles (révision de la constitution canadienne donnant droit au gouvernement fédéral de légiférer sur les questions sociales et les salaires, dissolution du Sénat, droit d'association, réforme électorale, etc.); donner et assurer au peuple canadien-français la plénitude de ses droits démocratiques, la vraie égalité; garantir la paix, etc. Tout comme les autres plate-formes fidèles à l'orientation préconisée par l'I. C., ce programme comprend trois chapitres : des revendications d'ordre économique parfaitement compatibles avec celles des partis et des syndicats réformistes : des revendications politiques n'allant pas au-delà de la défense ou de la restauration des libertés et des institutions démocratiques bourgeoises et enfin le chapitre de la "lutte pour la paix".

On pourrait évidemment s'interroger sur l'opportunité pour le P.C. d'abandonner la ligne "classe contre classe" pour adopter celle du "Front populaire". En effet, la menace du fascisme ne concerne pas encore directement la classe ouvrière canadienne qui, au sortir de la crise économique, apparaît beaucoup plus préoccupée de bien s'organiser et de lutter pour l'amélioration de ses conditions de vie et de travail. Toutefois, si le P.C. modifie ainsi sa ligne politique, ce n'est pas seulement pour obéissance (aveugle) aux directives de l'I.C. ou par imitation des partis "grands frères" européens. Il faut, de plus, prendre en considération le fait que, depuis le début des années 1930, dans la lutte pour devenir le porte-parole des revendications (souvent réformistes) de la classe ouvrière canadienne et pour rallier ce qu'on appelle alors "les masses", le P.C. est fortement concurrencé

¹ Dimitroff, G., *op. cit.*

par un jeune et dynamique parti social-démocrate, la C.C.F., qui obtient d'importants succès électoraux dans l'Ouest. Le Parti risque sérieusement d'être marginalisé au plan politique. Dès lors, l'adoption de la stratégie de la "main tendue" répond à une modification de la conjoncture politique internationale mais aussi de la conjoncture politique canadienne (rapports de force entre partis et organisations politiques).

Pour des militants qui viennent de connaître une période de répression-clandestinité et qui sont toujours, même dans les milieux progressistes, l'objet de critiques et de condamnations, il n'est pas facile de cesser d'opposer mécaniquement la classe ouvrière à la classe capitaliste et de tenir un discours unitaire. Ces militants doivent apprendre qu'il ne suffit pas de maîtriser le discours marxiste-léniniste mais qu'il faut savoir le modifier, l'utiliser différemment selon les publics et les conjonctures. La propagande n'est plus directement reliée à l'analyse (théorie) ; elle devient subordonnée à des considérations tactiques. Les militants québécois francophones n'abandonnent certes pas les objectifs du Parti qui sont "le renversement du pouvoir, la dictature du prolétariat et l'établissement d'une société socialiste". Mais Os acceptent de se préoccuper d'abord des "besoins immédiats des travailleurs". Se rappelant qu'avec ses camarades, "il étudiait théoriquement la Révolution", un militant qui adhère alors au mouvement communiste précise en effet qu'il n'allait pas plus loin : "C'était dans l'abstrait. Dans le concret, c'était des revendications immédiates". Dans une certaine mesure, théorie et pratique sont alors dissociées. Le travail "public" du militant communiste se limite à la mobilisation des travailleurs sur la base de revendications réformistes et à l'organisation des chômeurs et des ouvriers en associations ou syndicats. Avant tout, il s'agit "d'aider, d'organiser les gens". L'importance des tâches de formulation des revendications et d'organisation est telle que les militants communistes francophones, alors très actifs auprès des chômeurs, des ouvriers ou dans le cadre de la "Solidarité féminine", définissent souvent leur engagement en fonction de ces seules tâches :

- Nous étions des hommes de la revendication immédiate.

- Nous avons adopté une tactique de revendication basée sur ses événements. Selon moi, c'était la meilleure chose : revendiquer dans le concret. Tant qu'on n'a pas obtenu des choses concrètes pour les gars, ils ne suivent pas.

- La meilleure façon de faire de la propagande, c'était de lutter pour les besoins immédiats du peuple. Le problème du socialisme viendrait après. Il fallait prendre les gens sur le mécontentement.

- Moi, c'était le point de vue syndical qui m'intéressait. On trouvait plus de sympathie pour le syndicalisme au P.C. que dans les autres associations. Les syndicats catholiques étaient réactionnaires. Pour revendiquer, faire la bataille, le P.C. était le meilleur (...). L'idée de la révolution, ça ne me disait rien. On n'était même pas capable d'entrer un gars dans l'Union. Dans mon Union, je n'ai jamais parlé de politique, seulement de revendications.

- Moi, mon travail c'était de convaincre mes frères d'ouvrage et, avant tout, de faire entrer l'Union.

- La question économique, la question des besoins immédiats, avant tout.

Difficile d'application, la stratégie de la "main tendue" ne permet guère la réalisation d'alliances et la constitution d'un véritable Front. Mais paradoxalement, cette stratégie coïncide avec un regain d'activités du Parti communiste et un accroissement de ses effectifs au Québec.

Ainsi, parmi les cinq cents délégués qui assistent en octobre 1937 au septième congrès du P.C. (auquel sont invités Earl Browder, secrétaire du P.C. américain, Alfred Costes, délégué du P.C. français et le Dr Norman Bethune), on en retrouve une soixantaine du Québec. De plus, l'importance du Québec est confirmée par la présence sur la tribune d'honneur de Stanley Bréhaut Ryerson et d'Evariste Dubé et par la participation de ce dernier à l'élaboration et à la présentation d'un co-rapport. Dubé réaffirme alors l'appui du Parti à "un Front uni des progressistes du Québec, de tous ceux qui luttent pour de meilleurs salaires, pour la sécurité, pour la santé, la culture et la liberté démocratique du peuple québécois".¹

Pendant la période de la Guerre d'Espagne (1937-1939), le Parti réussit à mener une campagne très populaire, à organiser de grandes assemblées et à s'assurer l'appui de nombreux sympathisants. Près de 900 membres du P.C. et plus de 300 sympathisants se rendent alors en Espagne pour combattre le Général Franco. Le parti organise un réseau pour recruter et transporter les volontaires. Le premier groupe quitte le Canada en décembre 1936 et se joint en Espagne aux Brigades internationales. Assimilés aux antifascistes américains, les Canadiens expriment le désir d'avoir une unité canadienne autonome. En 1937, on met donc sur pied le bataillon MacKenzie-Papineau, qui réunit des volontaires canadiens de langue anglaise et de langue française.² L'action du Dr Norman Bethune, devenu membre du Parti, est alors un élément important de mobilisation.³ Au cours de la seule année 1938, plus de deux cent cinquante nouveaux membres québécois, dont la moitié sont francophones, se joignent au Parti.⁴

¹ Dubé, E., Cité in "Historical Notes : Canadian Communists and the French Canadian Nation", *The Marxist Quarterly*, automne 1965, n° 15, pp. 29-30.

² Avakumovic, I., *The Communist Party in Canada*, op. cit., p. 129. L. Chartrand et C. Marcil ("Les héros clandestins", *Perspectives*, 23 septembre 1978, p. 4.) estiment à une trentaine le nombre de Canadiens français qui se joignent au bataillon MacKenzie-Papineau de la 15e Brigade internationale. Le journal *Clarté* donne alors une large publicité à cette initiative militante : articles, photographies, etc...

³ Gordon, S. et T. Allan, *Docteur Bethune*, Montréal, éditions l'Étincelle, 1973.

⁴ Dubé, E., *Clarté*, 30 mai 1938, p. 1.

Tableau I
Évolution approximative des effectifs québécois du P.C., 1930-1947

Années	Canadiens français	Autres	Total
1930	20	60	80
1932	40	100	140
1936	100	400	500
1939	200	800	1000
1947	500	2000	2500

Note : Le tableau est constitué sur la base des informations fournies par les militants interrogés.

Cette croissance n'assure cependant pas au P.C. un enracinement hors de Montréal. Dans la ville de Québec, les efforts de recrutement et de mobilisation ne donnent guère de résultats permanents : entre 1935 et 1939, il y a, autour de François Morin ¹, un petit groupe de chômeurs qui reçoivent de militants montréalais (E. Simard, C.C. Perry) une formation marxiste-léniniste, qui distribuent les tracts du Parti et qui organisent quelques assemblées publiques. Les seules activités visibles sont, en 1936, la distribution de tracts communistes dans les couloirs du Parlement et, en 1937, la violation de la Loi du Cadenas par un militant F.X. Lessard. Enfin, les militants de la ville de Québec ne participent qu'une seule fois à une élection. Paul Moisan, originaire de Québec mais qui demeure alors à Montréal, se présente en 1944 dans la circonscription de Québec-Est et ne recueille que cinquante votes.

L'action politique du P.C. se concentre donc à Montréal et elle est surtout visible au moment des campagnes électorales dans les circonscriptions où la population d'origine étrangère (Europe de l'Est) est élevée : Saint-Laurent, Saint-Georges, Cartier et Outremont.

¹ Bûcheron de métier, François Morin ne milite que quelques années au sein du Parti. Membre du bataillon MacKenzie-Papineau, il meurt en 1937 en Espagne. Les quelques militants qu'il regroupe et qui sont le plus souvent chômeurs, se réunissent régulièrement et organisent des soirées (danse, etc.) pour les chômeurs. Pendant quelque temps, il y a même une sorte de front populaire avec des Jeunesses progressistes, dont faisait partie Jean-Louis Gagnon.

Tableau II
Participation de militants québécois du P.C.
aux élections provinciales et fédérales, 1935-1945

Date	Circonscription	Candidat	Vote
1. Élections provinciales			
27 août 1936	Saint-Louis	Fred Rose	578
	Saint-Jacques	E. Dubé	185
	Sainte-Marie	E. Godin	288
25 oct. 1939	Saint-Jacques	E. Dubé	146
8 août 1944	Saint-Louis	M. Buhay	6512
	Québec-Est	Paul Moisan	54
2. Élections fédérales			
28 juillet 1930	Maisonneuve	E. Simard	311
14 oct. 1935	Cartier	Fred Rose	3378
	Saint-Denis	C.A. Perry	1012
26 mars 1940	—	—	—
9 août 1943	Cartier (élu)	Fred Rose	5784
11 juin 1945	Mont-Royal	B. Truax	1245
	Mercier	E. Lorrain	351
	Outremont	T. Partridge	1172
	Saint-Laurent	M. Cutschon	789
	Verdun	S. Bailey	711
	Cartier (réélu)	Fred Rose	10463

Lors des diverses élections tenues au cours des années 1930, les candidats du Parti communiste font souvent leur véritable apprentissage de la politique. Lorsqu'ils sont francophones ou qu'ils se présentent dans une circonscription majoritairement francophone, ils ne recueillent qu'un faible nombre de votes et perdent habituellement leur dépôt. De plus, à aucune de ces élections, le Parti ne parvient à faire front commun avec d'autres partis ou groupements. Il y a bien, en 1935, la création d'un "Front populaire"; mais ses activités ne débutent qu'en 1937, n'impliquent que le Parti communiste - l'exécutif est en effet composé principalement de membres du Parti (H. Lussier, F. Bougie et Jean Péron) - et se limitent à la rédaction d'un "programme minimum" de revendications : augmentation de l'indemnité familiale de chômage; augmentation de l'allocation de chômage des célibataires; augmentation des salaires pour travaux de chômage; campagne en faveur du lait gratuit pour les écoliers et d'autres revendications pour les jeunes, les petits commerçants, les petits propriétaires, les cultivateurs, les bûcherons etc. On n'assiste pas à un regroupement des travailleurs, des chômeurs et des classes moyennes autour

de ces revendications, et dans le but d' "obtenir une vie meilleure", si ces n'est de façon sporadique, au moment d'événements particuliers.

Par exemple, pendant la campagne au sujet de la Guerre d'Espagne, on tient à Montréal de grandes assemblées publiques auxquelles participent André Malraux, Alfred Costes et le Dr Norman Bethune. Organisée par le Comité d'aide à l'Espagne, l'assemblée du 15 juin 1937, à laquelle participe le Dr Bethune, regroupe à l'Aréna Mont-Royal plus de 15 000 personnes

Les gens représentaient, précisent S. Gordon et T. Allan, toutes les classes de la société, toutes les tendances politiques. On entendait dans la foule toutes les langues du Montréal cosmopolite, on y trouvait des instituteurs, des professeurs d'université, des syndicalistes, des médecins, ceux qui partageaient ses idées politiques, ceux aussi qui les rejetaient mais qui admiraient l'homme et son œuvre.¹

Le premier mai suivant (1938), le C.C.F., le Parti Ouvrier et le P.C. s'unissent pour fêter le premier mai. Ils réunissent à l'aréna Mont-Royal plus de 4 000 ouvriers et chômeurs qui viennent entendre les discours d'Eugène Forsey (C.C.F.), David Lewis (C.C.F.) et Stanley Bréhaut Ryerson (P.C.).

Même s'il n'y a pas de véritable alliance, les militants n'en continuent pas moins, tout au cours des années 1930, à lancer des appels à l'unité "pour continuer la lutte de 1837, celle des Papineau et Mackenzie., contre Duplessis et les cinquante familles multi-millionnaires". Ils abandonnent graduellement l'opposition prolétariat - bourgeoisie pour adopter celle qui distingue démocratie et fascisme. Au mois de juin 1936, le Parti prend même une initiative concrète en vue de la réalisation d'un front plus large que le front C. C. F. - Parti ouvrier - Parti communiste : celui-ci adresse une lettre ouverte aux partisans de l'Action libérale nationale dont le leader, Paul Gouin, vient de quitter l'Union nationale et les invite à participer, sur la base d'un programme minimum élaboré en commun, à un mouvement uni dirigé contre les trusts.² Par ailleurs, l'attitude du Parti envers les dirigeants syndicaux devient beaucoup moins critique. Quant aux forces libérales qualifiées de "sincères" ou d' "honnêtes", elles intéressent davantage les responsables du Parti. Afin de "rassurer les libéraux apeurés par le terme de communisme", ceux-ci évitent d'utiliser cette étiquette pour s'identifier publiquement : ils mettront sur pied quelques années plus tard un Parti ouvrier-progressiste dont l'orientation est explicitement électoraliste (refus de la violence ou de la force comme moyen d'imposer une forme de gouvernement ou d'introduire des changements économiques) et réformiste. Toutefois, pas plus qu'auparavant, il n'y a alors d'alliance avec d'autres mouvements ou partis politiques. Durant les années 1930, la seule action unitaire est la décision que prend le P.C. lors de l'élection partielle fédérale dans la circonscription montréalaise de Cartier à l'automne

¹ Gordon, S. et T. Allan, *Docteur Bethune*, op. cit., p. 154.

² *Worker*, 23 juin 1936.

de 1936 : afin d'assurer l'unité des forces d'opposition dans une autre lutte qui se déroule au niveau provincial (élection partielle dans la circonscription de Saint-Louis) et permettre la victoire d'une candidature à la fois libérale et ouvrière, celle de Raoul Trépanier (vice-président du CMTC), contre celle d'un représentant de Duplessis, le Parti communiste décide, à un moment où la campagne est déjà très avancée, de retirer la candidature de Fred Rose dans Cartier et de concentrer ses efforts "pour réunir les forces ouvrières, libérales et démocratiques et pour administrer une défaite retentissante au candidat de Duplessis dans Saint-Louis".¹ Face à cette opposition unifiée, Duplessis obtient de justesse (et plus ou moins légalement) la victoire et le bilan de cette expérience d'action politique unitaire apparaît alors positif aux yeux des membres du Parti :

...la campagne de l'opposition dans Saint-Louis marque un énorme pas en avant dans la vie politique de la province. Ici, pour la première fois, les libéraux se sont alliés au mouvement politique du travail organisé, sous la forme de l'Action démocratique, sur la base d'un programme nettement progressiste. Le résultat fut qu'au lieu de rester sur le plan de la politicaillerie abjecte (comme cela fut le cas dans les élections précédentes), les libéraux ont soulevé des problèmes sérieux, les ont débattus et ont soutenu la position du travail organisé. Les libertés ouvrières, les conditions de travail, la loi du cadenas furent amenés devant le public comme des problèmes urgents. La campagne de Saint-Louis pourra devenir le point de départ de la formation d'une coalition des forces d'opposition aux prochaines élections provinciales...²

Sur la base des acquis de cette lutte, le Parti propose d'ailleurs quelques mois plus tard, lors de l'élection municipale du 2 décembre 1938, une nouvelle coalition des forces d'opposition afin de battre le candidat de Duplessis, Charles-Auguste Gascon :

Il faut à tout prix que se forme un bloc de candidats ouvriers et anti-duplessistes, une coalition semblable à celle inaugurée dans Saint-Louis contre les forces réactionnaires et duplessistes. Si nous ne sommes pas encore au point où il est possible, en pratique, d'organiser une alliance officielle entre libéraux, ALN et Action Démocratique, travaillons au moins pour en hâter l'avènement.³

Devant l'absence d'une réelle opposition ouvrière et surtout, devant la nécessité d'infliger une défaite, même indirecte, à Duplessis, le P.C. adopte un pragmatisme qui l'amène à favoriser des candidats identifiés aux "vieux partis". Ainsi, en novembre 1936, lors des élections municipales de Montréal, Clarté invite ses lecteurs à donner leur appui à Candide Rochefort, membre d'un syndicat international :

¹ Ryerson, S.B., *Worker* 26 octobre 1938, p. 4.

² *Clarté*, 5 novembre 1938, p. 2. Au sujet de cette élection, voir l'analyse de Magnus Isacson, "Les perspectives d'alliance du Parti communiste canadien au Québec, 1935-1939", Congrès de l'institut d'Histoire de l'Amérique française, Montréal, 17 octobre 1975.

³ *Clarté* 5 novembre 1938, p. 2.

On dit qu'entre deux maux il faut choisir le moindre. Nous pouvons donc dire qu'entre Raynault et Rochefort, le moindre mal sera commis par celui des deux qui éprouve encore de temps en temps quelques remords d'avoir abandonné ses frères ouvriers.¹

Deux ans plus tard, le Parti adopte la même position politique : appuyer les ennemis de son ennemi principal, Duplessis. Il mène campagne à la mairie en faveur de Camillien Houde, c'est-à-dire en faveur d'un candidat qu'il a lui-même identifié, peu de temps auparavant, comme "l'homme de paille des tories" et le "lèche-pied du fascisme mussolinien". Malgré tout, la victoire de Camillien Houde apparaît indispensable et constituera "une date historique pour la province". "Ce jour-là, le régime trustard de Duplessis a essuyé sa première grande défaite depuis son avènement au pouvoir... Le peuple a parlé! Gascon, l'homme des trusts, s'est vu écrasé par une pluralité de plus de 20 000 votes"²

Même si en certaines occasions les intérêts du P.C. et ceux du Parti libéral semblent coïncider et qu'ils unissent leurs forces contre leur "ennemi commun", ces actions unitaires demeurent sporadiques et ne conduisent pas à de véritables alliances. L'orientation conservatrice du Parti libéral et des groupes nationalistes et l'influence encore relativement faible du P.C. au sein de la classe ouvrière québécoise ne fournissent pas les conditions requises à la constitution d'une alliance antiduplessiste solide et durable, qui puisse aboutir à la réalisation d'un Front populaire.³ Par ailleurs, avec d'autres mouvements et partis politiques progressistes, en particulier avec la C.C.F., les relations du P.C. demeurent toujours conflictuelles.⁴ D'ailleurs, la volonté d'action unitaire entre ces deux mouvements paraît si faible qu'à l'élection complémentaire fédérale du 9 août 1943 dans Montréal-Cartier, le Parti ouvrier-progressiste oppose son propre candidat, Fred Rose, au candidat de la C. C. F. déjà en lice et qui n'est nul autre que le secrétaire du parti social-démocrate, David Lewis. Et c'est précisément à cette élection que les militants communistes obtiennent, après de nombreuses tentatives, un premier succès électoral : Fred Rose réussit à battre ses nombreux adversaires et il est élu député au Parlement d'Ottawa.⁵ La réaction de la C.C.F. est immédiate et virulente : dénonciation de la collusion entre communistes et libéraux, refus de toute coopération avec le P.O.P.

¹ *Clarté*, 5 décembre 1936, p. 1.

² *Clarté*, 21 décembre 1938, p. 1.

³ Isacson, M., "Les perspectives d'alliance du PC", *op. cit.*, p. 21.

⁴ Au sujet de ces critiques et plus généralement des relations conflictuelles entre le PC et le C.C.F., voir : 1. Avakumovic, *The Communist Party in Canada*, *op. cit.*; W.D. Young, *The Anatomy of a Party, the National CCF*, Toronto, University of Toronto Press, 1969.

⁵ Voici comment se répartissait le vote populaire : Fred Rose (Parti communiste), 5 784; Paul Massé (Bloc populaire), 5 462; L. Phillips (Libéral), 4 129; David Lewis (CCF), 3 302; Miller (Indépendant), 122. La majorité de Rose était donc limitée à 322 voix.

Au plan politique, cette élection de Fred Rose (et sa réélection en 1945) constitue la seule victoire importante des militants communistes au Québec. Elle est pourtant très précaire. Dès l'emprisonnement de Fred Rose en 1945 sous des accusations d'espionnage au profit de l'U.R.S.S., la "forteresse" de Cartier s'effrite et le suffrage qu'obtient le Parti ouvrier-progressiste diminue progressivement (de 10 463 votes en 1945 à 4 868 en 1949) pour devenir insignifiant (moins de 1 000 en 1953). Aussi paradoxale que puisse sembler cette victoire électorale, elle illustre bien certains avantages de l'adoption d'un discours unitaire et réformiste, tout en dévoilant les difficultés et les limites. La valeur d'une telle stratégie est en effet liée à la fois à la conjoncture politique internationale (la position de l'U.R.S.S.) et au rapport de force entre les diverses organisations et partis politiques sur la scène nationale ou locale (absence de répression, etc.).

Répression et clandestinité

[Retour à la table des matières](#)

L'action politique des militants communistes est certes affectée par les difficultés à établir des liens étroits avec d'autres groupements progressistes. Mais elle est aussi considérablement freinée par la mobilisation de divers organismes sociaux et catholiques (Société Saint-Jean Baptiste, Ligue du Sacré Cœur, A.C.J., C.T.C.C. etc.) et par les nombreux discours et articles "anticommunistes" que les membres du clergé et les intellectuels québécois diffusent dans les journaux et les revues ou à la radio. Par le contrôle social très fort qu'ils exercent, ce sont là de "véritables digues du communisme" dont l'effet est alors d'autant plus grand que ces diverses pressions idéologiques s'articulent et s'appuient sur une répression politico-juridique. D'ailleurs, ceux-là mêmes qui évoquent la "menace communiste" et élaborent des argumentations pour démontrer les faiblesses ou les erreurs des systèmes socialistes invitent habituellement les gouvernements à adopter de mesures conséquentes : interdiction de la diffusion de littérature "subversive"; arrestation de militants; interdiction de la tenue d'assemblées publiques; déportation, etc. Le plus souvent arbitraire et fondée sur une évaluation très subjective des dangers de subversion, l'adoption de telles mesures apparaît étroitement liée autant au contexte idéologique lui-même qu'à la conjoncture politique et, plus précisément, au rapport de force entre les différents partis et groupements politiques. Le recours à la répression est un moyen pour des gouvernements conservateurs d'enrayer la mobilisation des forces libérales et progressistes.

Ainsi, lorsque le gouvernement québécois dirigé par Maurice Duplessis sanctionne, le 24 mars 1937, une loi concernant la propagande communiste, dite "loi du Cadenas", il ne réagit pas uniquement à des actions plus nombreuses, plus visibles et parfois imprudentes (distribution de tracts dans l'édifice du Parlement) de militants communistes québécois. L'adoption de cette mesure répressive coïncide aussi avec la réorganisation des forces libérales progressistes exclues du Pouvoir en 1936, avec la naissance d'un mouvement de sympathie à l'égard de l'U.R.S.S.¹ et d'un mouvement d'appui à la guerre d'Espagne et, enfin, avec la radicalisation de certains éléments du mouvement syndical. Il n'y a peut-être pas, au lendemain de la crise économique, une augmentation du nombre de conflits de travail, mais ces conflits affectent un nombre plus considérable de travailleurs : dans la seule année 1937, près de 15 000 employés du textile sont en grève.

Dès les années 1936 et 1937, l'Union nationale de Duplessis apparaît non plus comme un parti de réformes socio-économiques mais comme celui du conservatisme économique : abandon de la lutte contre les trusts; refus d'établir un système hydroélectrique contrôlé par le gouvernement du Québec, etc. Et même s'il accorde des pensions aux vieillards (1936), des allocations aux mères nécessiteuses (1937) et qu'il réalise quelques réformes administratives, Duplessis n'applique pas, en fait, le programme original de son Parti : élimination des taudis, assurance-maladie, code du travail, etc. Au contraire, il présente des mesures législatives qui provoquent l'opposition du mouvement syndical. À titre d'exemples, notons la loi du salaire raisonnable (minimum) qui donne au gouvernement le pouvoir d'établir les salaires et les conditions de travail ; ainsi que les bills 19 et 20, qui refusent l'atelier fermé et qui permettent à l'État d'abroger ou de modifier les accords d'une convention collective. D'autres mesures soulèvent l'indignation de diverses catégories de la population comme le refus des secours de chômage aux filles-mères, l'amendement de la loi aux mères nécessiteuses, le refus (au nom des principes autonomistes) de ratifier le projet fédéral d'assurance-chômage. La base électorale se trouvant principalement en milieux ruraux, le leader de l'Union nationale tend à déterminer l'orientation de ses politiques en fonction des populations de ces régions : établissement d'un système de crédit agricole; création d'écoles d'agriculture; législation assurant un salaire minimum aux bûcherons; construction de nombreuses routes en régions rurales; expansion du programme de colonisation (assistance financière, construction d'écoles, d'hôpitaux et de routes dans ces régions). Au niveau de sa rhétorique

¹ Reliée étroitement au Parti, la Société des Amis de l'Union soviétique (SAUS), a pour but de "faire connaître à la population les activités d'un pays qui joue un rôle important dans la politique mondiale et qui est un puissant facteur pour le maintien de la paix". La Société organise plusieurs assemblées publiques où prennent la parole des militants du PC (Jean Peron, Emery Samuel, E. Dubé) à leur retour d'un séjour en URSS et qui réunissent plusieurs centaines de personnes. De plus, en relation avec d'autres associations telle la Société des Droits de l'Homme, elle organise lors du passage à Montréal du Dr Bethune, d'Alfred Coste et d'André Malraux, des assemblées publiques.

politique, la référence et la valorisation du milieu et du mode de vie rural ou paysan acquièrent une grande importance. Fervent partisan de retour à la terre, Duplessis considère l'agriculture comme l'élément fondamental pour la préservation de la nationalité canadienne-française. De plus, il semble très sensible au développement des larges ressources naturelles de la Province, mais il fonde ce développement sur une politique de concessions aux investisseurs américains.

Agriculturisme, autonomisme, conservatisme, catholicisme : voilà les termes souvent utilisés pour décrire la pensée sociale et l'action politique du gouvernement Duplessis.¹ En opposition à la bourgeoisie anglo-canadienne qui contrôle largement le secteur bancaire, ce gouvernement tente de résister aux processus de concentration et de monopolisation et à leurs conséquences politiques (centralisation fédérale). Il obtient un appui solide auprès des membres des professions libérales, des propriétaires de petites entreprises commerciales et industrielles et des agriculteurs.²

Dès lors, il n'est guère étonnant qu'au nom de l'ordre social, Duplessis s'oppose à la radicalisation du mouvement ouvrier québécois et qu'il exploite les sentiments anticommunistes à un moment où l'agitation communiste apparaît plus visible (publication régulière du journal *Clarté*, tenue d'assemblées publiques, distribution de tracts, etc.). Enfin, à un moment où des libéraux progressistes manifestent une sensibilité et une sympathie à l'égard de la lutte contre le fascisme en Europe et qu'ils sont amenés à participer à des assemblées publiques souvent organisées par des militants communistes, il apparaît très habile de vouloir les discréditer en s'attaquant à ceux-là mêmes auxquels ils semblent associés. En sanctionnant en 1937 la loi concernant la propagande communiste ou "loi du Cadenas", Duplessis ne répond pas seulement aux pressions des éléments conservateurs du clergé ; il se donne aussi les moyens de freiner l'action de syndicalisation des militants communistes au sein des entreprises et d'autre part, d'empêcher toutes formes d'alliance (Front) ou de rapprochement entre des forces progressistes québécoises.

L'adoption de la "Loi du Cadenas" donne au Procureur général du Québec (Duplessis) le pouvoir, sur preuve suffisante d'une infraction (propagande du "communisme" ou du "bolchévisme", d'ordonner la fermeture d'une maison et d'emprisonner quiconque participe à cette propagande (impression, publication, composition, distribution). Cette loi a évidemment un effet direct sur le mouvement communiste au Québec : elle le contraint à se réfugier à nouveau dans la clandestinité.

¹ Quinn, H.T., *The Union Nationale: A Study in Quebec Nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963; R. Desrosiers, *L'Idéologie de Maurice Duplessis*, Département d'Histoire, Université de Montréal, 1969.

² Monière, Denis, *Le Développement des idéologies au Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 1977, p. 296.

Le 5 novembre 1937, le local du journal *Clarté* est visité et cadennassé par la police. L'ordonnance, signée par Maurice Duplessis, prévoit la fermeture de ce local pour une année. La même journée, des policiers perquisitionnent au domicile du rédacteur du journal, Jean Péron, et saisissent papiers, dossiers, Book Shop et aux imprimeries Artistic Print Shop et Old Rose Printing. Un mois plus tard, ce sont les domiciles de deux militants, Stanley Bréhaut Ryerson et Évariste Dubé, qui sont l'objet de perquisitions.

En 1931, lorsque les principaux leaders du mouvement communiste canadien avaient été arrêtés et emprisonnés, l'effet d'une telle répression s'était aussi fait sentir au Québec. Elle avait obligé les militants à redoubler de prudence et à faire de l'organisation et du recrutement par l'intermédiaire de la Ligue canadienne de défense ouvrière. Elle avait même provoqué chez les quelques éléments francophones du P.C. une démobilisation puisque leur nombre était passé, semble-t-il, d'une trentaine à cinq. Toutefois, peu organisés et formés, ces militants n'avaient pas encore entrepris un véritable travail de propagande et d'agitation. Ils en profitèrent donc pour "se mettre à l'étude" et combler leurs "insuffisances au plan des connaissances théoriques".

"Quand ils ont arrêté les chefs en 1931, les peureux ont lâché, raconte un militant francophone qui était alors au P.C. depuis moins d'un an. On ne faisait plus d'assemblées. On visitait les maisons, on faisait du porte-à-porte. On expliquait ce qu'était le Parti, on faisait de la propagande les soirs. On en a entré (recruté). Mais c'était dur. Il fallait faire de l'éducation pour que ces gens adhèrent au Parti. On s'est aperçu qu'on connaissait pas grand-chose sur le Parti, sur l'U.R.S.S. Pendant deux hivers, on s'est formé."

En 1937, la situation est très différente. Les militants se sont déjà enracinés dans le mouvement syndical et ils y ont mené des luttes importantes. Ils ont entrepris, par la diffusion du journal *Clarté*, un travail de propagande. Mieux organisés et plus aguerris aux plan psychologiques et intellectuel, ils résistent plus facilement à la répression et s'adaptent rapidement à la clandestinité. C'est même avec humour qu'ils comptent le nombre de raids dont ils sont l'objet (" J'ai été raidé trente-deux fois!") et ils s'amusent de l'ignorance des policiers qui assimilent toute la littérature à de la "propagande communiste". Mais la répression n'en demeure pas moins sévère. Pendant la seule année 1938, les militants du P.C. sont visités plus d'une quarantaine de fois. Des perquisitions ont lieu aux bureaux de la Ligue de la jeunesse communiste et des Amis de l'Union Soviétique, mais aussi à ceux de syndicats affiliés au C.I.O. L'événement le plus retentissant est l'arrestation, en juillet 1938, d'un militant de la ville de Québec, F.-X. Lessard. Il avait osé briser le cadenas posé sur la porte de son logement et il sera condamné à deux ans de prison.

Face à ce mouvement de répression qui tend à s'amplifier, le Parti communiste et ses sympathisants au Québec ne se réfugient pas dans le silence. Par

des protestations écrites, des manifestations, des assemblées publiques, des poursuites judiciaires, ils dénoncent le caractère arbitraire de la loi du Cadenas : "sous prétexte de saisir de la propagande communiste, on s'empare de tout ce qui a un caractère antifasciste".¹ On remet en question la constitutionnalité même de cette loi. Pendant le seul mois de janvier 1939, le P.C. organise trois manifestations rue Sainte-Catherine. Pour sa part, la Société des Droits de l'Homme intervient auprès du gouvernement et tient plusieurs assemblées pour alerter l'opinion publique. Tout se passe comme si, loin de démobiliser les militants du P.C., la répression leur redonne un "deuxième souffle", les rendant à la fois plus astucieux et plus combattifs. D'ailleurs, le comité provincial du P.C. n'hésite pas à publier une circulaire où tout en appelant à "l'unité de toutes les forces progressistes pour la défense de la démocratie menacée", il critique durement la politique de Duplessis et dénonce de "règne de la terreur". "Malgré la répression et l'intimidation, les travailleurs de notre province affirment leur volonté de lutte et d'action en rentrant dans nos rangs. Nous continuerons à combattre sans relâche pour que le Québec soit libéré de la misère économique et sociale."²

Tout autant que les descentes ou les "raids", ce qui préoccupe aussi quotidiennement les militants, c'est l'espionnage ou le "stoolage" :

La police n'est pas dangereuse, on la connaît, précise un militant qui a connu les périodes de clandestinité de 1931 et 1937. Ce qui est dangereux, ce sont les mouchards. Après un serpent et un cochon, il n'y a rien de moins honorable qu'un mouchard. Il y en a encore. Les autres s'imaginent qu'il n'y en a pas.

La crainte des mouchards est probablement une attitude caractéristique de tout groupe politique révolutionnaire marginal et faiblement constitué. Mais pour le P.C. au Québec, une telle crainte est loin d'être illusoire. Il est en effet amené en 1937 à expulser pour raison d' "espionnage" deux de ses militants francophones les plus actifs : A. A. Parent, secrétaire de la cellule du P.C. à Québec, et Émile Côté, membre du Comité provincial et secrétaire de la Fédération des sans-travail du Québec. Évidemment, en raison de la position qu'il occupe au sein du mouvement, Côté est l'objet d'une dénonciation publique. Le comité provincial du P.C., section du Québec, publie une déclaration officielle dans *Clarté* et demande à ses membres et à tout mouvement progressiste de "traiter Émile Côté, cet espion dégénéré et voleur, avec tout le mépris et la haine qu'il mérite et de l'exclure de toutes les assemblées de gens honnêtes."³

Afin de tromper la surveillance étroite des policiers et de démasquer les "espions", les militants doivent redoubler de prudence et aussi d'imagination.

¹ *Clarté*, 5 février 1938, p. 1.

² Dubé, E., *Clarté* 30 mai 1938, p. 1.

³ Le Comité provincial, *Clarté*, 21 décembre 1938, p. 2.

Par exemple, pour dévoiler les relations entre un membre du Parti et la police, on annonce la tenue d'une réunion de militants dans un local puis on informe tous les participants, sauf celui qui est soupçonné, du changement de local. Si la police intervient, il apparaît évident que l'information a été transmise par le militant que l'on soupçonne. Les militants doivent aussi faire preuve d'imagination dans la distribution du journal *Clarté*, qui est alors une activité illégale. Pendant toute la période de répression, seulement deux numéros complets sont saisis par la police

C'était difficile, raconte un des militants responsable de la distribution du journal. On allait chercher les exemplaires en Ontario ou à la gare dans des valises ou ailleurs. On les distribuait le vendredi ou le samedi. On ne prenait pas de gros paquets : on prenait quatre ou cinq exemplaires. Moi, la police me surveillait. Alors je faisais comme si j'allais chercher le journal à un endroit, la police me suivait. Pendant ce temps, les autres distribuaient le journal.

Afin d'éviter que tous ceux qui distribuent *Clarté* soient automatiquement identifiés au Parti, on tente d'ailleurs, dès octobre 1937, de camoufler son identité communiste, et même de la nier.

Nous tenons à dire que *Clarté* n'est pas l'organe du Parti communiste. Nous ne sommes liés à aucune caisse politique. *Clarté* est un journal essentiellement ouvrier, créé par l'ouvrier et pour l'ouvrier. Nous ne soulevons pas la haine des races. Nous ne nous occupons pas de questions religieuses. Nous ne tendons pas la main à tout le monde. Nos amis, ce sont les ouvriers.¹

Avec la défaite de l'union nationale en 1939 et l'élection d'un gouvernement libéral, le P.C. peut enfin quitter la clandestinité et poursuivre publiquement ses activités de propagande. Plus disciplinés, mieux organisés et mieux formés au plan théorique, les militants francophones sont parvenus à traverser intacts cette période de répression. Ils réussissent aussi à développer de nouvelles activités auprès des ouvriers, des chômeurs, des femmes et des jeunes. De plus, alors que dans divers secteurs de la population grandit un mouvement d'opposition au gouvernement Duplessis, la répression dont le P.C. est victime lui procure de nouveaux appuis, de nouvelles sympathies. Certes, la situation de clandestinité freine quelque peu le recrutement mais tout en confirmant les militants dans leurs convictions, elle les amène à se donner une organisation et une discipline plus fortes et à mieux s'implanter dans la classe ouvrière grâce au syndicalisme et au mouvement des chômeurs. Convictions plus fortes, meilleure organisation et enracinement, ce sont là les conditions qui permettront au P.C. d'exercer à la fin des années 1930 et au début des années 1940, en période de guerre, une action plus influente aux plans syndical et politique.

¹ *Clarté*, 27 octobre 1937, p. 1.

Chapitre III

À la défense des intérêts immédiats

[Retour à la table des matières](#)

Au plan proprement politique, l'action du P.C. demeure, tout au long des années 1920 et 1930, relativement limitée. Même s'il présente à plusieurs reprises des candidats lors des campagnes électorales et qu'il diffuse régulièrement son journal et ses tracts, le Parti ne parvient pas à recueillir une part importante des voix de la classe ouvrière ni à modifier le système politique bipartite (libéral/conservateur) qui caractérise le Québec et le Canada. En comparaison, la lutte que les militants mènent dans les quartiers populaires et les entreprises apparaît beaucoup plus articulée et plus continue. "Aider, organiser les gens" devient le leitmotiv de tous ceux qui adhèrent alors au Parti. Certes, on envisage toujours le renversement du pouvoir et l'établissement d'une société socialiste :

- On savait que le capitalisme inévitablement tomberait... On croyait que la violence serait inévitable. On pensait que la répression entraînerait une réaction des ouvriers. Il ne s'agirait que de la canaliser.

- On pensait à une révolution à la suite de la Crise. On pensait que c'était la mort du capitalisme, on ne pensait pas que le capitalisme pouvait se rapiécer.

Mais en raison de la conjoncture économique et politique, les militants sont amenés à consacrer toutes leurs énergies à des tâches qui visent à assurer la défense des "besoins immédiats" et la sauvegarde de la démocratie.

Les "sans-travail"

[Retour à la table des matières](#)

La Crise économique, étroitement associée à l'effondrement boursier de l'automne 1929, se manifeste au Canada et au Québec de diverses façons : baisse des exportations automobiles, équipements de ferme, animaux de boucherie); diminution des investissements (dans l'agriculture, dans les pâtes à papier); ralentissement de la croissance de la consommation réelle; sous-utilisation de la capacité de production de certaines industries, chute des mises en chantier dans le domaine de la construction, etc. ¹ L'une des manifestations les plus éclatantes et les plus dramatiques d'une telle situation de crise est la baisse de l'emploi, avec comme corollaire l'aggravation de la situation économique de la classe ouvrière. Entre 1929 et 1933, c'est-à-dire pendant la phase cruciale de la crise, il y a une diminution très importante (près de 24%) du nombre de travailleurs dans le seul secteur manufacturier. Quant au chômage, il s'accroît alors rapidement : de juin à décembre 1929, son pourcentage passe de 2.9 à 11.4% pour atteindre, au cours de l'hiver 1932-1933, un pourcentage de 25.5% de la population des travailleurs canadiens syndiqués.

Dans l'ouest du Canada (Saskatchewan, Alberta, Manitoba), où le chômage est particulièrement élevé, la situation devient rapidement explosive et entraîne, au moment de conflits ouvriers, la répression policière, l'arrestation de militants syndicaux et des déportations massives. ²

Devant la menace que créent les jeunes chômeurs célibataires qui se déplacent souvent d'une ville à l'autre à la recherche d'un emploi, le gouvernement fédéral organise même, sous la surveillance directe de l'armée, des

¹ Au sujet de l'impact de la crise économique au Québec, voir : Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social : le cas de Montréal, 1929-1937*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977; M. Pelletier et Y. Vaillancourt, *Les Politiques sociales et les travailleurs*, Cahier II : Les années 30, Montréal, 1975.

² Grayson, L.M. et M. Bliss, *The Wretched of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1973.

"camps de travail". En retours d'un travail qu'ils doivent fournir, ces jeunes chômeurs reçoivent vingt sous par jour et sont nourris, logés et vêtus. ¹

Au Québec, le système des camps est moins utilisé. En mars 1933, le ministère provincial de la Colonisation en organise un en vue de regrouper la main-d'œuvre nécessaire à la construction de la route contournant le Mont-Tremblant. De son côté, le ministère de la Défense nationale ouvre un immense camp à Valcartier ; au début de 1935, ce camp regroupe plus de 1 900 chômeurs dont la plupart proviennent de Montréal.

Mais pour corriger les effets néfastes d'une situation qu'ils ne parviennent pas à contrôler, les gouvernements ont alors habituellement recours aux "secours directs" et à quelques programmes de travaux publics. Plus d'un an après le début de la crise, le gouvernement fédéral adopte la "Loi remédiant au chômage" (1930) et débloque ainsi une somme annuelle de \$ 20 millions pour des travaux publics et des secours directs. Pour sa part, le gouvernement du Québec reconnaît, par une loi spéciale, l'entente fédérale-provinciale (Loi de l'aide aux chômeurs, 1930) et met immédiatement sur pied une commission chargée d'examiner les demandes d'aide des diverses municipalités. Entre 1929 et 1940, les dépenses effectuées au Québec par les divers paliers de gouvernement pour secourir les chômeurs dépassent les \$200 millions ² ; elles sont distribuées sous la forme de travaux publics surtout et de secours directs. Dans la seule ville de Montréal, l'une des villes canadiennes les plus touchées par le chômage, plus de \$25 millions sont distribués, entre 1930 et 1937, sous la forme de secours directs. En 1934, le nombre de personnes secourues y est supérieur à 240 000 et correspond à environ le tiers de la population. ³ Les montants alloués, qui doivent permettre de couvrir les dépenses de nourriture, d'habillement, de combustible et de logement, sont pour la plupart remis par l'intermédiaire de la Société Saint-Vincent-de-Paul et par le Montreal Council of Social Agencies. Il s'agit d'une mesure d'assistance publique qui vient appuyer et aussi se confondre avec diverses formes de charité privée (refuges, soupes populaires, etc.) ⁴ Pour l'ensemble de la classe ouvrière, ce sont des "années dures", des "années tristes", dira-t-on plus tard... Quelques-uns se laissent d'ailleurs tenter par les programmes de colonisation mis sur pied par le gouvernement fédéral (Plan Gordon, Plan Rogers), ou par le gouvernement provincial (Plan Vautrin) et entreprennent le difficile retour à la terre. Au

¹ Pelletier, M. et Y. Vaillancourt, *Les Politiques sociales et les travailleurs*, op. cit., p. 88.

² *Ibid*, p. 197.

³ Thibault, G., *Évolution de la pensée face aux secours directs pour la période de crise de 1929 à 1938*. Thèse de maîtrise en Service social, Université de Montréal, Montréal, 1968.

⁴ Au sujet du réseau d'œuvres privées, voir Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*, op. cit.

cours des années 1930, ces divers programmes permettent à plus de 50 000 colons de s'établir sur une terre pour s'adonner à l'activité agricole.¹

Mais alors même que les gouvernements élaborent à la hâte des programmes qui ne sont, le plus souvent, que des palliatifs temporaires à la crise et que les intellectuels recherchent de nouvelles solutions,² les chômeurs, dont plusieurs ont déjà une expérience de l'organisation syndicale, tentent de se donner des organisations de défense et de faire connaître publiquement leurs revendications. La manifestation la plus importante et aussi la plus offensive de ce mouvement est la longue marche des chômeurs vers Ottawa en 1935. Animée principalement par des militants du Relief Camp Worker's Union (R.C.W.U.), organisation affiliée à la Ligue d'unité ouvrière (L.U.O.), cette marche, amorcée à la suite d'une grève des chômeurs dans les camps de la Colombie-Britannique (avril-mai 1935), se donne pour objectif de défendre les sept revendications suivantes :

1. Que l'on crée des emplois rémunérés à un taux minimum de 50 cents l'heure pour les travailleurs non qualifiés, et aux taux des syndicats pour les travailleurs qualifiés, sur la base d'une journée de six heures, d'une semaine de cinq jours et avec un minimum de vingt jours de travail par mois.
2. Que tous les travailleurs dans les camps de secours soient couverts par la loi des accidents du travail et que des services adéquats de premiers soins soient donnés sur les lieux de travail en tout temps.
3. Que soit aboli le contrôle de la Défense nationale et tout contrôle militaire fondé sur une "liste noire"
4. Que des comités élus démocratiquement soient reconnus dans chaque camp.
5. Que soit institué un système non contributoire d'assurance-chômage, basé sur le projet de loi "ouvrier" concernant les assurances sociales et l'assurance-chômage.
6. Que tous les travailleurs aient le droit de voter démocratiquement.
7. Que la section 98 du Code criminel, les sections 41 et 42 de la Loi de l'immigration, les lois concernant la mobilité et toutes les lois anti-ouvrières soient révoquées.³

Assurée de l'appui des diverses organisations ouvrières et progressistes (P.C., C.C.F., syndicats, groupes progressistes), la marche des chômeurs réunit, à son départ de Vancouver, plus de 1 000 participants déterminés à

¹ Lupien, J.-P., *La Colonisation, un remède à la dépression économique de 1929 à 1939*, Mémoire de maîtrise en Service social, Université de Montréal, Montréal, 1968.

² C'est au creux même de la crise, en 1933, que des intellectuels québécois esquissent, sur la base de l'encyclique *Quadragesimo Anno*, un *Programme de restauration sociale* : nécessité des réformes pour remédier aux abus du régime capitaliste; nécessité d'un esprit chrétien de charité et de modération; nécessité d'une intervention de l'État (législations sociales, nationalisations), aide à la colonisation, etc...

³ Hoar, Victor, *The On To Ottawa Trek*, Toronto, The Copp Clark Publishing Co., 1970, p. 11. Au sujet de cette marche, voir : M. Pelletier et Y. Vaillancourt, *Les Politiques sociales*, op. cit., pp. 85-100.

parcourir sous la direction de Arthur Evans, le long trajet vers la capitale du pays : déplacement d'une ville à l'autre au moyen des trains de marchandise; organisation dans chaque ville d'assemblées publiques; collecte d'appuis financiers; recrutement de nouveaux marcheurs ("Treckers"), etc. La manifestation, en raison de son ampleur et des appuis qu'elle reçoit, prend rapidement la forme d'une véritable offensive dirigée à la fois contre le gouvernement Bennett et contre le capitalisme. Le gouvernement fédéral réagit d'abord en immobilisant à Régina les marcheurs-grévistes, alors au nombre de deux mille; il leur interdit, en raison de l'article 43 de la loi des chemins de fer, d' "envahir la propriété des compagnies de chemin de fer".

Tableau III
Pourcentage du chômage chez les ouvriers syndiqués au Canada de 1929 à 1937 (1)

		Ontario	Québec	Canada
1929	juin	2,5	2,9	2,9
	décembre	9,7	14,5	11,4
1930	juin	7,4	17,5	10,6
	décembre	17,3	22,8	17,0
1931	juin	16,2	20,0	16,3
	décembre	20,3	29,0	21,1
1932	juin	23,4	27,1	21,1
	décembre	28,5	30,9	25,5
1933	juin	23,3	26,2	21,8
	décembre	24,9	23,2	21,0
1934	juin	15,9	22,9	18,0
	décembre	18,7	24,5	18,0
1935	juin	12,0	21,7	15,4
	décembre	13,4	20,6	14,6
1936	juin	13,3	14,0	13,9
	décembre	13,8	20,9	14,3
1937	juin	7,6	15,3	10,4
	décembre	12,9	16,5	13,0

Source : Annuaire statistique du Canada, 1934-1935, 1947-1948.

Puis l'intervention de la Gendarmerie royale du Canada, lors d'une assemblée publique le 1er juillet 1935, provoque l'affrontement entre les forces policières et les grévistes et entraîne la répression du mouvement : Arthur Evans et vingt-six autres leaders sont arrêtés, en vertu de l'article 98 du Code criminel; un policier en civil est tué, une cinquantaine de personnes sont blessées et hospitalisées, les grévistes sont dispersés. Pour légitimer son attitude, le gouvernement fédéral agite alors l'épouvantail du communisme en insinuant, lors des débats de la Chambre des Communes, que "les deux mille marcheurs sont charriés à l'encontre de leur volonté par soixante-dix chefs de groupes révolutionnaires et communistes"

Au Québec, il semble bien que des chômeurs, dont ceux du Camp de Valcartier, sont prêts eux aussi à participer à la marche. D'ailleurs, alors que les grévistes sont immobilisés à Régina, une délégation de chômeurs de l'Ontario et du Québec se rend à Ottawa pour faire valoir, devant le premier ministre lui-même, les sept revendications de RCWU. Quelques mois auparavant, en février 1935, des délégués québécois étaient présents au congrès national des sans-travail qui se tenait à Ottawa et qui réunissait plus de cent soixante délégués. Les militants communistes, souvent eux-mêmes en chômage,¹ sont alors particulièrement actifs auprès des chômeurs. Ainsi, au congrès de février, on retrouve parmi les délégués québécois J. Bédard, A. A. Perry et Mme. L. Lebrun, tous membres du P.C.²

Depuis le début des années 1930, les militants communistes, au Québec, sont très actifs auprès des chômeurs. Ils sont souvent parmi les instigateurs des nombreuses manifestations qui se déroulent dans les rues de Montréal. En 1930, les chômeurs s'assemblent le 6 février (500 manifestants) et le 6 mars (500 manifestants), le 7 mars, le 28 avril, le 1er mai (500 manifestants). La lutte se poursuit en 1931 (21 janvier et 1er mars) mais elle est quelque peu ralentie par l'interdiction dont le P.C. est alors l'objet. Mais dès 1932, les manifestations reprennent et réunissent un nombre de chômeurs de plus en plus élevé : 1er mai, 6 juin, 19 octobre (3 000 chômeurs) etc.³ L'année 1935, qui est celle de la grande marche vers Ottawa, est particulièrement agitée : dès le début de l'année, en février, se tient à Montréal une importante manifestation, qui regroupe devant l'Hôtel de Ville plusieurs milliers de chômeurs et qui est interrompue d'une façon brutale par des policiers armés de matraques et à cheval.⁴

¹ "Jusqu'en 1939, 60 % de membres canadiens-français étaient des chômeurs", selon le témoignage de C.A. Perry.

² Des militants communistes sont aussi délégués québécois à la Conférence économique des travailleurs qui s'est tenue quelques années auparavant (1932) à Ottawa.

³ Larivière, Claude, *Crise économique et contrôle social*, op. cit., p. 192. Dans les journaux, on identifie alors souvent ces manifestations au mouvement communiste : "La journée communiste", *Le Devoir*, le 6 mars 1930; "Les communistes à Montréal", p. 3, *Le Devoir*, 7 mars 1930, p. 3; "La manifestation communiste", *Le Devoir* 7 novembre 1930, p. 3; "Manifestation communiste", *Le Devoir* 21 janvier 1931, p. 3.

⁴ S. Gordon et T. Allan décrivent cette manifestation dont le docteur Bethune est témoin et qui l'amène à offrir ses services à l'Association des chômeurs de Montréal (S. Gordon et T. Allan, *Docteur Bethune*, op. cit., pp. 75-77).

De multiples organisations

[Retour à la table des matières](#)

Mais les militants du P.C. ne sont pas seuls à œuvrer auprès de la classe ouvrière durant cette période de chômage. Il existe déjà de nombreux clubs ouvriers, dont plusieurs tirent leur origine du Parti ouvrier et qui se retrouvent dans la plupart des quartiers de Montréal.¹ Ces organisations sont parfois paroissiales et s'occupent de problèmes très divers (organisation de fêtes au profit de l'église paroissiale, critique de l'exploitation de la classe ouvrière par les monopoles comme la Montreal Tramway, etc.). Elles sont habituellement contrôlées par des hommes politiques conservateurs ou leur servent de tremplin politique (exemple : Camillien Houde). Au tout début de la crise, l'un d'eux, Aniclet Chalifoux, président de l'Association ouvrière d'Ahuntsic, réussit à mettre sur pied une Fédération des Clubs ouvriers de la Province de Québec. Cette Fédération, qui prétend regrouper 73 des 76 clubs montréalais, élabore alors quelques revendications comme l'organisation d'une exposition universelle pour créer des emplois, la promotion d'un plan de travaux publics, etc. Elle tente de les faire connaître publiquement par des délégations auprès du gouvernement et par des assemblées publiques. Mais rapidement, en raison de l'orientation fasciste de ses responsables (utilisation du salut fasciste, invitation faite à Benito Mussolini), la Fédération est secouée par une crise qui conduit en 1933 à des expulsions, comme celles du club ouvrier Saint-Denis et du club ouvrier Villeray, et aussi à des scissions. Par ailleurs, les éléments expulsés par Chalifoux mettent sur pied, sous la direction de J.-C. Rancourt, une nouvelle organisation : la Fédération des clubs ouvriers du Canada. Ce mouvement, même s'il se rapproche des jésuites et des syndicats catholiques, demeure étroitement relié au Parti conservateur; il parvient à regrouper quarante-trois des soixante-seize anciens clubs. Camillien Houde, ancien maire de Montréal, adhère lui-même à cette nouvelle Fédération, espérant utiliser à son profit les clubs ouvriers lors de la campagne électorale du printemps 1934.

Jusqu'au milieu des années 1930, les militants communistes travaillent au sein d'un certain nombre de clubs et d'associations locales. Ils assument des responsabilités, par exemple, à l'Assemblée des ouvriers unis de Delorimier, à

¹ Larivière, Claude, *Crise économique et contrôle social*, op. cit., pp. 196-198.

l'Assemblée des chômeurs de Crémazie, à la Section Saint-Jean-Baptiste de la Fédération des sans-travail, aux Ouvriers-unis de Montcalm, au Club des sans-travail de Saint-Jacques, aux Ouvriers-unis de l'État, à la Ligue des chômeurs de Saint-Henri. L'activité de ces militants consiste surtout à organiser des manifestations, des assemblées publiques et des délégations auprès des pouvoirs publics,¹ ce qui les amène à entretenir des relations avec les responsables des organisations de chômeurs.

Il y avait des clubs de sans-travail organisés par des membres du Parti. Il y avait Bourget qui était organisateur... En plus, il y avait le mouvement des sans-travail organisé par Chalifoux, Desrosiers... On a réussi pendant une période à faire une sorte de Front populaire avec eux. On a appuyé Camillien Houde. On luttait pour la lumière gratuite, des chaussures pour les enfants, les loyers, etc. Houde était favorable...

Ce n'est en fait qu'en 1937 que des membres du P.C. peuvent réunir des délégués de ces diverses associations et mettre sur pied la Fédération des sans-travail du Québec. Lors d'un congrès qui se tient le 22 juillet, les délégués élisent un premier exécutif dont le président, F. Bougie et le vice-président, Émile Côté, sont membres du P.C. Ils adoptent un programme qui reformule les diverses revendications déjà élaborées par le Parti. La plate-forme politique est alors la suivante :

1. Pour un niveau de vie canadien pour tous les chômeurs;
2. Pour un travail et des salaires aux taux d'union;
3. Pour une assurance-chômage pour tous les sans-travail;
4. Pour un mouvement uni des sans-travail du Québec.²

Quant aux revendications plus immédiates, elles concernent différents aspects de la condition de vie des chômeurs : augmentation de 25% des allocations; secours à toutes les femmes qui n'ont pas d'autres moyens de subsistance; secours à tous les célibataires ou hommes seuls qui n'ont pas de revenus; lait gratuit dans les écoles et vêtements aux enfants des chômeurs; programme de travaux de grande envergure (démolition des taudis, construction d'un métro et de bains publics). Même si, dès sa formation, cette nouvelle Fédération affronte les mêmes obstacles que le P.C. lui-même - interdiction et intervention de la police - elle n'en poursuit pas moins jusqu'à la Guerre de nombreuses activités. Elle revendique "du pain, du travail et des salaires" et invite les chômeurs à se donner leur propre organisation. Un de ses slogans,

¹ Pour l'année 1937, le journal *Clarté* fournit les diverses informations suivantes : assemblée publique du 1er mars de la Protection ouvrière de Delorimier en faveur du Dr Bethune (y prennent la parole J. Bédard, de retour d'U.R.S.S., E. Dubé et J. Peron); manifestation de 500 chômeurs le 26 mai au Champ-de-Mars; assemblée des chômeurs de Crémazie au Temple du travail le 25 juin; manifestation de 600 chômeurs à Québec, le 25 juin et arrestation de deux militants, Jos Dolani et C. Decroisselles, etc...

² E. Côté, *Clarté*, 4 septembre 1937, p. 7.

qu'elle emprunte au syndicalisme international américain, est "Aide-toi et le ciel t'aidera".¹

L'action du P.C. auprès des chômeurs apparaît ainsi très près de leurs besoins immédiats. Mais elle vise toujours à transformer leur mécontentement, lié d'abord à la misère, en une revendication organisée, qui leur permette d'effectuer des pressions sur les gouvernements. Cette action vise d'abord, au nom de l'intérêt général, la défense du niveau de vie des travailleurs; elle n'en demeure pas moins limitée et insuffisante :

On voulait copier le Front populaire en France. Mais ici, c'était basé sur des chômeurs.

La solidarité féminine

[Retour à la table des matières](#)

La défense du niveau de vie des chômeurs exige aussi des actions concrètes dont l'efficacité est immédiate comme la collecte et la distribution de nourriture et de vêtements, et la lutte contre l'éviction des logements. Afin de répondre rapidement à ces besoins, des militantes francophones de l'importante section Sainte-Marie mettent sur pied en 1932, en conformité avec une directive du Comité provincial du P.C., une organisation, la Solidarité féminine. La présidence en est confiée à Madame Jean Bourget.

Depuis le début de la crise, les divers organismes privés d'assistance redoublent d'efforts pour fournir aux personnes touchées par la misère logis et nourriture : création de nouveaux refuges (Asile de nuit Saint-Jean-Baptiste, Maison Ignace-Bourget, Aide à la femme, Le Dufferin Refuge, etc.) et organisation de "soupes populaires".² Toutefois, cette assistance apparaît largement insuffisante. Lorsqu'il y a un trop plein d'indigents, on les loge dans les postes de police, en particulier au quartier général de la rue Gosford. De plus, ces divers modes d'assistance qui prennent habituellement la forme de charité demeurent le plus souvent contrôlés par des institutions religieuses et par le

¹ Clarté, 30 juin 1938, p. 3.

² Larivière, Claude, *Crise économique et contrôle social*, op. cit., pp. 207-213. Des militants communistes de langue anglaise et d'origine étrangère organisent aussi, à la même époque, des "soupes populaires" (C. Vance, *Not by Gods But by People*, op. cit.).

clergé. La plus importante organisation, la Société Saint-Vincent-de-Paul, se voit confier la responsabilité de distribuer les secours aux indigents.

Très rapidement, cette "charité" et les institutions qui en sont responsables sont l'objet de critiques sévères. Les chômeurs, fatigués de manger des sandwiches "à la shouashe", contestent à tel point que chaque centre de distribution doit être placé sous la surveillance d'un policier. L'Université ouvrière publie un virulent pamphlet contre une dizaine d'institutions accusées de distribuer de la nourriture infecte aux chômeurs.¹ Par ailleurs, les institutions chargées de distribuer les secours sont débordées de travail et parviennent difficilement à le faire d'une façon efficace et honnête. Elles se voient accusées de mauvaise comptabilité, de sélection arbitraire des indigents, de détournement de fonds, etc.

Afin de mieux défendre les intérêts des chômeurs tout en leur fournissant l'assistance nécessaire, une première organisation populaire est mise sur pied en 1932. Il s'agit de l'Association humanitaire dont les locaux sont situés dans le même édifice que l'Université ouvrière et dont les responsables, Émile et Abel Godin, sont des "disciples" de Saint-Martin.² L'une de ses premières luttes est d'exiger que, les secours ne soient plus distribués par l'intermédiaire de la Société Saint-Vincent-de-Paul mais qu'ils soient directement remis à "ceux qui en ont de besoin". Des militants communistes, qui sont amenés à collaborer avec l'Association humanitaire, décrivent ses activités de la façon suivante :

Le clergé recevait l'argent et la gaspillait. Des prêtres ont empoché \$25 000, \$40 000... L'Association faisait avec nous la lutte pour que les secours soient donnés directement. On a fait des manifestations. Ils ont aussi réglé des cas : par exemple, on voulait pas donner de l'argent à une famille non légalisée. L'Association a conseillé aux gens d'aller s'asseoir à l'Hôtel de Ville : ils y sont restés pendant trois jours... En plus, il y avait des restrictions : si on était Canadien français, on devait acheter chez des Canadiens français. Mais y manquait souvent beaucoup de choses, ce dont on avait le plus besoin (thé, café, beurre). C'est contre tout ça qu'il fallait protester. L'Association a fait un travail gigantesque.

Ils (les frères Godin), étaient dans la même bâtisse que Saint-Martin sur la rue Wolfe. Leur but, c'était d'aider les gens qui n'avaient pas de secours, qui n'avaient pas de logement. On conseillait aux gens de se rendre au poste de police et d'attendre là tant qu'ils n'auraient pas de secours. Ils ont organisé de bonnes assemblées, ils ont fait du bon travail. On les a aidés. Puis, aux élections, ils nous ont aussi aidés...

¹ Saint-Martin, Albert, *Sandwiches "à la shouashe"* Montréal, Coopérative d'imprimerie Spartakus, 1932, 24 p. À la suite de la publication de ce texte, Saint-Martin est accusé de libelle sédicioux, puis de libelle blasphématoire (Claude Larivière, "Albert Saint-Martin, un pionnier du socialisme", *Possibles*, vol. 1 n° 3/4, printemps 1977, pp. 209-210).

² Selon Dorothy Livesay, l'Association humanitaire, qui est une des premières organisations de chômeurs et qui est contrôlée par "un groupe anarchiste dirigé par Saint-Martin", regroupe plus de 6 000 membres. Au début, la principale activité de cette organisation est la protestation par correspondance mais rapidement elle devient plus militante et radicalise son programme. (Kathemie Bligh, "Fascism in Quebec" (1933) in D. Livesay, *Right Hand, Left Hand*, Erin, Porsepic Press, 1977, p 93).

Quand la Solidarité féminine est mise sur pied par des militantes communistes, cette nouvelle organisation populaire vient appuyer et élargir la lutte menée par l'Association humanitaire et divers groupes ou clubs progressistes de chômeurs. De plus, et c'est là son originalité, elle apparaît comme un "mouvement de femmes". Organisation constituée uniquement de femmes, la Solidarité féminine entend en effet, tout en participant aux luttes des chômeurs, se préoccuper tout particulièrement de la situation des femmes qui sont habituellement négligées (situation des filles-mères et des mères nécessiteuses) et les amener à s'impliquer directement dans les luttes. Quelques-unes des manifestations importantes qui ont lieu à Montréal, en 1937, sont organisées par des responsables de la Solidarité féminine :

- Manifestation de quelques centaines de femmes en mai 1937, devant la MacDonald Tobacco, pour revendiquer du travail et leur rétablissement sur les listes de secours. ¹

- Grande manifestation au Champ-de-Mars, le 25 juin 1937 près de quatre cents femmes se rendent d'abord à la Commission du chômage pour ensuite aller protester, en utilisant gratuitement le tramway, devant l'Hôtel de ville. La délégation n'est pas reçue par le comité exécutif De plus, il y a intervention brutale des forces policières et arrestation de cinq femmes. ²

- Délégation de femmes de la Solidarité féminine en mars 1937, auprès du comité exécutif de la ville pour exposer les revendications des chômeurs : augmentation des secours de 25% ; protestation contre l'augmentation du prix des loyers, etc. ³

Faiblement représentées au sein du mouvement communiste, les quelques militantes qui mettent sur pied la Solidarité féminine se donnent le moyen d'intervenir concrètement auprès des chômeurs, de "ceux qui sont dans le besoin", et d'élargir la participation des femmes au sein du P.C. :

Dans ma section, raconte une militante qui contribue alors à l'organisation de la Solidarité féminine, il y avait vingt-trois membres dont une seule femme. Les femmes étaient peu nombreuses; elles sont venues surtout après la formation de la Solidarité féminine. Ça les intéressait de pouvoir aider les gens mal pris. On donnait des chaussures, des vêtements qu'on allait quêter chez les bourgeois.

La Solidarité féminine s'est certes illustrée par un certain nombre de manifestations publiques, mais le plus souvent ses actions demeurent concrètes et prennent la forme d'une assistance directe. En plus de recueillir des vêtements, de la nourriture et de l'argent chez les gens plus fortunés, ses membres luttent contre les évictions et la vente des meubles de locataires qui, en chômage, sont incapables de payer leur loyer. ⁴ La tactique que l'on utilise alors est habituellement la suivante :

¹ *Clarté*, 5 juin 1937, p. 5.

² *Clarté*, 26 juin 1937, p. 3.

³ *Clarté*, 26 mars 1937, p. 1.

⁴ Au sujet de la "crise du loyer" et de tout le débat qu'entraîne la difficulté pour des chômeurs de payer leur loyer, lire : Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*, op. cit., pp. 164-175.

Quand les gens ne pouvaient pas payer, on saisissait les meubles, on prenait le ménage et on l'envoyait aux entrepôts de la ville ou on les vendait. Nous, on a décidé que cela avait duré assez longtemps, que ça devait finir. On a organisé des comités pour intervenir. Les hommes ne travaillaient pas et pouvaient nous aider. Le huissier venait d'habitude vendre les meubles vers 9-9 1/2 heures. À six heures du matin, on remplissait la maison de nos gens. Or, d'après la loi, l'huissier était obligé de faire la vente. Souvent on n'achetait pas ou on achetait très peu cher : par exemple deux cents pour une chaise, cinq cents pour une table... L'huissier se révoltait, voulait faire raisonner les gens. Il repartait souvent avec deux ou trois piastres et remettait ça au propriétaire, ce qui ne payait même pas les frais de son travail. Et puis nous, on remettait les meubles au locataire.

Par ailleurs, les membres de la Solidarité féminine diffusent régulièrement des conseils pratiques aux chômeurs et aux pauvres. Par exemple : utiliser l'électricité ou le gaz sans avoir à en payer les frais.

C'était pas drôle pendant la crise. Les gens prenaient des portes, des châssis pour chauffer, ils s'assoiaient sur des bottes... Des gens nous ont montré comment poser des jumpers : avec des bouts de fil, on faisait des crochets pour arrêter les meeters. Nous, on montrait ça aux gens : ils avaient de l'électricité sans payer. C'était la même chose pour le gaz (...). Il y a eu beaucoup de causes devant la cour, plus de 17 000. Des chômeurs ont fait un mois de prison, on voulait leur faire payer des amendes... alors que la compagnie d'électricité faisait des millions et des millions de profits. Par la suite, ils ont mis des cadenas. Or, on avait des ingénieurs dans le Parti : ils nous ont dit de se servir de la petite clé des boîtes à sardine. On montrait ça aux gens. Les gens étaient ingénieux.

En dépit des poursuites nombreuses, les milieux populaires manifestent ainsi leur opposition à la misère et aux trusts. Habituellement pacifique, cette "résistance passive" n'en conduit pas moins quelquefois à des affrontements violents. L'événement le plus dramatique est la mort à Montréal, en mars 1933, d'un militant polonais, Nick Zynchuck, abattu à bout portant dans le dos par le constable Zappa, alors qu'il protestait contre une saisie par huissier.¹

Tant que la situation économique ne s'améliore pas et que les conditions de vie des familles de chômeurs demeurent précaires, la Solidarité féminine poursuit ses activités. Elle ne disparaîtra qu'en 1939, avec le début de la Seconde Guerre mondiale. Pendant près de huit ans, elle constitue pour les femmes une voie d'accès au P.C. Tout en leur fournissant souvent leur première véritable formation intellectuelle (cours de français et d'histoire, etc.), elle leur permet d'exercer des activités d'assistance ou de charité qui ne sont

¹ Les funérailles de Zynchuck réunissent plus de 15 000 personnes et provoquent des affrontements violents avec les forces policières. Le gouvernement québécois réagit en s'attaquant aux "étrangers qui n'aiment pas respirer l'air canadien et qui devraient quitter le pays" et en prenant la défense de la police qui "a su maintenir l'ordre" (C. Larivière, *Crise économique et contrôle social*, op. cit., p. 193). La mort de Zynchuck suscite chez les membres du Parti et chez les intellectuels de gauche une profonde indignation : l'événement devient en effet le thème de pièces, de contes et de poèmes. À Toronto, le Workers Experimental Theatre, qui utilise le théâtre pour dénoncer la société capitaliste et bourgeoise, crée une pièce intitulée "Eviction". Pour sa part, Dorothy Livesay, militante du PC et membre du Progressive Arts Club, publie dans la revue *Masses* un poème : "An Immigrant (Nick Zynchuck)" (D. Livesay, *Right Hand, Left Hand*, p. 84).

pas totalement désarticulées d'une action politique mais qui, au contraire, appuient et appellent l'explication de revendications plus générales et la participation aux luttes politiques elles-mêmes. D'ailleurs, à l'occasion des campagnes électorales, plusieurs d'entre elles s'impliqueront personnellement en travaillant à diffuser la propagande du P.C.

Ainsi, la misère apparaît à la fois comme l'objet et une condition première du développement d'un mouvement communiste en milieux québécois francophones. "La crise, précise une militante, a ouvert les yeux, des horizons à la classe ouvrière.. Au Québec, le Parti chez les Canadiens français, ça a pris quatre ou cinq ans pour avoir une base. Ça a pris le temps que la crise vienne avec toute son ampleur " Pour convaincre de la justesse du point de vue communiste, l'analyse ou le discours est, dans une certaine mesure, superflu : il suffit d'observer la situation économique et sociale. Aussi la crise est-elle pour les militants eux-mêmes l'objet d'une certaine ambivalence. Période difficile au plan économique, elle correspond à leur initiation à l'action politique, à leurs premières luttes, à leurs premières victoires. Le Parti est alors directement impliqué dans un plus grand nombre de luttes. Il acquiert une plus grande audience et tout en se donnant une structure plus solide, il élargit sa base militante. Il ne s'en trouve pas moins, à la sortie de la crise économique, devant diverses interrogations : les militants et sympathisants chômeurs maintiendront-ils leur affiliation au P.C. lorsqu'ils retourneront sur le marché du travail ? Les femmes continueront-elles de s'impliquer ? Les jeunes qui entrent sur le marché du travail et qui souvent n'ont pas connu en tant que travailleurs la situation de crise, seront-ils aussi sensibles aux discours et aux analyses des militants communistes ?

Des jeunes prennent la relève

[Retour à la table des matières](#)

L'une des conditions pour qu'un mouvement communiste puisse exercer une influence politique durable, ce n'est pas tant qu'il se donne des structures de fonctionnement interne solides. C'est plutôt qu'il élargisse sa base militante et, surtout, qu'il puisse la régénérer en recrutant des jeunes qui "prendront la relève". Dès son deuxième congrès en 1923, le P.C. aborde le problème de la participation des jeunes au mouvement communiste. À l'instar des partis communistes d'autres pays, il crée une organisation de jeunes, la Ligue des jeunes travailleurs du Canada, qui deviendra peu après la Ligue de la jeunesse communiste du Canada. L'objectif premier est de faire pénétrer dans la leurs

du Canada, qui deviendra peu après la Ligue de la jeunesse communiste du Canada. L'objectif premier est de faire pénétrer dans la masse des jeunes de la classe ouvrière l'agitation et l'éducation communistes et de les éloigner des organisations (Scouts, YMCA, etc.) qui "véhiculent des idéaux contribuant au civisme, à la docilité et à l'esclavage et qui sont, comme la presse, l'école et la chaire, des canaux d'éducation bourgeoise" ¹ Toutefois, au cours des années 1920 et au tout début des années 1930, le recrutement de jeunes est faible. Tout au cours de ces années, la Ligue "végète avec moins de 1 500 membres." ² Ce n'est que pendant la crise (et lorsque le parti adopte la tactique du Front populaire) que la Ligue de la jeunesse communiste élargit son audience. En 1938, elle comprendra 1 700 membres. Elle rejoint des étudiants des universités canadiennes et recrute des militants québécois de langue française. L'une de ses sections les plus importantes et les plus actives est alors celle de Montréal qui regroupe près de cinq cents membres et qui est dirigée d'abord par Fred Rose, ensuite par Henri Gagnon.

Tout comme le Parti, la Ligue adopte au milieu des années 1930 une position souple et tente de rejoindre tous les jeunes socialistes et progressistes. Son secrétaire national, William Kashtan, affirme en 1935 :

Nous voulons faire de la Ligue de la jeunesse communiste une organisation qui aura dans ses rangs non seulement des communistes mais aussi des jeunes socialistes et des jeunes qui ne sont pas encore communistes, même des jeunes qui sont chrétiens. ³

Afin de réaliser une unité d'action plus grande entre les jeunes progressistes, on met sur pied en 1934 un Congrès des Jeunesses canadiennes dont Peter Hunter, le secrétaire, est un responsable de la Ligue et qui tient à Ottawa, en 1935, une première convention à laquelle participent plus de six cents délégués de nombreuses organisations politiques, religieuses et professionnelles. Y prennent la parole les leaders du P.C. et de la C.C.F., Tim Buck et J. S. Woodsworth. D'autres réunions ont lieu par la suite à Montréal (1937), Toronto (1939), Winnipeg (1939) et de nouveau à Montréal (1940). Au sujet des réunions de 1937 et de 1938, le journal *Clarté* fournit de nombreuses indications qui permettent de connaître l'orientation relativement modérée et non-partisane du Congrès et de comprendre le sens de la participation des militants communistes.

Le congrès des Jeunesses canadiennes en 1937, à Montréal, réunit 800 délégués et observateurs de 490 organisations, regroupant plus de 500 000 membres. Il compte une forte participation de jeunes Canadiens français.

¹ *L'Organisation ouvrière syndicale au Canada*, Ottawa, 1923, p. 174.

² Avakumovic, I., *The Communist Party in Canada*, op. cit., p. 122. L'auteur précise qu'il y a au sein de la Ligue une surreprésentation de membres d'origine finlandaise, ukrainienne et juive et que, jusqu'en 1929, il n'y a aucun membre canadien-français.

³ Cité par I. Avakumovic, *The Communist Party in Canada*, op. cit., p. 123.

D'ailleurs, dès le début des assises, la délégation canadienne-française présente une résolution dont l'adoption ou le rejet décidera de sa participation au Congrès. Cette résolution comprend les quatre points suivants :

1. Que les Canadiens français soient représentés dans la proportion d'au moins un tiers de tous les délégués, au Congrès aussi bien que dans le Comité de coordination.
2. Que le Congrès reconnaisse la liberté des groupes nationaux au Canada.
3. Que le Congrès favorise la justice pour tous les groupes ethniques.
4. Que le Congrès procède selon les principes de la démocratie et affirme : a) la croyance en Dieu, b) le droit à la propriété privée, c) la nécessité pour la paix intérieure de la coopération de toutes les classes sociales, d) la dignité de la personne humaine et e) que le Congrès condamne les doctrines subversives.

La résolution est appuyée sans hésitation par le délégué torontois Roy Davis, de la Ligue de la jeunesse communiste. *Clarté* publie, à la suite du Congrès, plusieurs articles afin de justifier une telle résolution. On souligne l'esprit de collaboration entre les jeunes nationalistes et séparatistes québécois et les jeunes communistes, qui "ont manifesté leur respect de la personne humaine, du droit à la propriété privée et de la liberté des croyances". "Pour la première fois, ajoute-on, la jeunesse canadienne-française a pu trouver une base d'entente avec la jeunesse de langue anglaise sur des problèmes communs qui les confrontent, dans le but d'obtenir la justice sociale et économique et de sauvegarder la paix" ¹ Pour sa part, Philippe Richer, l'un des organisateurs du Congrès fait remarquer que l'acceptation des trois premières conditions de la résolution ne contredit d'aucune façon les principes socialistes. Quant à la dernière condition, elle soulève diverses ambiguïtés que Philippe Richer tente alors, non sans difficulté, de dissiper. Si la Ligue de la jeunesse communiste a adopté une telle attitude, dit-il, c'est qu'elle juge que le congrès n'est pas une organisation athée mais qu'il regroupe une vaste majorité de croyants; il est donc légitime, en fonction des principes démocratiques, de présenter et d'accepter une telle résolution. À propos de la reconnaissance du droit à la propriété privée, son argumentation est la suivante : même si la Ligue "s'oppose à la dictature des trusts et des cinquante multimillionnaires qui doivent être détruits pour permettre l'instauration d'une société où les divisions de classes n'existeront plus", elle demeure favorable à ce que "notre peuple ait le plus de propriété possible (maison, automobile, radio et autres comforts)". Enfin, à propos des doctrines subversives, Philippe Richer répond habilement que, dans son esprit, il ne s'agit que de "celles qui divisent notre peuple et veulent développer la haine raciale"; pour lui, la recherche de l'unité, sur la base d'un programme commun de revendications, préside à l'adoption d'une telle résolution. ²

¹ Samuel, E., *Clarté*, 29 mai 1937 p. 3.

² Richer, Philippe, *Clarté*, 5 juin 1937, p. 4.

En mai 1938, se tient à Toronto un Congrès des jeunes canadiennes, dont l'objectif est toujours "l'unité et la coopération de toute la jeunesse du pays dans la formulation de revendications pour obtenir la sécurité économique".¹ La participation des membres de la Ligue de la jeunesse communiste repose sur les mêmes principes qu'en 1937 : l'existence d'un large mécontentement rend possible la mobilisation de toute la jeunesse canadienne sur la base de revendications communes. Henri Gagnon, leader d'une délégation de cinquante jeunes Canadiens français, réaffirme, à la fin des assises, la position de la Ligue :

Nous sommes convaincus que nous retournerons plus confiants dans notre travail d'unification de la jeunesse ouvrière contre la réaction dans le Québec et pour un Canada démocratique et uni.²

Cependant, la volonté d'ouverture des jeunes communistes est alors quelque peu contrecarrée par la répression dont l'ensemble du mouvement communiste est victime, à partir de la fin de l'année 1937 (Loi du Cadenas). Pour ne pas être identifiée au mouvement, la Ligue de la jeunesse communiste au Québec change de nom pour devenir la Fédération des jeunes travailleurs. À un moment où les militants plus âgés, souvent mariés et responsables d'une famille, deviennent plus prudents, les jeunes militants de la Fédération structurent mieux leur organisation. Ils se donnent une meilleure discipline en encadrant, par exemple, ceux qu'on appelait le "groupe des cœurs joyeux" et qui flirtaient, prêchaient l'amour libre. Ils assument de façon ingénieuse et souvent audacieuse les tâches de propagande politique :

On s'est déguisé : on a créé la Fédération des jeunes travailleurs, raconte un jeune militant actif En 1937, on était devenu hors la loi, il y a eu des arrestations. Les gars avaient peur, se cachaient. La jeunesse, elle, était active. On distribuait le journal, on distribuait des tracts. La plupart étaient chômeurs. Au début de la guerre, on devait être 125 à la Ligue. On était bien organisé, on était préparé pour faire des coups. Une fois, on a décidé d'aller à la parade de la Saint-Jean-Baptiste et de distribuer des circulaires contre la conscription. Une autrefois, en mai 1942, on a installé quarante gros drapeaux rouges à Montréal : on en a mis au Stadium de baseball. Il y a eu aussi l'histoire du vieux bazou. On avait une vieille auto et on a fait un trou dans le plancher : on pouvait écrire des slogans "A bas la guerre" sur la rue sans être vus...

L'activité politique clandestine de la Fédération est particulièrement intense au début de la guerre, entre 1939 et 1941, c'est-à-dire entre le pacte germano-soviétique et l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler. Auparavant, la Fédération est d'abord orientée vers l'organisation des jeunes chômeurs, auxquels elle fournit un lieu de rencontre et des divertissements :

¹ Clarté, 28 mai 1938, p. 1.

² Gagnon, H., Clarté, 22 mai 1938, p. 3.

On avait un centre sur la rue Sainte-Catherine. On montrait la lutte, la boxe, le ping-pong. On jouait aux cartes, on était connu dans le quartier. C'était surtout des jeunes en chômage qui venaient. Après on a déménagé au coin de Papineau et Ontario, à un troisième étage : c'était grand. Les jeunes y venaient pour les sports. Plusieurs, c'était de vrais bandits. On était obligé de les tenir un peu à l'écart, tous n'étaient pas politisés. Y venaient pour le "trill", pour les activités sociales, pour les sports. On organisait des danses. On avait un petit orchestre. On a même créé un club de balle-molle et on lui a donné le nom de Clarté, comme le journal. On distribuait le journal pendant les parties et les gens qui supportaient le club de la Fédération criaient "Allez-y les communistes"

Mais au moment où la Fédération est en mesure d'exercer une action politique efficace, sa base militante s'effrite. D'une part, les principaux leaders s'enrôlent volontairement dans l'armée à la suite de l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler et rompent ainsi les liens qu'ils ont tissés avec des progressistes et des nationalistes. D'autre part, les jeunes chômeurs des années 1937 qui retrouvent un emploi, qui améliorent leurs conditions d'existence et qui créent un foyer, prennent souvent leur distance par rapport au mouvement communiste. Toutefois, plusieurs d'entre eux continuent alors de "défendre les besoins immédiats de la classe ouvrière" en militant dans le mouvement syndical où ils deviennent "d'excellents organisateurs d'unions". D'ailleurs, avec la reprise économique à la fin des années 1930, le champ d'action du P.C. tend lui-même à se déplacer. Les militants délaissent quelque peu les groupes de chômeurs pour aller travailler dans les usines et y organiser des syndicats.

L'action syndicale : de la Ligue d'unité ouvrière au syndicalisme industriel

[Retour à la table des matières](#)

Peut-être plus que toute autre lutte, celle que les militants communistes doivent mener au sein même des usines est toujours apparue comme une priorité pour le Parti. Fidèle aux directives de l'Internationale communiste, le P.C. s'engage, dès son premier congrès, à "unir les organisations ouvrières existantes pour en faire des instruments de combat dans la lutte contre le capital, et à entrer dans les syndicats ouvriers pour y remplacer la direction réactionnaire par une direction révolutionnaire."

Afin de mieux réaliser cet objectif et de diffuser son orientation au sein du mouvement ouvrier organisé, le P.C. crée lui-même, dès 1922, la Ligue d'éducation syndicale (Trade Union Educational League) et en confie la

responsabilité à un machiniste de Toronto, Tim Buck. Quelques années plus tard, (1929), cette organisation se transforme en une centrale syndicale et devient la Ligue d'Unité ouvrière (Workers's Unity League). Durant sa courte existence de six ans (1929-1935), cette organisation parvient à regrouper jusqu'à 40 000 membres, mais son action demeure principalement concentrée en Ontario où elle dirige quelques luttes importantes et dures (automobile, appareils électriques, textile et bois). Sa contribution la plus significative en ces années où la syndicalisation n'est pas facile en raison de la crise, c'est son appui actif au syndicalisme de type industriel; ses militants collaborent d'ailleurs étroitement à la création des premières sections locales de syndicats C.I.O (Métallos, Travailleurs unis de l'auto). Cependant, en conformité avec de nouvelles directives de l'Internationale communiste, le P.C. décide en 1935 de dissoudre le Ligue d'Unité ouvrière et, préoccupé de préserver l'unité du mouvement syndical, il invite ses membres à rejoindre les rangs du Congrès des Métiers et du Travail du Canada (C.M.T.C.).

Compte tenu des modifications de stratégie et du caractère habituellement non officiel de l'intervention des militants communistes au sein du mouvement syndical, il n'est guère facile de mesurer avec précision l'ampleur de leurs activités syndicales. Toutefois, le caractère quelque peu "légendaire" de ces activités n'est pas sans fondement : les militants communistes, même francophones, ont contribué de façon significative à l'implantation et au développement du mouvement syndical non seulement au Canada mais aussi au Québec. Et cela, dans une conjoncture économique et dans un contexte politique et idéologique qui ne favorisaient guère un tel militantisme.

La crise économique, particulièrement sévère au tout début des années 1930, n'entraîne pas seulement, chez les travailleurs, une hausse du chômage et de la misère : elle affecte aussi directement l'action du mouvement syndical. De 322 000 qu'ils étaient en 1930, les effectifs syndicaux tombent à 281 000 cinq ans plus tard, pour l'ensemble du Canada. Au Québec et plus particulièrement à Montréal, on note une chute comparable des effectifs syndicaux : à Montréal, les syndicats, qui regroupaient 47 039 membres en 1930, n'en réunissent plus que 29 297 en 1933. Déjà faiblement implantée dans la région métropolitaine, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) est l'organisation syndicale la plus durement touchée : alors que les effectifs des autres syndicats, entre 1930 et 1933, passent de 39 978 à 25 225, les siens passent de 7 703 à 1 973.

Affaiblis par de telles pertes d'effectifs, apeurés par la hausse du chômage et éprouvés par la crise (baisse de salaires, disparition du temps supplémentaire, etc.), les syndicats apparaissent, au cours de ces années, beaucoup moins militants. Ils s'engagent moins souvent dans des conflits de travail : de 135 qu'il était en trois ans entre 1922 et 1925, le nombre de conflits de travail au Québec passe à 106 en cinq ans pour la période de 1928 à 1933.

Cependant, Montréal demeure toujours le terrain de conflits nombreux et importants; pendant les années les plus difficiles de la crise, la majorité des conflits de travail (96 sur 102) se situent en effet à Montréal.

Mais il faudra attendre la reprise économique pour que le syndicalisme connaisse un nouvel essor et qu'il soit plus combatif. D'ailleurs, dès 1934, c'est-à-dire au moment où la situation économique s'améliore quelque peu, près de 4 000 ouvrières et ouvriers de la robe, affiliés au Syndicat industriel des ouvriers de l'aiguille, se mettent en grève à Montréal et obligent ainsi la fermeture de cent vingt-cinq ateliers. Les grévistes réclament la reconnaissance de leur syndicat, la semaine de travail de 44 heures, l'abolition des contrats à forfait et des hausses de salaires. Première grève générale des midinettes de Montréal, cette lutte conduit à certaines ententes mais n'assure pas la reconnaissance du syndicat : il s'agit d'une répétition pour la grève de 1937. La même année, des mineurs de Noranda déclenchent aussi une grève surnommée, en raison du grand nombre de travailleurs immigrés impliqués, la grève des "frogs" ("foreigners"). Cette grève se termine par la répression policière et judiciaire et la déportation de plusieurs ouvriers d'origine étrangère.

Dans les deux cas, la lutte est dirigée par la Ligue d'Unité ouvrière et, de ce fait, animée par des militants du P.C. Ce sont là des signes d'une agitation en milieu ouvrier qui ira croissant au cours des années suivantes (1935-1945); même si le nombre de conflits dans la région métropolitaine diminue durant cette période, le nombre de travailleurs impliqués est beaucoup plus élevé.¹

Pendant la crise économique, la participation de militants communistes à des conflits de travail demeure faible; la plupart de ces militants sont alors en chômage. De plus, encore peu familiers avec les mécanismes de l'action syndicale, ceux-ci ne peuvent guère compter prendre la direction de syndicats locaux et animer les luttes.

Il y avait, précise un militant francophone, des communistes canadiens-français qui travaillent en usine. Mais c'étaient des gars qui ne pouvaient pas diriger les unions. Il faut avoir de l'instruction. Ce qu'ils faisaient, c'était de faire signer des cartes de membre des unions internationales. Ils étaient convaincus.

Au cours des années 1930, l'action des militants de langue anglaise apparaît beaucoup plus influente : contrôle, par l'intermédiaire d'Alex Gauld, de la section locale 144 de l'Union internationale des plombiers; mise sur pied, en collaboration avec "Pat" Sullivan, de la Canadian Seamen's Union²,

¹ La C.T.C.C. devient elle aussi plus combative en engageant deux grèves importantes, celle du textile et celle de Sorel, en 1937.

² Pour connaître l'histoire de la Canadian Seamen's Union (Union des marins canadiens) créée en 1936, lire : *Le Seachlight*, Journal exemplaire de l'Union des marins canadiens", de Robert Comeau ; in *Stratégie* 13/14, printemps-été 1976, pp. 7-49.

direction (Sidney Sarkin) des luttes dans l'industrie de la confection, etc. Pour leur part, les militants francophones, qui ne cachent pas leur admiration pour leurs camarades de langue anglaise se mettent alors à l'école du syndicalisme (recrutement, négociations de contrats de travail, discussions de griefs, etc.) et entreprennent quelques luttes. Loin d'être d'abord politique, leur adhésion au Parti est souvent fonction des luttes que mène celui-ci au sein des entreprises :

La politique, ça me disait pas grand chose, raconte un militant employé à la Ville de Montréal. Moi, ce fut au point de vue syndical. On trouvait plus de sympathie pour le syndicalisme au P. C que dans les autres associations. Quant aux syndicats catholiques, ils étaient réactionnaires. Pour revendiquer, faire la bataille, le P. C était meilleur, même plus que les unions.

Tableau IV
Évolution des conflits du travail à Montréal, 1928-1945 (1)

Secteur	1928-1933		1934-1939		1940-1945	
	nb de conflits	nb d'ouvriers	nb de conflits	nb d'ouvriers	nb de conflits	nb d'ouvriers
Manufactures	74	20 280	60	30 103	118	62 926
Construction	8	2 652	2	130	2	80
Services	3	47	6	347	18	11 230
Transports	1	300	5	4 220	7	7 583
TOTAL	86	23 279	73	34 800	145	81 819

(1) Source : La Gazette du Travail, 1928-1945.

Le travail en usine et la mise sur pied de syndicats sont parmi les principales préoccupations de ces "nouveaux" militants :

Au Parti, on n'a donné une ligne de conduite : le Parti, c'est le parti des travailleurs. On m'a dit : "Toi, ton travail, c'est à l'usine, Tu dois convaincre tes confrères d'ouvrage. Pour commencer, tu dois faire entrer l'union " Je suis parti avec cette idée-là. Mais le syndicat, c'était pas facile à faire entrer. Je me disais : "C'est pas le nombre qui décide, c'est la qualité " Dans un bulletin paroissial, un jésuite disait : "Un seul communiste, c'est suffisant pour contaminer un endroit" Ça me confirmait : "moi, j'allais contaminer l'usine avec le syndicalisme.

Et dès que la situation du marché du travail le permet, des militants acceptent même, pour accroître l'efficacité de l'action syndicale du Parti, de changer d'emploi ou d'entreprise :

Moi, j'avais commencé à travailler dans le cuir, dans la chaussure; là, on m'a dit : "Tu vas travailler dans la sacoche" Je suis entrée comme apprentie. J'avais toujours cousu : ce fut facile d'apprendre à poser des zippers, de coudre des doublures et de me mettre amie avec les filles. J'ai commencé à parler des heures de travail et des conditions : quarante-cinq heures par semaine, travail le samedi, etc. Deux soirs par semaine, je faisais du recrutement. Selon la loi, il fallait que les gens aient signé et aient donné \$ 1.50 par personne pour que le syndicat soit accepté.

D'autres soirs, je travaillais pour faire du recrutement dans la chaussure. On allait visiter les gens : on faisait signer et payer. C'était secret.

Souvent hésitantes et teintées d'amateurisme, les premières activités syndicales des militants francophones ne sont pas toujours fructueuses. Ces échecs leur font prendre conscience non seulement de la difficulté "de faire entrer des unions" (apathie des ouvriers, opposition des patrons) mais aussi de l'existence de rivalités entre organisations syndicales. Ainsi, malgré la présence d'une dizaine de membres et de sympathisants du Parti, l'impact de leur acte est minime au sein du Syndicat international des débardeurs du Port de Montréal :

En mai 1935, raconte un militant qui était alors débardeur, on a fait une grève spontanée pour les conditions de travail. Les officiers étaient organisés pour truquer les votes. Ouimet a alors demandé le vote public et on a séparé les gens en deux groupes, à gauche et à droite. Nous, on s'était organisé pour que quelques gars se déplacent du côté des "pour" dès le début du vote public; ça a eu un effet d'entraînement : aucun n'est resté de l'autre côté, par peur... On a gagné la grève pour les conditions de travail : on pouvait travailler moins vite et ça augmentait le salaire...

Mais durant l'été, les armateurs ont organisé une union avec Labelle contre les syndiqués. On n'a pas réussi à empêcher que l'union de Labelle entre au Port. C'était au printemps 1936, 1 500 étaient restés en dehors de l'Union. En assemblée, on a proposé de descendre sur le port. À peu près 1 000 sont descendus, on a pris d'assaut la shed du Pacifique. J'ai dit au gars : "Pas de violence. Laissez pas pénétrer la police. Restez ensemble". Mais pas habitués à la lutte, les gars se sont laissés diviser et la police a commencé à entrer et à sympathiser avec les débardeurs. Puis, ils nous ont poussés dehors avec des chevaux. C'était difficile de rentrer. On a fait des assemblées... On n'a pas réussi à renverser la gang à Labelle.

Pour une militante qui, à la demande du Parti, s'engage dans une entreprise comme couturière afin de faire "entrer" une union affiliée au CIO, le résultat de la première expérience de recrutement et de mobilisation syndicale n'est guère différent et provoque une certaine déception, voire de l'amertume :

J'ai travaillé pendant deux ans. Deux soirs par semaine, je faisais du recrutement. Dans la shop, on a eu une réunion. Les gens étaient d'accord : apportez les cartes, on va signer et payer à la prochaine paie. C'était l'union du CIO, il n'y avait pas de syndicat à la shop. Au mois de mai, j'ai dit que j'allais me reposer à la campagne. Le 25, j'étais partie. Mais le 30, on est revenu me chercher : on lançait une grosse campagne dans le cuir (la sacoche, les teinturiers, la chaussure). Tous les soirs, on partait, un homme et une femme, et on allait visiter les gens : on faisait signer et payer. Ça a marché jusqu'en septembre. En septembre, on a déclaré une grève de 7 500 personnes à Montréal : on a résisté jusqu'en décembre. On était là de six heures du matin à une heure de la nuit. C'était une grève sale. Puis y a eu le coup de traître de Roger Provost. On avait signé un contrat en blanc avec LeatherCraft : on ne demandait pas d'augmentation de salaires mais un contrat de travail et des conditions (fêtes payées le Vendredi Saint et le lendemain de Noël, semaine de quarante heures au lieu de quarante-deux). Ce qu'on nous refusait, on l'a signé avec Roger Provost de l'AFL. Les ouvriers se sont faits fourrer : ils pensaient que la signature précédente qu'ils nous avaient donnée était aussi pour Provost.

À la même époque, des militants francophones qui travaillent aux "Shops Angus" et qui y animent une cellule d'entreprise tentent aussi d'implanter un syndicat affilié au CIO.

Je suis allé aux Shops Angus, au CPR. C'était une directive du Parti. Après un an de travail, j'ai été mis à la porte. On était plusieurs militants : on travaillait pour remplacer le vieux système AFL, on travaillait pour le CIO. Ça n'a pas réussi. On voulait : "Une usine, un syndicat". Là-bas, c'était sur la base des métiers. La compagnie aimait mieux avoir un syndicat où il y a dix-sept unités divisées.

Si difficiles soient-elles, les premières expériences d'action syndicales menées par des membres francophones du P.C. ne se concluent cependant pas toutes, au milieu des années 1930, par de tels échecs; certaines permettent la syndicalisation de nouveaux groupes d'ouvriers et préparent des luttes futures. Par exemple, à la compagnie de plomberie Cuthbert, un militant du P.C. et organisateur syndical du CIO, Lucien Dufour, permet l'implantation de l'Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers, l'ancêtre des Métallos. En juin 1936, 110 ouvriers se mettent en grève et revendiquent la reconnaissance syndicale et une augmentation de salaire (de 20 %). Par ailleurs, à la McDonald Tobacco, où les 5 300 ouvriers ne sont pas syndiqués, des membres et des sympathisants du P.C. forment une cellule (Marcel Gélinas, L. Roberge, M. Thivierge, Céline Lachapelle, etc). Ils publient régulièrement des articles dans le journal Clarté afin de dévoiler les conditions pénibles de travail et d'organiser un syndicat. La grève ne sera cependant déclenchée qu'en 1942 avec l'implantation de l'Union internationale des ouvriers du tabac.

On a fait de la propagande pour le syndicat, précise l'un des militants activement engagés dans cette lutte. Mais je n'ai pas organisé le syndicat : il s'est organisé tout seul. Il y a eu une grève spontanée. Les idées qu'on avait proposées, les gens les ont finalement adoptées. Quand les syndicats catholiques sont arrivés, les gens n'en voulaient pas : il y avait trop de curés là dedans. Ils voulaient l'Union internationale. Moi je n'étais plus là, ils ont signé pour l'Union internationale.

De la même façon, l'action discrète et persévérante de militants auprès des employés municipaux (cols bleus) de la ville de Montréal permet, au début des années 1940, le remplacement d'un syndicat catholique par un syndicat militant (CIO) et prépare l'engagement de luttes importantes et spectaculaires. Un des membres du Parti, Léo Lebrun, devient président du syndicat des cols bleus et dirige, en 1943, une grève d'importance.

Pour les militants francophones et aussi pour l'ensemble de la section québécoise du P.C., la principale période d'organisation syndicale commence avec la guerre de 1939 et coïncide avec une période de rapide expansion économique. Cette période est marquée par une grande agitation syndicale (de 1941 à 1944, le nombre annuel des débrayages est presque quatre fois plus élevé que pendant les années 1930) et par de nombreux conflits inter-syndicaux. Le mouvement de syndicalisation lancé dans les industries de

guerre s'étend aux autres industries et aux autres secteurs d'activités. Mieux organisé, le P.C. est alors en mesure d'exercer une influence plus profonde. Ses militants deviennent rapidement de bons organisateurs syndicaux et assument des responsabilités : membre de l'exécutif, membre du comité des griefs, etc. Ils sont effectivement présents dans les principaux conflits qui touchent les secteurs de l'avionnerie (Canadair), du tabac et des services.

L'orientation de l'action syndicale des militants du P.C. apparaît relativement progressiste, notamment à cause de leur appui au syndicalisme industriel (CIO) et de leur critique du syndicalisme catholique ("L'union fait la force, le syndicat (catholique) fait la poche", aime-t-on dire). Mais l'action syndicale reste habituellement dissociée de l'action politique et apparaît ainsi comme "économiste". Les militants du P.C. œuvrent à la mise sur pied de syndicats et consacrent leurs énergies à la défense du niveau de vie (salaires) et à l'amélioration des conditions de travail. Il s'agit donc d'une action purement revendicative, dont les modes d'expression sont l'explication des revendications, l'organisation syndicale, la négociation et parfois, au besoin, la grève.

La révolution par la violence, on en a parlé. Mais il y a eu des changements d'orientation. On a pris la tactique de la revendication, basée sur les événements. C'était la meilleure tactique. Il faut revendiquer, et ces revendications il faut les concrétiser par des faits. Il faut d'abord obtenir des choses, défendre les gars. Après ça, on peut parler de politique. Ils ne suivront peut-être pas tout de suite, mais ils diront : "C'est un bon gars, il nous a obtenu des choses". C'est peut-être malheureux, mais c'est comme ça qu'ils raisonnent"

Les militants sont conscients de certaines faiblesses de l'orientation "économiste" de leur action syndicale : "Des plus jeunes critiquent cette orientation, affirment-ils. Quand on est jeune, on est plus violent ! " Mais la justification d'une telle orientation s'appuie à la fois sur la référence aux directives de l'Internationale communiste et sur la lecture de la conjoncture économique, politique et idéologique des années 1930 et 1940. Encore faiblement formés au plan théorique, ces militants sont peu en mesure, certes, de prendre leurs distances à l'égard de ces directives et aussi à l'égard de celles qui viennent du Comité central de Toronto. Mais, pour la plupart issus de milieux populaires, ils peuvent facilement comprendre l'attitude des ouvriers qu'ils tentent de mobiliser et respectent leurs convictions politiques et religieuses, leurs craintes, leur niveau de conscience. Ils évitent ainsi d'assimiler les intérêts des travailleurs qu'ils organisent en syndicat à leurs propres intérêts de militants (et de membres du Parti). Le syndicalisme apparaît comme un moyen non pas tant de consolider l'organisation du P.C. (recrutement, contrôle d'appareils syndicaux, etc.) que de fournir aux travailleurs un instrument pour se défendre eux-mêmes.

Chapitre IV

La Guerre et la Question nationale

[Retour à la table des matières](#)

Tant au plan économique qu'au plan politique et social, le Québec est très profondément bouleversé pendant les années de la Seconde Guerre mondiale : rythme rapide de l'industrialisation et de l'urbanisation, conflits ouvriers importants, élections provinciales et fédérales, crise de la conscription, etc. Pour le Parti communiste, ce sont aussi des années déterminantes où il atteint son apogée au Québec, dévoilant à la fois sa force et ses faiblesses. Le P.C. réussit à établir des alliances avec des groupes nationalistes et progressistes mais il doit rapidement s'en dissocier. Et peu après être parvenu à réunir autour de la candidature de Fred Rose, dans la circonscription montréalaise de Cartier, suffisamment de voix pour le faire élire au Parlement fédéral, le Parti voit les éléments actifs de sa base militante québécoise s'affronter et se diviser, lors d'une première confrontation directe avec la délicate question nationale. Enfin, alors même que des militants communistes exercent une action décisive au sein du mouvement syndical, ils doivent faire face, à la fin de la guerre, à une forte vague de répression anticommuniste.

Contre la guerre : La Voix du Peuple

[Retour à la table des matières](#)

Tout comme pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), les Canadiens français refusent, au moment de la Seconde Guerre, de s'impliquer dans un conflit qui ne concerne pas directement le Canada. Ils luttent contre toute forme de mobilisation obligatoire. Devant une telle opposition, le gouvernement fédéral dirigé depuis 1935 par le premier ministre libéral MacKenzie King, sensible au loyalisme des Canadiens anglais à l'égard de l'Angleterre, adopte une position de compromis : participation du Canada à la guerre mais mobilisation volontaire. King conquiert à nouveau la confiance de l'électorat canadien-français qui élit en mars 1940, dans toutes les circonscriptions québécoises, sauf une, des candidats libéraux.

Pour sa part, le premier ministre du gouvernement du Québec et chef de l'Union nationale, Maurice Duplessis, deux semaines après que le Canada ait déclaré la guerre à l'Allemagne, tente d'obtenir un nouveau mandat. Il s'attaque à la politique de King qui, sous le prétexte de l'état de guerre, accentue la centralisation des pouvoirs à Ottawa et met en péril "la survivance de nos libertés populaires". L'Union nationale se retrouve en octobre 1939 dans l'opposition, avec moins d'une vingtaine de députés.

La loi de la Mobilisation des ressources nationales, qui ordonne la mobilisation volontaire, est adoptée en juin 1940. Elle ne soulève pas de protestations chez la population du Québec puisqu'elle n'est pas identifiée à la conscription.

Toutefois, en dépit des nombreuses garanties offertes par les représentants francophones à Ottawa dont surtout Ernest Lapointe, le bras droit de King, certaines inquiétudes se manifestent au milieu de l'année 1940. *Le Devoir* agite à quelques reprises le spectre du "service militaire obligatoire". Maire de Montréal et député de Sainte-Marie, Camillien Houde voit même, en août 1940, la nécessité de lancer un appel à la désobéissance :

Je me déclare péremptoirement opposé à l'enregistrement national qui est, sans aucune équivoque, une mesure de conscription. Et le gouvernement fraîchement élu

en mars dernier a déclaré par la bouche de ses chefs M. King et M. Godbout, en passant par MM. Lapointe et Cardin, qu'il n'y aurait pas de conscription sous quelque forme que ce soit.

Le Parlement, selon moi, n'ayant pas de mandat pour voter la conscription, je ne me crois pas tenu de me conformer à ladite loi et je n'ai pas l'intention de m'y conformer. Je demande à la population de ne pas s'y conformer, sachant ce que je fais et ce à quoi je m'expose. Si le gouvernement veut un mandat pour la conscription, qu'il reviennent devant le peuple et sans le tromper cette fois.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, Camillien Houde, maire de Montréal, est aussitôt arrêté et interné au camp de Petawawa où se trouvent déjà des militants fascistes, tel Adrien Arcand. Cet internement, ordonné par le ministre fédéral de la Justice. Ernest Lapointe, ne provoque pas de réactions populaires. Les membres du haut clergé exortent alors leurs fidèles à la soumission aux autorités civiles. Quant aux journaux, ils critiquent pour la plupart le geste du maire, s'indignant d'un tel défi à l'autorité, d'un tel appel contre la loi et l'ordre. Il n'y a, en fait, que quelques éléments nationalistes pour protester et faire circuler, mais sans grand succès, une pétition demandant la libération de Houde.

Pour le P.C. et ses militants québécois, les premières années de la Seconde Guerre sont particulièrement difficiles. La signature d'un pacte entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. (29 août 1939) même si elle ne provoque pas au Québec (contrairement à ce qui se passe en Europe) de vives protestations et de nombreuses défections chez les militants communistes, n'en limite pas moins leur action auprès de diverses couches de la population. Le Parti perd en effet l'appui de plusieurs "sympathisants", surtout chez les intellectuels qui, au cours de la guerre d'Espagne et pendant la lutte contre le fascisme, se sont rapprochés du mouvement communiste. Par ailleurs, en raison de son opposition ouverte à la guerre et à la politique extérieure du gouvernement King, le Parti est l'objet d'une répression sévère, qui l'oblige à poursuivre ses activités de façon clandestine. Au Québec, une douzaine de militants franco-phones, dont Jos Duchesne, Jean Bourget, F. Tremblay et J. Aubry, sont arrêtés et incarcérés au camp de Petawawa. Les autres doivent limiter leurs activités publiques, voire se cacher :

En 1939, lors de l'élection provinciale, je me suis présenté dans Sainte-Marie, raconte un militant. Il y avait pas mal d'obstacles : l'escouade rouge nous suivait tout le temps. Je gueulais contre la guerre impérialiste. J'ai pris 750 voix. En plus, j'ai eu 35 voix de ceux qui étaient dans l'armée. On était content, on n'en croyait pas nos yeux. C'était une victoire morale. Mais ensuite on a dû se cacher, on avait peur des camps de concentration. À Petawawa, on enfermait les fascistes et les communistes. On s'est caché dans le bout de Drummondville.

Les activités de propagande et de distribution de tracts se poursuivent mais deviennent sporadiques et plus prudentes. Elle conduisent d'ailleurs à l'arrestation de militants :

En 1939, j'ai été arrêtée, raconte une militante qui était secrétaire d'une cellule dans Sainte-Marie et dont le mari, lui aussi militant actif s'est caché avec quelques autres camarades. On avait sorti un circulaire contre la guerre. Il y avait une discipline sévère au Parti. Bourget était arrivé avec des circulaires et nous a demandé d'en passer. J'en ai passé avec Mme Bourget. Vers minuit, j'ai été arrêtée. Cette nuit-là, on a fait aussi une descente chez moi, on a mis tout à l'envers. Pour sortir, il a fallu un cautionnement de \$ 400. 00. J'ai eu un procès et j'ai été condamnée à 6 mois, Puis Me Calder, de la Ligue de la défense civile, dont j'étais membre, a décidé de reprendre ma cause pour montrer qu'une telle sentence, pour une femme seule avec des enfants, était trop sévère. On a diminué ma sentence à trois mois. J'ai passé le Jour de l'An en prison. De Noël à la Fête des Rois, on avait le droit, en tant que prisonnier politique, de recevoir tout ce qu'on voulait. Les camarades se sont organisés et m'ont apporté beaucoup de choses. J'ai alors demandé à la religieuse de partager avec les autres prisonnières. La religieuse a même souligné mon geste le Jour de l'An. Des femmes ont fait des commentaires : "Les communistes ne sont pas si mauvais que ça!

Quant à la forme plus traditionnelle de propagande qu'est le journal, elle est considérablement réduite : on ne publie que quelques numéros de la *Nouvelle Clarté*. En fait, il n'y a que les membres des Jeunesses communistes qui, plus téméraires, demeurent ouvertement actifs, distribuant des tracts et inscrivant des slogans contre la guerre. La position des Jeunesses n'est pas différente de celle du Parti ; elle consiste à réaffirmer l'indépendance du Canada vis-à-vis de l'Empire britannique et à s'opposer à toute participation à la guerre impérialiste. Loin d'édulcorer ou de masquer les objectifs véritables du Parti qui sont le "renversement de la classe dirigeante capitaliste par la classe ouvrière alliée aux cultivateurs et à la classe moyenne et l'établissement d'un gouvernement socialiste des ouvriers et des cultivateurs", la Ligue des Jeunesses communistes les réaffirme dans une lettre circulaire diffusée en octobre 1940. Elle précise les tâches que devrait accomplir un tel gouvernement socialiste :

1. Établissement d'un nouvel État, avec remise des journaux et de la radio aux mains du Peuple et avec un corps de défense organisé des ouvriers et d'es cultivateurs.
2. Étatisation des banques, des chemins de fer et des grosses entreprises, sous le contrôle du nouvel État.
3. Relèvement immédiat des conditions de vie des ouvriers et des cultivateurs. Introduction volontaire de l'agriculture collective.
4. Relations étrangères déterminées selon les intérêts du peuple canadien.
5. Le nouvel État devra immédiatement donner à la nation canadienne-française le droit de déterminer sa position elle-même, jusqu'à et y compris la séparation, et essayer de convaincre les Canadiens-français des avantages de l'union canadienne volontaire, fondée sur l'autonomie sociale, économique et culturelle et sur l'égalité nationale.¹

¹ Comité provincial, Ligue des jeunes communistes, *Lettre circulaire*, Montréal, 11 octobre 1940.

Pour sa part, le P.C. rappelle aussi, par l'intermédiaire d'un tract (Canadiens debout !) élaboré par son comité provincial (Québec), que son programme est socialiste :

Le P.C. Poursuit sa lutte malgré la dictature de guerre. Il se met toute entier au service de la véritable Nation, celle des travailleurs manuels et intellectuels. Notre programme intégral est socialiste : la prise de possession collective des usines et des ressources du pays en vue du bien-être de tous ceux qui travaillent, Le socialisme a donné la paix, la sécurité économique, le bonheur et la véritable liberté à 300 millions d'êtres humains en U.R.S.S.

En lançant un appel à "l'alliance combative des classes moyennes et des travailleurs du Canada français, fraternellement unis aux travailleurs de langue anglaise dans la lutte contre la conscription, l'exploitation et la guerre impérialiste", le Parti propose, dans l'immédiat, la formation d'un "vaste Front populaire de lutte contre la guerre, la conscription et le régime impérialiste". Son mot d'ordre est : "Unité d'action, forgée par en bas, des masses nationales libérales et ouvrières".

Cependant, la marge de manœuvre du P.C. au Québec demeure alors étroite puisqu'en raison du pacte germano-soviétique, il apparaît encore plus "dangereux". Ce pacte provoque en effet, dans toute la presse canadienne-française (*La Patrie*, *Le Soleil*, *Le Canada*, *Le Droit*, etc.), une explosion de colère et raffermir les sentiments anticommunistes en associant le bolchévisme au fascisme. Le seul groupe auprès duquel le P.C. peut espérer obtenir une audience et diffuser l'idée d'un Front populaire, c'est celui des "nationalistes" du Québec, qui, craignant toujours le recours à la conscription, manifestent une opposition irréductible à la guerre. Ainsi, en juillet 1940, des militants communistes francophones, dont Jean Bourget, acceptent de participer à un congrès des Jeunesses canadiennes-françaises dont l'objectif est de lutter contre la conscription et en faveur de l'obtention de l'égalité des droits pour les Canadiens français.¹ Mais l'action politique la plus importante que mènent au début de la guerre des militants communistes francophones, en collaboration avec des nationaliste canadiens-français, c'est la formation d'un Congrès des Canadiens français et la publication d'un journal : *La Voix du Peuple*.

Le Congrès des Canadiens français se tient en novembre 1940. Il réunit une cinquantaine d'associations nationalistes et ouvrières très diverses : les Jeunes Laurentiens, l'Association des surintendants et contremaîtres de la construction du Québec, les Jeunesses patriotes, des clubs ouvriers (Ville-Marie, St-Eusèbe, Crémazie, Hochelaga, Préfontaine, Villeray, Saint-Denis, Saint-Louis, Saint-Jean, Saint-Jacques), quelques comités de citoyens (Jeanne-Mance, Montcalm), le 3e bataillon des Zouaves pontificaux, la Société Saint-

¹ *Les Congressistes*, publié par le secrétariat canadien-français du Congrès des jeunes canadiennes, 30 juillet 1940, p. 1.

Jean-Baptiste (Rouyn), l'Union des employés de bureau, les Jeunesses nationales, la Société du bon parler français, etc. L'orientation du Congrès est manifestement nationaliste : mise en évidence de la misère croissante des Canadiens français et comparaison des conditions de vie (éducation, santé, législation ouvrière et sociale) entre l'Ontario et le Québec. Afin d'assurer le relèvement des conditions de vie des Canadiens français, les délégués adoptent diverses propositions réclamant l'application immédiate, de nombreuses mesures :

- le relèvement des salaires dans toutes les industries;
- la reconnaissance du droit des ouvriers de s'organiser,
- la construction de logements salubres, de cliniques, d'hôpitaux, de bibliothèques, qui donnerait du travail à taux syndical à nos chômeurs;
- la détermination des prix des produits agricoles;
- l'instruction gratuite et obligatoire;
- le rétablissement de nos libertés nationales de presse et de parole;
- un minimum de \$ 2.00 par jour pour ceux qui sont en service actif
- révision du budget pour faire porter le coût de la guerre aux riches. ¹

L'objectif d'un tel Congrès, qui se veut "permanent", est de devenir "la voix et l'arme du peuple travailleur canadien-français, ouvriers, cultivateurs, chômeurs et classes moyennes", en prenant "la défense de leurs droits" et en luttant "pour une vie meilleure". ² La problématique est indissociablement "nationale" et "sociale" : tout en affirmant l'identité propre des Canadiens français même origine sociale, même langue, mêmes traditions, même milieu géographique on reconnaît les conditions sociales particulièrement difficiles des travailleurs et la situation économique difficile des marchands et petite industriels francophones. Contre "la trahison des chefs politiques", on propose "l'union de toutes les classes de la société canadienne-française", union qui apparaît comme la condition de survie de cette société même.

Afin de diffuser plus largement cette position politique, le Congrès des Canadiens français publie en mars 1941 un journal : *La Voix du Peuple*. Le responsable du secrétariat du journal est un membre du P.C., Gui L. Caron. Le local de la rédaction est situé au 254 rue Sainte-Catherine, c'est-à-dire au local même qu'occupait la rédaction de *Clarté*. Toutefois, même si les militants du P.C. sont associés étroitement à la publication de *La Voix du Peuple*, ce journal n'exprime pas, comme telle, la position du Parti à l'égard des problèmes québécois canadiens et internationaux. Son orientation est nettement

¹ *La Voix du peuple*, vol. 1, n° 1, 8 mars 1941, p. 4.

² *La Voix du peuple*, vol. 1, n° 1, 8 mars 1941, p. 3.

plus nationaliste, les problèmes de l'indépendance du Canada et de la conscription étant présentés non pas comme une question de classes mais comme une question nationale. Les deux principales préoccupations du journal sont la position du Canada dans l'Empire britannique et la situation du Canada français dans le Canada. Et une grande partie des articles sont consacrés à la question de la conscription, c'est-à-dire à "la question autour de laquelle se rallient aujourd'hui presque toutes les organisations nationales du Québec".¹ À plusieurs reprises, on réaffirme l'opposition à l'envoi forcé de soldats sur les champs de bataille et on réclame du gouvernement une "déclaration selon laquelle les soldats maintenus en service ne seront pas envoyés outre-mer contre leur gré." Régulièrement, le journal publie des textes de Liguori Lacombe, Maxime Raymond, Henri Bourassa, H.-S. Roy et André Laurendeau. Camillien Houde est l'objet d'une attention toute particulière. Le premier numéro (8 mars 1941) est largement consacré au maire de Montréal qui, en raison de son opposition à la conscription, est emprisonné depuis août 1940 : grande photographie en première page, entrevue de Mme Houde au sujet des circonstances de l'arrestation de son mari et de sa vie dans le camp de concentration, publication de sa correspondance, etc.

Par le biais de son opposition à la conscription, *La Voix du Peuple* rejoint ainsi les divers groupes nationalistes canadiens-français dont il adopte d'ailleurs la position politique et la plate-forme de revendications. La situation économique, sociale et politique au Canada français est ouvertement dénoncée :

Les Canadiens français comme nation ne jouissent ni des mêmes libertés ni des mêmes standards de vie que les Canadiens en général. C'est un fait connu, surtout si on les compare aux Canadiens de l'Ontario, où les conditions géographiques, économiques et industrielles sont similaires (...) Chaque jour, cette distinction devient de plus en plus grave.

Si nous voulons demeurer Canadiens français, si nous voulons que notre nation survive, il faut briser le joug imposé par le capital anglo-saxon. Il faut atteindre aux mêmes droits, aux mêmes privilèges, au même niveau économique, social et culturel que les citoyens de la Province voisine.²

Les Lionel Groulx, Armand Lavergne et Henri Bourassa deviennent des symboles de la lutte. La revendication d'une autonomie provinciale est reprise, mais dans les termes d'André Laurendeau et de Georges Pelletier et sans aucune référence à Maurice Duplessis. Il s'agit "d'assurer à la Province de Québec un gouvernement qui ne trahisse pas systématiquement en sacrifiant aux pouvoirs centraux notre autonomie nationale et en permettant aux capitalistes étrangers et de chez nous de s'emparer de notre patrimoine national."³

¹ *La Voix du peuple*, 31 mai 1941, p. 3.

² *La Voix du peuple*, 8 mars 1941, p. 2.

³ *La Voix du peuple*, 31 mai 1941, p. 8.

Quelques collaborateurs du journal adoptent une position nationaliste plus extrême et exigent une "indépendance nationale et économique" :

Canadiens français, fidèles à l'héritage légué par nos ancêtres, fiers de votre langue et de vos caractéristiques ethniques et nationales, nous voulons saisir tout ce que notre époque nous offre d'opportunités afin de continuer cette lutte des générations précédentes. Cet héritage de combativité et d'indépendance nationale s'enrichira par nous d'un réalisme pratique qui assumera à la fois notre indépendance nationale et économique dans une libre démocratie. ¹

La Voix du Peuple s'adresse à un public large et diversifié et se préoccupe des "besoins et des aspirations de l'ensemble de notre peuple". Elle parle des "salaires bas des classes moyennes", des "faillites des petits industriels au profit des trusts", de la "pauvreté des cultivateurs". Elle critique la qualité du système d'enseignement et les programmes de santé publique. Et ceux que l'on tend souvent à identifier comme les responsables d'une telle situation sont les "vieux partis", les "politiciens", qui ne sont que "des valets des trusts", des "partisans aveugles", des "profiteurs pour qui l'intérêt personnel prime sur l'intérêt public". Pour que les réformes désirées puissent être réalisées, il faudrait et il suffirait que soient choisis comme représentants "des hommes reconnus pour leur sincérité, leur esprit de justice et leur compréhension des besoins et des aspirations de notre peuple".

La collaboration de militants du Parti communiste et du mouvement ouvrier amène *La Voix du Peuple* à prendre aussi en considération la situation de la classe ouvrière. Parmi les revendications dont le journal se fait le porte-parole, on en retrouve plusieurs qui concernent directement les travailleurs et les chômeurs. À plusieurs reprises, *La Voix du Peuple*, aborde le problème du chômage, dénonçant l'attitude du gouvernement et exigeant qu'il s'occupe activement du problème. Par ailleurs, *La Voix du Peuple* reprend à son compte un objectif du Congrès des Canadiens français, celui "d'épargner l'avenir de notre peuple des misères du passé". Le journal entreprend donc une grande campagne "en vue de rechercher les causes de la misère dont tant de familles de notre race sont victimes au Québec et d'établir la responsabilité (patrons ou gouvernement ?)". ² Une première enquête est menée à la *Canadian Car and Foundry*. Un long article publié dans le dernier numéro du journal porte sur "la misère du peuple de Montréal" : logements insalubres, conditions de travail malsaines, manque de lieux de loisirs, maladies, mortalité infantile. On identifie comme responsables d'une telle situation les gouvernements fédéral, provincial et municipal dont l'insouciance manifeste leur dépendance car ils sont "sous l'emprise des capitaux et des trusts". Enfin, la question de l'organisation ouvrière est aussi abordée, mais sans que soit recommandée l'affiliation à un mouvement syndical plutôt qu'à un autre. Le journal se limite à mettre en évidence La négligence et l'indifférence des ouvriers canadiens-français qui,

¹ Bernard, Jacques, *La Voix du peuple*, 19 avril 1941, p. 1.

² *La Voix du peuple*, 31 mai 1941, p. 3.

en comparaison des ouvriers canadiens-anglais ou néo-canadiens, "ne s'organisent pas, ne s'occupent pas de leurs affaires".

L'effort total de guerre : le Parti ouvrier progressiste

[Retour à la table des matières](#)

Toutefois, au moment même où des militants communistes parviennent à élaborer, en collaboration avec des éléments nationalistes dits "progressistes", une plate-forme politique de revendications nationales et sociales, la modification de la conjoncture internationale oblige le P.C. à changer sa position et à prendre ses distances à l'égard des nationalistes. De "farouche adversaire de l'impérialisme américain", le Parti, à la suite de l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. en juin 1941, devient en effet belliciste. Il accepte l'effort total de guerre et appuie de "no strike pledge", le moratoire des grèves, La tactique du P.C. formulée officiellement le 28 octobre 1941, est alors de "réaliser un Front uni du mouvement syndical et de toutes les forces du mouvement ouvrier-progressiste, des organisations de cultivateurs, de la Légion canadienne, des libéraux, des conservateurs, des organisations non-politiques, des Canadiens anglais et français de toute classe et de tout parti, pour aider à poursuivre la guerre jusqu'à la défaite de Hitler". ¹

Pour le P.C., la nécessité d'une défaite de Hitler "pour la sauvegarde de la liberté même du Canada" est telle que, lors de la signature du Pacte d'aide mutuelle entre l'U.R.S.S. et l'Angleterre (pacte qui implique la coopération du Canada), le Parti félicite le gouvernement libéral de King pour son adhésion au Pacte. Il invite toute la population à fournir un effort beaucoup plus considérable : mobilisation plus grande, plus forte production de guerre, plus grande efficacité navale et militaire. Il propose la formation d'un "Front national pour la victoire" en vue de regrouper non seulement tous les ouvriers mais aussi leurs alliés, les classes moyennes des villes et des campagnes. Dans le but de réaliser un tel Front, le P.C. adresse même une proposition directe à la C.C.F. et demande la collaboration du C.M.T.C., du C.C.T. et aussi de la C.T.C.C. La seule exclusive que maintient le Bureau politique du Parti

¹ Buck, Tim, *Un Front national pour la victoire*, août 1941, p. 25. Le P.C. n'en continue pas moins de se considérer comme "la plus haute expression politique de la classe ouvrière". Tout en maintenant "son travail indépendant de défense des intérêts et des besoins de chaque jour des ouvriers et des fermiers", le Parti vise toujours à "l'action commune ouvrière indépendante" (Ibid, p. 22).

concerne "ceux qui, au nom de la religion et du nationalisme, cherchent à donner assistance aux ennemis de la liberté nationale et religieuse", c'est-à-dire les "corporatistes", les "pro-fascistes" et les "calomniateurs de l'U.R.S.S.". ¹

Au Québec, les militants communistes adoptent la même attitude. Leur acceptation "d'un effort loyal et énergique, l'effort de guerre", les amène à lancer le projet d'un Front national et à critiquer durement tous les fascistes. Dans un tract diffusé en 1941 par le Comité ouvrier de l'effort de guerre intégral, ² Fred Rose, l'un des leaders québécois du P.C., s'attaque à tous "ceux qui travaillent à creuser un fossé entre les races, les classes et les religions du pays, à aiguïser les hostilités". Il dénonce particulièrement l'Ordre de Jacques Cartier qui contrôlerait la Ligue pour la défense du Canada, le Parti national-fasciste d'Adrien Arcand, les Jeunes Laurentiens, les Jeunes Canada, la Jeunesse ouvrière catholique, la Jeunesse étudiante catholique, l'Union catholique des cultivateurs, la Société Saint-Jean-Baptiste, etc. L'Ordre apparaît en raison de son antisémitisme, de son opposition à la guerre et de son anti-communisme, comme une organisation fasciste. Sont aussi l'objet de critiques des intellectuels comme Paul Bouchard de la *Nation*, André Laurendeau et tous les "agitateurs de l'épouvantail rouge", les François-Albert Anger, Oscar Drouin, Ernest Lacroix, Liguori Lacombe, Dostaler O'Leary, Jean Drapeau, Maxime Raymond et Henri Bourassa. Même s'il lance un appel "à l'unité de tous les Canadiens pour marcher sur la route de la guerre totale", Fred Rose n'en reconnaît pas moins que la réalisation d'une telle unité exige la satisfaction de plusieurs revendications formulées par le peuple canadien-français (salaires, éducation, travail, etc.) et l'institution du bilinguisme dans la fonction publique fédérale et les forces armées. Mais cette reconnaissance de la justesse de certaines revendications des nationalistes canadiens-français est loin de permettre l'établissement d'un champ commun d'action entre communistes et nationalistes. D'ailleurs, dès l'invasion de l'U.R.S.S. par l'armée allemande, le journal *La Voix du Peuple* cesse d'être publié; le dernier numéro (d'une courte série de six) paraît en effet le 14 juin 1941. Quant aux intellectuels canadiens-français auxquels des militants communistes se sont alliés pendant quelque temps ou dont ils ont fait éloge, ils réapparaissent comme des "ennemis", des "fascistes".

Pendant toutes ces années de guerre, le P.C. se trouve donc, au Québec, dans une situation quelque peu paradoxale. Il est tout d'abord "contre la guerre" alors que la population canadienne-française, dans son ensemble, apparaît encore indifférente ou, tout au moins convaincue que le gouvernement fédéral ne décrètera pas la conscription et qu'elle manifeste même

¹ *Ibid*, p. 18.

² Rose, Fred, *Cinquième Colonne dans le Québec*, publié par le Comité ouvrier de l'effort de guerre intégral, Montréal, 1942.

certaines sympathies pour les gouvernements de Salazar et de Mussolini. Par contre, au moment où le P.C. est amené à prendre partie pour l'effort total de guerre, cette même population redevient sensible aux appels des nationalistes et s'oppose à la conscription que veut imposer le gouvernement libéral de King.

Au début de 1941, lorsque le gouvernement fédéral propose, sous la pression des événements internationaux et aussi du Parti conservateur et de la presse canadienne-anglaise, l'organisation d'un plébiscite sur la conscription, il doit faire face, au Québec, à une opposition très ferme et très organisée. La Ligue pour la défense du Canada, dirigée notamment par Jean Drapeau, reçoit un appui des intellectuels nationalistes (L'Action nationale, etc.) et des militants d'organisations comme l'Union catholique des cultivateurs et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. La Ligue réussit à mobiliser les Canadiens français contre la politique du "pas nécessairement la conscription mais la conscription si nécessaire" du gouvernement King. Et lorsqu'a lieu la plébiscite, en avril 1941, la province de Québec répond majoritairement "non" (72%), alors que toutes les autres provinces votent favorablement (à 80%). Loin de s'atténuer, cette opposition se raffermi avec la hausse des taxes, le contingentement de biens, le rationnement et le contrôle des salaires qu'occasionne l'entrée en guerre.

Pour les militants communistes francophones, un tel "revirement des choses" crée un embarras. Tout en leur permettant de sortir de la clandestinité, la nouvelle situation risque de les marginaliser au Québec même. La signature du Pacte entre l'Angleterre et l'U.R.S.S. et la participation du Canada à la guerre modifient, en effet, l'attitude du gouvernement fédéral à l'égard du P.C. : celui-ci n'est plus considéré comme "traître" et acquiert la possibilité d'exercer ouvertement son action politique. Peu après la signature du Pacte, des militants, dont plusieurs Québécois (parmi eux se trouvent Evariste Dubé, Emery Samuel, Willie Fortin, Henri Gagnon, Stanley Ryerson, Fred Rose, etc.) se rendent à Toronto, après une période de clandestinité de deux ans, pour se constituer "Prisonniers" auprès de la R.C.M.P. Ils subissent un court procès (pour la forme", disent certains;" un grand pique-nique joyeux", ajoutent d'autres) et sont tous libérés. Par contre, pour respecter la nouvelle consigne du Parti qui est de "supporter la guerre contre le fascisme", les militants francophones doivent se dissocier du large mouvement anticonscriptionniste qui se développe au Québec. Afin de ne pas se marginaliser totalement et pour respecter les engagements pris antérieurement, ces militants adoptent une position plus souple que celle du Parti : tout en appuyant la politique d'effort total de guerre, ils refusent toute forme de mobilisation obligatoire :

Lorsque la Russie est entrée en guerre, nous, on a accepté, précise un militant francophone, l'effort de guerre total. Mais on a refusé la conscription au Québec.

C'était pas, selon nous, un moyen d'aider l'effort de guerre. On a eu des discussions dures au Parti, on a eu des problèmes avec les Canadiens anglais. Mais pour les communistes québécois, ceux qui étaient français, c'était "non". En 1941, au plébiscite, on a voté contre la conscription.

De plus, et cela conformément à une directive du Parti, plusieurs militants québécois, qui invitent alors les jeunes à joindre l'armée volontairement, s'engagent eux-mêmes dans les forces armées et participent directement à la guerre. Pendant quelques années, le Parti se trouve démuné de ses éléments souvent les plus actifs et les plus dynamiques au Québec et au Canada.

Toutefois, cette conjoncture particulière n'enraie nullement le développement des activités du Parti. À un moment où le mouvement syndical connaît une croissance importante et rapide, l'action des militants communistes, devenus d'excellents organisateurs syndicaux, a un impact considérable lors de certaines luttes ouvrières : grève de 2 500 travailleurs de l'industrie du cuir en 1942; grève de 5 000 travailleurs de la *MacDonald Tobacco* ; grève de 7 000 employés municipaux en 1943; important arrêt de travail de 25 000 travailleurs de l'avionnerie, dont 7 000 à *Canadair*, etc. Il en est de même pour l'organisation de syndicats : chez les 10 000 ouvriers du "plan" militaire de Saint-Paul l'Ermitage; chez les bûcherons de la région de la Tuque; auprès des employés de la *R.C.A. Victor* et de la *General Electric* à Montréal ; chez les ouvriers du textile, etc. ¹

Au plan politique, le P.C. tire aussi profit de la situation internationale et nationale pour intensifier ses activités. Mais au Québec, il refuse de s'associer aux forces nationalistes et progressistes qui, opposées à la conscription, se regroupent autour du Bloc populaire et tentent de réaliser une sorte de "Front populaire". Encore mal organisé et largement identifié à un groupe de jeunes urbains, le Bloc obtient, lors des élections provinciales de 1944, des suffrages et fait élire quatre candidats. En raison de son opposition à la guerre et de l'orientation idéologique de plusieurs de ses membres (corporatisme, anti-sémitisme), il apparaît comme un mouvement "fasciste" aux yeux du P.C.

¹ En raison de l'importance de leurs activités et aussi des mesures répressives dont ils sont l'objet, deux militants communistes vont acquérir à la fin des années 1940 une notoriété toute particulière : Madeleine Parent adhère au Parti après des études supérieures en économie et en sociologie à l'Université McGill, où elle est active au sein d'organisations catholiques. Pour sa part, Kent Rowley est associé très jeune au mouvement syndical : à dix-sept ans, il est organisateur pour l'A.F.L. Cependant, entre 1939 et 1942, ses activités militantes sont considérablement limitées. Dès le premier jour de la guerre en 1939, il s'enrôle dans l'armée, mais un an plus tard, pour cause de santé, il est démobilisé. En 1940, il est arrêté pour avoir prononcé : un discours contre la conscription et emprisonné pendant deux ans. À sa sortie de prison, Kent Rowley milite au sein de l'Union internationale des ouvriers du textile (A.F.L.) et organise, avec Madeleine Parent, les moulins de la *Dominion Textile* à Valleyfield et à Montréal. Les deux militants dirigent en août 1946 une importante grève pendant laquelle ils sont arrêtés et emprisonnés (Charles Lipton, *The Trade Union Movement in Canada, 1867-1959*, Montréal, 1966).

Afin d'exercer au Canada une influence politique plus large, les militants communistes préfèrent mettre sur pied leurs propres organisations. Un an après avoir organisé le "Dominion Communist Labor Total War Committee", ils créent un nouveau parti politique, le Parti ouvrier progressiste (P.O.P.) en août 1943. Ils participent à des campagnes électorales et présentent des candidats. La principale victoire du P.O.P. est l'élection en 1943 de Fred Rose dans la circonscription montréalaise de Cartier. Moins d'un an plus tard, en août 1944, un autre militant communiste, Michael Buhay, se présente lors d'une élection provinciale sous l'étiquette ouvrier-progressiste dans la circonscription montréalaise de Saint-Louis, où il recueille plus de 6 500 voix.

Organisation politique mise sur pied par des militants communistes, le Parti ouvrier-progressiste n'emprunte en rien aux structures classiques d'une organisation léniniste; il apparaît plutôt comme un large regroupement de clubs hétérogènes. D'orientation réformiste, le Parti a comme leader canadien Tim Buck. Les membres du Comité exécutif sont des militants communistes comme Sam Carr, secrétaire à l'organisation, Charles Srin, secrétaire exécutif, J.B. Salzberg, responsable du travail dans les syndicats, Stanley Ryerson, responsable de l'éducation et de la publicité. Le nouveau parti affirme publiquement son opposition à la "violence, à la conspiration et au secret". Il refuse le recours à la force pour "imposer toute forme de gouvernement ou de réforme économique". Il propose un ensemble de réformes qui sont souvent celles-là mêmes que le P.C. a élaborées durant la période dite du "Front populaire" : assurance-maladie, plein emploi, pensions de vieillesse à soixante ans, réforme du système de taxation, adoption d'un Code fédéral du travail, abolition du Sénat, adoption d'un drapeau et d'un hymne national, modification de la loi électorale par l'introduction de la représentation proportionnelle, etc. Durant les campagnes électorales qui se déroulent pendant la Seconde Guerre mondiale, la plate-forme politique des candidats du P.O.P. se limite à la présentation de ces réformes à la défense de "l'effort total de guerre". Ainsi, lors de l'élection en 1943, Fred Rose axe toute sa campagne sur l'effort de guerre et sur la lutte contre la pauvreté et la satisfaction des besoins immédiats ("balayer les taudis, construire des maisons saines à loyer bon marché"). Son slogan électoral est : "Avec Fred Rose, vous pouvez construire un Cartier plus heureux." ¹

À cette réorientation de l'activité politique du P.C., les militants québécois de langue française réagissent diversement. Évidemment, ceux qui ne sont pas "mobilisés" participent activement aux campagnes électorales, surtout à celle de Fred Rose dans Cartier :

¹ *La Vie dans Cartier*, tract diffusé par le Comité pour l'élection de Fred Rose, candidat ouvrier-progressiste, 1943.

- Quand Fred Rose a été élu, je travaillais pour lui, raconte un militant francophone. Je faisais la traduction pour le petit groupe canadien-français. Mais ce ne sont pas les Canadiens français qui ont fait élire Fred Rose; ce sont les élément juifs, qui étaient actifs. Son vrai nom était Rosenberg. Il y avait aussi son frère : lui et Fred étaient très actifs dans les unions. On se réunissait à la salle Prince-Arthur, la seule qu'on pouvait louer. C'est dans ce comté (Cartier) que les membres communistes étaient les plus nombreux".

- C'a été toute une campagne. On organisait des soirées de porte à porte. Un faisait trois ou quatre familles par soirée. Je présentais Fred Rose, on faisait signer des cartes. Des soirs on avait 400 personnes qui faisaient du porte à porte. On distribuait aussi des circulaires. Des artistes commerciaux donnaient de leur travail. Le travail à la maison, ça coûtait rien. L'élection a dû coûter de \$ 8 000 à \$ 9 000. Au parc Jeanne-Mance, il y a eu une grande assemblée publique où il devait y avoir vingt mille personnes. Quand Fred Rose a été élu, on a été surpris : 32 voix de majorité. Ça pris quatre tours pour compter les bulletins. Les gars du Bloc populaire voulaient contester l'élection. Rose est resté avec 14 voix de majorité. Cartier, c'était un comté cosmopolite, mais il y avait des Canadiens français. Si des Canadiens français avaient pas voté pour lui, il serait pas passé. En 1945, il a été réélu avec plus de 1 000 voix de majorité. On l'avait baptisé "Mosquito".

Toutefois, même si en campagne électorale, les militants acceptent de "suspendre la discussion pour la remettre à plus tard", il n'en demeure pas moins que chez plusieurs, en particulier chez des militants francophones, la mise sur pied du Parti ouvrier-progressiste suscite des interrogations, des inquiétudes :

Quand Fred Rose s'est présenté, j'ai travaillé avec lui : c'était un ami, c'était un homme. Mais déjà aux États-Unis, les révisionnistes, sous la direction d'Earl Browder, commençaient à travailler à créer la division. Ici, on ressentait ça. On voulait dissoudre le parti marxiste-léniniste avec des cellules et créer plutôt des Clubs larges. Ça c'était le Parti ouvrier-progressiste. On voulait liquider des vieux révolutionnaires et chercher des leaders de prestige. Dans le Parti *ouvrier-progressiste*, on retrouvait l'essence du *browderisme*, du *révisionnisme*. Il y avait une diminution de l'idéologie révolutionnaire. On voulait dissoudre le mouvement révolutionnaire pour faire un parti de masse, pour donner une forme plus acceptable. Pour eux, le slogan était "Fini les réunions de chambres à coucher." On voulait donner belle figure au parti.

Loin de s'atténuer, ces divisions internes s'accroîtront à la fin de la Seconde Guerre mondiale, au moment où de nombreux militants "sortent de l'armée". Les critiques à l'égard du Parti deviennent souvent plus sévères : critiques de son caractère de plus en plus bureaucratique et de l'alliance avec le Parti libéral,¹ etc. Mais ce n'est qu'au congrès de 1947 qu'un véritable affrontement aura lieu. Cet affrontement portera alors non seulement sur l'organisation interne du Parti mais aussi sur sa position à l'égard de la question nationale.

¹ Au sujet de ces critiques, voir I. Avakumovic, *The Communist Party in Canada*, op. cit., pp. 160-166.

La question canadienne-française et la scission de 1947

[Retour à la table des matières](#)

Mais, avant même d'être confronté aux revendications nationalistes de groupes ou de mouvements canadiens-français, le Parti communiste canadien est, dès ses premières années d'existence, préoccupé par une autre question nationale, qui est tout autant complexe et qui demeurera toujours centrale : celle du statut même du Canada dans ses rapports avec l'Angleterre et les États-Unis. Dans un premier temps, le P.C. reconnaît le Canada comme une colonie et adopte la tactique des deux étapes : d'abord indépendance complète du Canada à l'égard de l'Angleterre - d'où l'appui à la fraction nationaliste de la bourgeoisie dirigée par Mackenzie King - et ensuite lutte contre Wall Street.¹

Puis, en conformité avec des résolutions adoptées par l'Internationale communiste sur la question coloniale, le Parti admet ses erreurs et corrige ses analyses antérieures : la lutte doit être menée à la fois contre l'impérialisme anglais et américain et contre la bourgeoisie canadienne, qui utilise dans ses intérêts la rivalité anglo-canadienne et qui constitue aussi une force impérialiste. "Le principal ennemi du prolétariat est, affirme-t-on alors, la bourgeoisie canadienne". L'on ne revient à la première position qu'en septembre 1939 et juin 1941, c'est-à-dire lorsque le P.C. est opposé à la guerre et qu'il accuse "le gouvernement canadien et la classe dominante d'être dépendants de l'hégémonie de l'impérialisme britannique en Europe". Jusqu'à la fin de la guerre, le débat sur le statut du Canada est subordonné à la lutte contre le fascisme (allemand). Dans les années d'après-guerre, le thème de "l'indépendance du Canada" réapparaît dans les analyses et discours des dirigeants du Parti, mais il s'agit de l'indépendance à l'égard de l'impérialisme américain : en 1948, le Comité national du Parti ouvrier-progressiste publie une brochure intitulée "Keep Canada Independent".

Ainsi, sauf durant les années 1930 qui se caractérisent par une radicalisation du mouvement communiste - "classe contre classe" - le P.C. apparaît largement "nationaliste", en ce sens qu'il est fermement engagé dans la lutte

¹ Penner, Norman, *The Canadian Left, A Critical Analysis*, Prentice-Hall of Canada, 1977. Chapter Four, "The Communist Party of Canada", 1921-1957 : The National Question", pp. 76-123.

pour l'indépendance du Canada (d'abord contre l'Angleterre et ensuite contre les États-Unis). Mais il n'en reconnaît pas pour autant la légitimité d'un nationalisme canadien-français : la libération nationale du peuple canadien-français est subordonnée au renversement de la domination américaine (sur le Canada) et à la révolution socialiste canadienne. Sur cette question (du Canada français), le P.C. manifeste spontanément une attitude politique caractéristique des milieux politiques canadiens-anglais; il tente aussi d'appliquer à la situation canadienne les thèses de Lénine et de Staline et les résolutions de l'Internationale communiste. Jusqu'à la fin des années 1930, le Parti demeure intransigeant à l'égard du nationalisme canadien-français, d'une part parce que celui-ci apparaît réactionnaire et teinté de corporatisme et que d'autre part il risque de diviser et d'affaiblir la classe ouvrière canadienne.¹ Le statut de "nation" n'est d'ailleurs pas accordé au peuple canadien-français qui constitue tout au plus un "groupe social" ou ethnique : dans un article publié en janvier 1935 dans *The Worker*, Fred Rose, qui s'inspire de la définition stalinienne de la nation, refuse en effet au Canada français le statut de nation puisque même s'il se caractérise par une communauté de langue, de territoire et de culture, celui-ci n'a pas une vie économique propre.

By no means must there be an underestimation of the nationalist sentiments that are deep-rooted among the French Canadian workers... Revolutionary internationalism is rapidly replacing reactionary nationalism... Nationalist separation can bring the French toilers only one thing - increased misery.²

Toutefois, même si le P.C. tend à identifier nationalisme canadien-français et nationalisme bourgeois et réactionnaire, il apparaît conscient de la nécessité de recruter au Québec des militants francophones et de diffuser sa ligne politique en langue française (publication de *L'Ouvrier canadien*, de *Vie ouvrière*, de *Clarté* et puis de *Combat*). D'ailleurs, le P.C. accepte en 1936 la nomination d'un président et d'un secrétaire de la section québécoise du Parti - en l'occurrence Evariste Dubé et Stanley B. Ryerson - et invite le président de cette section à présenter, lors du huitième congrès en octobre 1937, le rapport même du Parti, dans lequel on accorde une place importante à la situation du Québec : description de conditions économiques, sociales et hygiéniques (taux élevé de tuberculose, mortalité infantile, chômage, bas salaires, misère), identification des responsables que sont les "exploiteurs

¹ Pour une analyse détaillée de la position du P.C. à l'égard de la "question canadienne-française" au cours des années 1920 et 1930, voir : Bernard Gauvin, *Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française*, Thèse de maîtrise en Sciences politiques, UQAM, Montréal, 1978, 197 p.

² Cité par N. Penner, *The Canadian Left*, op. cit., p. 113. Cette position contredit celle qu'aurait adoptée le P.C. en 1934 dans un article intitulé "On Our Work Among the French Canadians" et publié dans une revue théorique (sans titre) : "While we do not make of the french question in Canada a national problem, we recognize that the French Canadians *form a nation*, that is, they occupy a common territory, they speak a common language, they have a common culture and are bound by a common economy..." (Cité in "Canadian Communists and the French-Canadian Nation", *The Marxist Quarterly*, no 15, automne 1965, p. 27).

multimillionnaires" et aussi Duplessis, "l'ennemi de la liberté, du travail et du peuple du Québec" etc.

Notre Parti proclame, conclut-on, que c'est par l'unité de tous contre les trusts que nous pouvons obtenir pour le Québec l'égalité économique, culturelle et politique - les choses dont notre peuple a été dépossédé par la dictature des multimillionnaires canadiens-français et canadiens-anglais !¹

Ainsi, il semble bien que dès le milieu des années 1930, le P.C. prend graduellement conscience de la spécificité de l'oppression du peuple canadien-français, mais il tend alors à considérer celui-ci moins comme une "nation" que comme une "minorité" dont les droits économiques, sociaux, et culturels ne sont pas respectés dans le cadre de la Confédération.

L'unification nationale du Canada n'est cependant que partielle, puisque le Québec demeure une "zone économique" dont le niveau de vie, au plan économique et culturel, est plus bas que celui des autres régions industrialisées du pays. Dans une série d'articles et d'ouvrages, Stanley Ryerson, qui est secrétaire de la section québécoise du P.C. et membre du Bureau central, entreprend pour sa part de mettre en lumière "l'inégalité sociale dont souffre encore le Canada français". Dans une petite brochure, qu'il publie en 1937 sous le titre *Le réveil du Canada français* et qu'il signe du pseudonyme E. Roger, il fournit quelques indices de la situation déplorable du Québec : salaires inférieurs à la moyenne des salaires payés dans les autres provinces, proportion plus élevée de "demi-illettrés et des illettrés complets", absence de bibliothèques publiques, taux élevé de tuberculose et mortalité infantile, etc. Cependant, même s'il attaque de façon virulente le "nationalisme petit-bourgeois canadien-français", qui est une "soupape de sûreté pour faire dévier l'opposition populaire contre le pillage capitaliste", Stanley B. Ryerson n'en reconnaît pas moins que "les droits des Canadiens français nous sont chers" et qu'il faut "s'opposer à toute atteinte ou tentative dirigée contre le statut du Québec, contre les droits acquis par cette province."²

En 1943, devenu directeur d'études au Comité national du Parti ouvrier-progressiste et rédacteur de la revue *National Affairs Monthly*, Ryerson consacre un ouvrage entier à la "question canadienne-française" : tout en fournissant de nouveaux indices de l'inégalité nationale (ventes au détail, revenus

¹ Cité in "Canadian Communists and the French-Canadian Nation", op. cit., pp. 29-30.

² Roger, E., *Le Réveil du Canada français*, Montréal, Éditions du peuple, 1937, p. 42. Dans ce texte, Ryerson souligne aussi les efforts réalisés au Québec par le P.C. pour y former une organisation solide et militante : "Le groupe de nos membres canadiens-français du Parti, qui s'est accru depuis la dernière Convention en 1934, a été consolidé et s'est élevé à un niveau politique supérieur. On a entraîné un personnel canadien-français où se recrutent les chefs de districts, de sections et de groupes; on les a formés au moyens d'écoles spéciales, de classes et de prises de contact avec les camarades plus âgés et plus expérimentés. Le Parti a pu prendre racine dans les villes de Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke. On a commencé avec succès à recruter des groupes de professions libérales et la plus grande activité se déploie dans chaque organisation." (*Ibid*, p. 46)

agricoles, situation de logement, insuffisance des services de bien-être social, etc.), il présente alors quelques analyses historiques (de la Confédération, de Louis Riel, de Wilfrid Laurier, etc.) et tente de réhabiliter "la tradition démocratique du mouvement nationaliste canadien-français, en particulier celle des Patriotes de 1837, dont le programme apparaît "profondément démocratique et progressiste" (autonomie du Canada vis-à-vis de Londres, abolition du système féodal, séparation de l'Église et de l'État, reconnaissance de fait et de droit de l'égalité politique des Canadiens français). Et à la revendication d'une égalité économique entre les Canadiens français et les Canadiens du reste du pays, "de l'Ontario surtout" (Première partie du livre : "Les conditions des nôtres"), se superpose une autre revendication, qui n'était pas comme telle formulée par l'auteur auparavant et qui concerne *l'égalité politique* entre les "deux nations qui habitent notre pays". D'ailleurs, en introduction, Stanley B. Ryerson définit le peuple canadien-français non plus seulement comme une minorité ou un groupe ethnique mais comme une *nation* :

Le peuple canadien-français s'est formé en nation à travers trois siècles de vie commune vécue sur son territoire : il a sa langue et sa culture à lui, son tempérament, sa vie économique et sociale. ¹

Cependant, il n'est nullement question de légitimer les revendications et les actions du mouvement nationaliste canadien-français qui, "après avoir débuté dans des luttes populaires et démocratiques, s'est laissé trahir," ² et qui sert maintenant les "intérêts des réactionnaires, des adversaires du progrès et des trustards". Tel est, par exemple, le cas de Maurice Duplessis qui, au nom de l'autonomie de la province de Québec, s'allie au premier ministre conservateur de l'Ontario, M. Drew, pour "barrer la route aux réformes sociales" et ainsi "s'opposer aux véritables intérêts de notre peuple". ³

Cet ouvrage, qui connaît une large diffusion dans les milieux anglophones et francophones, illustre certaines modifications dans l'analyse que le P.C. ou certains de ses membres font du Canada français. Progressivement, on tend en effet à éviter de réduire les Canadiens français au statut de minorité ou de groupe ethnique, pour leur attribuer une stature nationale et leur reconnaître des "droits politiques égaux". Et lorsqu'en 1943 le P.C. se transforme en Parti ouvrier-progressiste, il est fait explicitement référence, dans le programme, à la reconnaissance, par le système fédéral actuel, d'un "État autonome pour les Canadiens français". Toutefois en raison de sa politique internationale -

¹ Ryerson, Stanley B., *Le Canada français, sa Tradition, son Avenir*, Montréal, les éditions La Victoire Ltée, 1945, pp. 5-6. Cet ouvrage fut publié deux ans auparavant en anglais sous le titre *French Canada : A Study in Canadian Democracy*, Toronto, Progress Books, 1943.

² *Ibid*, p. 116.

³ *Ibid*, pp. 144-145. Pour Ryerson, le "sentiment national peut jouer un rôle tantôt progressiste, tantôt réactionnaire : cela dépend des classes sociales qui en assument la direction."

d'effort total de guerre - et aussi de son opposition au Bloc populaire, qui fait campagne contre la conscription et regroupe divers éléments nationalistes réactionnaires, il n'est guère possible pour le P.O.P. de prendre à son compte le mot d'ordre de l'auto-détermination.

Une telle prise de position n'est pas seulement, comme le prétend trop rapidement N. Penner, l'effet d'une "subordination de la théorie aux tactiques".¹ À moins de se nier en tant qu'organisation politique autonome et de se dissoudre dans d'autres organisations (par exemple, le Bloc populaire au Québec), le P.O.P. peut alors difficilement ne pas garder ses distances à l'égard du mouvement nationaliste, d'autant plus que la "conscience proprement nationale" ne se manifestait le plus souvent que chez des éléments de la classe supérieure francophone (membres du clergé et des professions libérales, universitaires, etc.). D'ailleurs, le seul fait que le drapeau "nationaliste" ou "autonomiste" soit le plus souvent agité par l'Union nationale et son chef, Maurice Duplessis, est suffisant pour éloigner et rendre méfiant le P.O.P. de toute rhétorique nationaliste. En particulier, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à un moment où le mouvement ouvrier québécois apparaît plus combatif et mène des luttes importantes - dans le secteur du textile, des mines, etc. - et que le gouvernement dirigé par Maurice Duplessis recourt à nouveau à la répression violente, l'adoption par le P.O.P. et les militants communistes qui agissent principalement sur la scène fédérale d'un point de vue proprement autonomiste aurait été quelque peu étonnant. La "lutte pour les aspirations nationales des Canadiens français" ne peut se limiter à la seule défense des droits constitutionnels; elle doit plutôt s'identifier à la "lutte de la classe ouvrière du Québec contre les trusts qui l'exploitent et la tiennent dans l'inégalité sociale, économique et politique pour mieux assurer leurs profits".² En d'autres termes, si "la lutte pour l'autonomie du Québec et son égalité avec les autres provinces" est légitime, ce n'est qu'en autant qu'elle vise d'abord "l'égalité sociale et économique du peuple québécois", c'est-à-dire, dans un premier temps ou à court terme, "l'égalité des salaires avec le reste du pays" et pour la "reconnaissance des droits démocratiques dont le droit d'organisation sans intervention d'une police d'État".³ Dans une série d'articles publiés dans *Combat*, Oscar Roy tente d'explicitier cette position tout en se situant par rapport au mouvement nationaliste québécois. Les principales propositions analytiques qui caractérisent sa problématique sont les suivantes :

1) La direction active du mouvement nationaliste du Québec est composée presque exclusivement d'éléments petits-bourgeois et "intellectuels";

2) La petite bourgeoisie canadienne-française est beaucoup plus près de la classe ouvrière que la bourgeoisie du Canada anglais; nos familles bourgeoises, à une ou deux générations de distance se réclament des origines paysannes ou ouvrières;

¹ Penner, N., *The Canadian Left*, op. cit., p. 120.

² Roy Oscar, "L'Enjeu des aspirations nationales à Lachute", *Combat*, 24 mai 1947, p. 1.

³ *Ibid.*

3) L'industrialisation croissante de la province de Québec et son urbanisation très rapide ont provoqué une mutation très profonde à la fois dans la composition et dans la façon de penser des masses canadiennes-françaises (la population urbaine du Québec représente 63 % de la population totale, à l'heure actuelle, ce qui renverse totalement la répartition d'avant-guerre);

4) Ce dernier facteur a amené une prolétarisation extrêmement rapide des masses, en développant chez elles une conscience de classe particulièrement rapide. La division de la société en classes devient plus apparente... ce qui tend à éliminer par voie de conséquence directe la ligne de démarcation entre les groupes nationaux. Ainsi, un patron anti-ouvrier est un ennemi de classe, qu'il soit français ou anglais et il est l'ennemi de la classe ouvrière entière, que les ouvriers soient français ou anglais;

5) Ainsi également, l'opposition traditionnelle des masses canadiennes-françaises à la domination impérialiste - qu'elle soit de caractère politique ou économique - se développe en une bataille directe contre le capital monopolisateur et ses valets - sans distinction de nationalité. ¹

Toutefois, l'auteur de ces propositions n'en reconnaît pas moins que le mouvement nationaliste - largement identifié au Bloc populaire - qui jusqu'à tout récemment "n'avait pas de base dans la vie du peuple", et véhiculait "des idéaux vagues comme la famille, l'Église et nos traditions", a corrigé quelques-unes de ces déficiences ou faiblesses en développant une "politique de réalité" et qu'il existe au sein du mouvement nationaliste un "groupe qui préconise un nationalisme réformateur" en "adoptant une nouvelle ligne politique de justice sociale et de lutte contre Duplessis". ² Enfin, même s'il n'est pas en mesure de prédire "quelle forme exacte prendra le nouveau mouvement nationaliste et quel sera son programme fondamental", Oscar Roy n'en pense pas moins qu'il "se battra pour l'égalité nationale des Canadiens français dans le cadre actuel de la société canadienne - remettant à plus tard la perspective d'une autonomie absolument complète de la nation canadienne-française". ³ L'adoption d'une telle "politique de réalité" n'est pas, et c'est là un aspect important de cette série d'articles publiés dans *Combat*, totalement indépendante de "l'activité du mouvement ouvrier" qui a, en quelque sorte, "contribué à susciter les conditions rendant possible le nouveau groupement nationaliste" et qui, si elle est encore plus prononcée, peut "stimuler la croissance de ce groupement". Il y a donc lieu d'esquisser les éléments d'une stratégie politique en vue de "la réalisation d'une grande unité populaire dans la province pour amener la défaite de la réaction et donner au Québec le gouvernement qui saura répondre aux besoins du peuple". ⁴ Dans une telle optique, l'action du

¹ Roy Oscar, "Développements, importants dans le mouvement nationaliste", *Combat*, vol. 1, n° 34, 18 juillet 1947, p. 1.

² *Ibid.* Parmi les éléments nationalistes réformateurs, qui "se situent aux antipodes de Duplessis et qui se modèlent ou s'inspirent des Fronts socialistes chrétiens d'Europe", l'auteur identifie Mrg Charbonneau, Me Jacques Perrault et aussi des journalistes du *Devoir* (Gérard Filion, André Laurendeau).

³ Roy, Oscar, "L'Apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste", *Combat*, vol. 1, n° 35, 26 juillet 1947, p. 1.

⁴ *Ibid.*

mouvement ouvrier, et particulièrement de son "aile gauche", se définit dans les termes suivants :

- 1) Créer une plus grande unité du mouvement syndical autour du programme fondamental d'égalité des salaires au Canada, du droit d'organisation et d'assemblée, de sécurité sociale pour les travailleurs du Québec;
- 2) Défendre le nouveau groupement d'éléments nationalistes progressistes contre les tentatives de division de la réaction - et particulièrement Duplessis - qui tentent d'entraver sa formation et son développement; on lui assurera ainsi la liberté de suivre son évolution naturelle et de lutter aux côtés des forces ouvrières progressistes;
- 3) Développer une action unie entre le mouvement ouvrier et ce nouveau groupement sur des points précis comme : la question du logement, sécurité sociale, assurance-santé nationale, etc.;
- 4) Étendre cette unité dans une campagne provinciale anti-Duplessis sur la base des besoins actuels du peuple de la Province de Québec. ¹

Mais la perspective d'une unité, au niveau d'actions concrètes, entre l'"aile gauche" du mouvement ouvrier et des éléments progressistes du mouvement nationaliste, ne signifie nullement un appui inconditionnel à la "lutte pour la défense de l'autonomie provinciale ". À la fin des années 1940, ce mot d'ordre demeure, entre les mains du premier ministre Duplessis, un moyen de "bloquer la législation sociale d'Ottawa" et de refuser toute réforme sociale. En réponse à un article d'André Laurendeau, publié dans *Le Devoir*, Gui Caron, chef provincial du Parti ouvrier-progressiste, met en évidence les intérêts que camoufle un tel mot d'ordre et qui sont ceux des "trustards".

Le mensonge de l'autonomie provinciale en danger a été, écrit-il, inventé par les trustards pour cacher la division réelle au sein du Québec, la division entre travailleurs et exploités.

La défense de l'autonomie provinciale est une idée de solidarité canadienne-française, c'est-à-dire une idée de soumission des travailleurs canadiens-français aux trustards du Québec au nom de nos saintes traditions.

Le mot d'ordre "défense de l'autonomie provinciale" a pour *but d'empêcher les travailleurs de s'unir sur la base de leurs intérêts économiques. Il vise à diviser les travailleurs selon leur langue et leur religion, afin de perpétuer leur esclavage de salariat.* ²

Il existe certes, pour le dirigeant québécois du P.O.P., une question canadienne-française mais avant d'être politique ("La redistribution des pouvoirs de taxation pour ouvrir la voie aux mesures de sécurité sociale, proposée par le gouvernement fédéral en 1945, n'affaiblira en rien les droits politiques du Canada français") celle-ci est d'abord économique.

¹ *Ibid.*

² Caron, Gui, "M. Caron répond à M. Laurendeau" *Combat*, vol. 1, n° 45, 11 octobre 1947, p. 1.

Ce qui est gravement en danger n'est point le survivance nationale, mais le bien-être physique, menacé par les hauts prix et les bas salaires, menacé d'une nouvelle crise économique avec son chômage et sa misère. Cette menace vient non pas de gens appartenant à une autre nation, mais de gens appartenant à une autre classe de la société - elle vient de la rapacité des exploiters capitalistes, canadiens-français, canadiens-anglais et américains.¹

Ces propos sont tenus quelques jours avant que ne s'ouvre à Montréal le 5e Congrès provincial du Parti ouvrier-progressiste. Au cours de l'été précédent, le chef fédéral du P.O.P., Tim Buck, a lui-même réaffirmé la position de son parti au sujet de la querelle entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois et, plus largement, au sujet de la "question canadienne-française". Tout en reconnaissant comme légitime "l'aspiration profondément démocratique du Canada français à une autodétermination nationale", il précise que la poursuite de cet objectif implique d'abord (et maintenant) la réalisation d'une "égalité nationale complète pour le Canada français, c'est-à-dire "l'abolition des inégalités économiques, éducationnelles, sociales et autres imposées aux masses du peuple du Canada français".² En d'autres termes, l'"intérêt national" se définit en fonction du "bien-être de la grande masse des gens qui constitue la nation" et implique, en particulier pour la province de Québec où l'on trouve "les salaires les plus bas, les standards d'éducation et de service social les plus faibles et les conditions de travail les plus mauvaises du Canada", une redistribution des revenus. La "voie de la véritable autodétermination nationale" passe ainsi par "l'action de toutes les forces démocratiques contre les trustards" et conduira, par l'obtention même des diverses réformes (services sociaux, sécurité sociale, éducation publique, etc.), à une "réforme des relations entre les provinces et le Dominion et éventuellement à une mise à jour de la Constitution".

It is the task of the L.P.P., conclut-il, to help progressive people in French Canada, serious minded nationalists included, to realize that democratic modernization of our constitution, without any weakening of the constitutional guarantees that the people of French Canada prize is one of the indispensable elements of complete national self-determination for French Canada.³

En octobre 1947, au 5e Congrès provincial du Parti ouvrier-progressiste, l'analyse et aussi la position politique qu'adopte Tim Buck au sujet de la querelle entre le gouvernement fédéral et le Québec sont entérinées. La réalisation de l'égalité nationale, qui se mesure par "l'augmentation des salaires, l'établissement des services sociaux, l'élévation des standards de vie généraux du Québec au niveau de ceux qui existent dans la province industrielle de l'Ontario", exige "une transformation dans la distribution du revenu national et l'application d'une législation sociale couvrant tout le pays" et par là même

¹ *Ibid.*

² Buck, Tim, "The Real Issue in Quebec" (1947), in Tim Buck, *Our Fight for Canada*, Selected Writings (1923-1959), Toronto, Progress Books, 1959, pp. 299-300.

³ *Ibid.*, p. 307.

nécessite une "redistribution des pouvoirs de taxation et des responsabilités gouvernementales entre le fédéral et les provinces".¹ Par ailleurs, le P.O.P. adopte, à son congrès, un programme d'action et de revendication "pour retarder la venue de la crise économique, pour protéger le peuple contre les effets de la crise et comme pas de l'avant vers l'égalité nationale pour le Canada français". Ce programme, qui entre autres demande la "nationalisation des pouvoirs hydro-électriques et des moyens de transports urbains par le gouvernement provincial, accorde une grande place aux problèmes constitutionnels (les pouvoirs de taxation) et recommande diverses modifications à l'article 5 :

5 - Entente constitutionnelle fédérale-provinciale :

Négociation avec le gouvernement fédéral et les autres provinces afin de pouvoir réaliser les modifications constitutionnelles qui permettront au Canada d'amender sa propre constitution. Remettre entièrement au gouvernement fédéral la responsabilité des services sociaux, du contrôle des prix, des salaires minimums, des services de secours aux chômeurs. Reconnaissance du droit du Canada français à l'égalité nationale.²

Si, à ce congrès, se manifeste au sein de la délégation francophone une profonde divergence, qui conduit à un éclatement du Parti (près de trois cents des sept cents délégués quittent, selon l'évaluation de certains participants, le congrès), ce n'est donc pas seulement parce que le Parti ouvrier-progressiste néglige la "question canadienne-française". Il y a certes au sujet des ententes fédérales-provinciales une divergence, les éléments les plus "nationalistes" du Parti refusant tout accroissement des pouvoirs (de taxation) et des responsabilités du gouvernement fédéral. Mais le conflit qui oppose alors les dirigeants québécois du P.O.P. comme Gui Caron, le Dr Longpré, Danielle Cuisinier à des militants francophones du Parti dont Henri Gagnon,³ E. Samuel, E. Dubé, touche aussi au mode de fonctionnement, à l'autonomie, d'action du groupe francophone au sein du Parti.⁴ D'ailleurs, la résolution qui est présentée dès l'ouverture du congrès et, selon certains, "en surprise, avant

¹ "Le 5e Congrès provincial du P.O.P. attaque la politique antinationale de Duplessis", *Combat*, vol. 1, n° 47, 23 octobre 1947, p. 1.

² "Programme du Parti ouvrier-progressiste", *Combat*, vol. 1, n° 47, 25 octobre 1947, p. 1.

³ Depuis le début des années 1940, Henri Gagnon est très actif au sein du Parti, particulièrement au niveau des Jeunesse communistes et au moment où le Congrès décide de l'exclure, il a entrepris une bataille en faveur des "squatters" qui est d'ailleurs largement publicisée par *Combat*, (H. Gagnon, "Les condamnés de Sainte-Hélène", *Combat*, 11 janvier 1947, p. 1).

⁴ Dans les documents qu'il diffuse par la suite, Henri Gagnon fait aussi référence à d'autres divergences. Ainsi parlant de l'action des militants, il refuse de la limiter au seul secteur trade-unioniste et condamne une "tendance économiste qui conduit les militants à limiter leur travail à atteindre certains postes stratégiques" et qui risque de les faire "glisser vers le bureaucratisme syndical". Par ailleurs, celui-ci reconnaît toujours la nécessité de maintenir une "forme illégale (clandestine) d'organisation parallèlement aux forces légales d'organisation : "La nécessité de construire un grand Parti n'exclut pas, écrit-il, la nécessité de conserver en tout temps un appareil de combat illégal" (*Contribution pour l'avancement des forces progressives dans Québec*, vol. 1, n° 1, 1948).

même toute discussion politique", dénonce l'existence d'une tendance qui, tout en "constituant une déviation nationaliste, antimarxiste", a pris le "caractère d'une faction", s'est isolée et s'est opposée à "la direction du centre du Parti" :

Ce 5e congrès provincial du Parti ouvrier progressiste constate la présence dans le Parti d'une tendance hostile au marxisme et cristallisée dans un groupement qui prend le caractère d'une faction :

La tendance en question, qui constitue une déviation nationaliste, antimarxiste, se caractérise par les traits suivants:

- (a) *adopter dans la question des relations fédérales-provinciales le point de vue du nationalisme avec refus, dans la pratique, de lutter pour la ligne du Parti sur cette question ;*
- (b) *au lieu de concentrer tous les efforts vers l'appui et la participation active aux luttes du prolétariat industriel, s'en isoler, négliger le travail industriel, et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel; rejeter le travail conjoint dans la lutte des consommateurs parce qu'ici, comme dans le travail industriel, il faut travailler avec les "Anglais";*
- (c) *exprimer ouvertement une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme, faire de l'antisémitisme, propager le séparatisme organisationnel et politique dans le Parti;*
- (d) *prendre une attitude de négligence et de mépris à l'égard de l'étude théorique, de la lutte pour maîtriser le marxisme;*
- (e) *rejeter en pratique le principe de l'unité internationaliste du Parti dans Québec et au Canada; prendre une attitude d'hostilité envers la direction du centre du Parti; tenter d'organiser une faction en opposition à la direction du Parti.*

Le Congrès condamne catégoriquement cette tendance néfaste et inadmissible dont les représentants principaux sont les camarades E. Samuel, G. Pellerin et M. Lapalme, et déclare que ces camarades doivent cesser d'occuper des postes responsables dans le Parti. En plus, le Congrès critique sévèrement le camarade H. Gagnon qui a donné son appui à ce groupement, utilisant à cette fin son poste d'organisateur, et exige que le camarade Gagnon corrige dès maintenant son attitude et entreprenne une lutte pour améliorer le caractère de son travail. ¹

L'on peut certes s'étonner que le Parti adopte une telle procédure qui réduit au minimum tout débat, pour régler une divergence idéologique et politique entre ses membres. Cependant, et cela même si certaines de ces critiques dévoilent des faiblesses réelles du P.O.P., rien ne prédispose alors le Parti à reprendre à son compte le mot d'ordre de "l'autonomie provinciale". En effet, ni la conjoncture internationale, ni le contexte social, politique et économique du Canada et du Québec, ni sa doctrine politique (marxiste), ni son mode de fonctionnement et sa composition ethnique ne pouvaient inciter le P.C. à donner son appui aux politiques du gouvernement de Duplessis et à s'opposer à l'introduction, par le gouvernement libéral fédéral, d'importantes réformes sociales. D'ailleurs, dans cette querelle constitutionnelle, la plupart des autres

¹ Cité par Henri Gagnon in *Contribution pour l'avancement des forces progressives dans Québec*, vol. 1, n° 1, 1948, p. 1.

éléments progressistes du Québec dénoncent aussi l'attitude démagogique du premier ministre Duplessis. Par exemple, les jeunes spécialistes en sciences sociales de l'Université Laval et aussi les intellectuels et les universitaires qui se regrouperont autour de la revue *Cité Libre* n'hésitent pas à intervenir dans le débat et apparaissent "fédéralistes" ou "centralisateurs".

La scission qui se crée au sein du P.O.P. à propos de la question nationale n'est évidemment pas sans affaiblir l'action du Parti et les diverses activités de ses membres. Le départ de nombreux militants francophones, dont certains participeront à la mise sur pied de l'éphémère Parti communiste canadien-français (1945-1951), oblige en effet le P.O.P. à consacrer beaucoup d'énergie à "panser les plaies" et à discuter longuement de la possibilité et des conditions de réintégration des militants exclus.

La chasse aux communistes

[Retour à la table des matières](#)

L'action des militants communistes au Québec est également gravement affectée, voire paralysée, en cette fin des années 40 par la "chasse aux communistes" entreprise non seulement aux États-Unis mais aussi au Canada et au Québec. Cette "chasse" est d'abord amorcée par des mouvements conservateurs ou par des organisations liées au patronat. Ainsi, en 1947, la Chambre de Commerce diffuse largement une brochure intitulée *La menace communiste au Canada*, dans laquelle elle cherche à dévoiler "l'infiltration communiste dans les unions" et à "dépister les crypto-communistes" qu'elle considère comme "dangereux".¹ Il s'agit d'une véritable campagne idéologique sur les thèmes "Liberté ou barbarie" :

Les communistes sont, pour notre genre de vie canadien, une menace évidente et indéniable. Dans un Canada soviétique, tout citoyen survivant serait soumis à un contrôle rigide et tyrannique de tous les détails de son existence. Il ne lui serait pas permis de choisir ou de changer d'emploi. S'il osait maugréer, il pourrait être expulsé de son logis. Pour retard, il pourrait être envoyé dans un camp de concentration au Yukon. Pour tenter de s'évader d'un tel Canada, il serait fusillé et sa famille innocente serait condamnée à cinq ans de service pénal.²

¹ La Chambre de commerce du Canada, *La Menace communiste au Canada*, 1947, p. 25. Sur la base d'informations fournies par le *Canadian Tribune*, sur les membres du comité national du Parti ouvrier-progressiste, ce document tente d'établir "la liste des dirigeants communistes".

² *Ibid*, p. 26.

Pour leur part, les gouvernements provincial et fédéral font aussi de plus en plus souvent référence à la menace du communisme et n'hésitent pas à recourir à l'intimidation et aussi à recourir à la répression contre des militants communistes et contre des membres d'organisations syndicales et progressistes. C'est dans ce contexte politique - identifié aux États-Unis au maccarthisme et symbolisé par le procès des Rosenberg - qu'en 1946 le député fédéral de Cartier et membre du Parti ouvrier-progressiste, Fred Rose, est arrêté par la G. R.C., puis condamné pour espionnage. Il sera par la suite déporté en Pologne. Connue dans les annales juridiques sous le nom d' "Affaire Gousenko" (du nom du commis de l'ambassade de l'U.R.S.S. qui transmits au ministre de la Justice les documents inculpant Fred Rose), cet événement a un retentissement considérable : mise sur pied d'une Commission royale d'enquête, recours à la loi des mesures de guerre pour adopter en secret un ordre-en-conseil autorisant la G.R.C. à détenir les personnes soupçonnées de communiquer des informations à des puissances étrangères (octobre 1945), arrestation de treize suspects qui sont interrogées sans qu'il n'y ait d'accusation formelle (février 1946), condamnation de Fred Rose à six ans d'emprisonnement (15 juin 1946), etc.

Cette condamnation-répression ne parvient peut-être pas à faire disparaître le mouvement communiste, mais surtout parce qu'il n'est pas encore très fortement enraciné et qu'il est tirillé par des dissensions internes, elle l'affaiblit considérablement. Elle écarte de la scène politique l'un de ses militants les plus actifs et les plus admirés, Fred Rose qui était devenu depuis l'âge de dix-huit ans un permanent du parti. Il était également consacré, au cours des années 1940, comme la figure la plus importante du mouvement au Québec. De plus, la "chasse aux communistes", menée au sein même des syndicats (expulsion de militants des postes de direction qu'ils détiennent, marginalisation des syndicats qu'ils animent)¹, démobilise nombre de militants et fait perdre au Parti son audience (et sa crédibilité) auprès de larges couches de la population. Cette répression est alors d'autant plus efficace qu'elle coïncide avec une rapide croissance économique qui tend à satisfaire plusieurs "revendications immédiates" (ou économiques) des classes populaires.

¹ "Perspectives historiques sur le P.C.C.", *Mobilisation*, vol. 4 n° 4, pp. 20-21. Ce contexte politique pousse aussi certains militants à quitter le Parti et parfois à le "trahir".



[Retour à la table des matières](#)

Photo 3 : Des membres canadiens des brigades internationales sur les amènerait en France en 1936.

Postface

[Retour à la table des matières](#)

La référence au contexte nord-américain ("Aucun parti communiste n'a réussi à s'implanter en Amérique du Nord") sert souvent d'explication à l'échec du P.C. au Canada et au Québec. Caractérisé par la démocratie des institutions politiques et par la grande possibilité de mobilité au sein de structure sociale (et par là, d'accès à la richesse), un tel contexte ne réunirait guère les conditions favorables à l'émergence et au développement d'un mouvement communiste fort et bien organisé.¹ Sans être totalement fausse, une telle explication apparaît cependant incomplète et facile parce qu'elle autorise à faire l'économie d'une analyse qui prendrait en considération les caractéristiques propres de la formation sociale québécoise et canadienne.

Marcel Rioux formule pour sa part l'hypothèse suivante : le "retard historique" qui caractérise le Québec (retard économique, dépendance à l'égard des États-Unis et du Canada anglais, minorisation de la population canadienne-

¹ Marcel Rioux a déjà présenté les diverses raisons qu'invoquent les auteurs qui ont étudié la question : "1) le libéralisme, 2) la force ouvrière et la mobilité sociale, 3) la politique américaine, 4) l'idéologie américaine, 5) la morale et la politique. Le pays a bénéficié, conclut-il, de conditions économiques particulièrement favorables et le capitalisme concurrentiel d'abord et monopolistique de nos jours a pu s'y développer librement. La "première nouvelle nation", comme l'appelle Lipset, a bouclé la boucle du libéralisme et du capitalisme. Dans cette société, dans ce continent qui possédait tous les atouts pour pousser à bout l'expérience de la libre entreprise et qui a raffiné l'art de l'abondance et du gaspillage, le socialisme n'a pu se constituer une clientèle électorale." (Marcel Rioux, "Le Socialisme aux USA," *Socialisme*, vol. 1, no 1, printemps 1964, pp. 104-105).

française au sein du Canada, etc.) constituerait un "privilège" lui permettant de "faire un bond plus vite vers la démocratie économique et sociale".¹

Dans un texte plus récent, Jacques Dofny est aussi d'accord pour affirmer que "les arguments expliquant l'échec du socialisme aux États-Unis ne jouent pratiquement pas au Québec" :

Il n'y a pas d'idéologie de la réussite individuelle protestante (du moins ce n'est pas enraciné). L'idéologie socialiste, est très forte. Elle s'appuie sur une société encore ethniquement et culturellement homogène et non sur des couches hétérogènes d'immigrants. Ce n'est pas un pays ayant devant lui un champ de croissance quasi illimité, c'est une ancienne colonie, aux faibles moyens financiers mais aux richesses naturelles importantes; de plus, c'est une société connaissant un des taux, si ce n'est le taux de chômage le plus élevé en Occident. Enfin et surtout, c'est une société sans grande bourgeoisie capitaliste et, où par conséquent, le rôle de l'État est primordial.²

La mise en évidence des seules caractéristiques spécifiques à la société québécoise n'est certes pas sans danger et peut conduire à énumérer divers facteurs dans le seul but de "permettre d'espérer en la naissance d'un fort mouvement socialiste". Toute la difficulté d'une analyse du développement du P.C. au Québec est en fait d'être en mesure, sans minimiser l'existence de caractéristiques profondes communes aux sociétés américaine et québécoise (et canadienne) et à leurs classes ouvrières, de prendre en considération un certain nombre de traits spécifiques à la formation sociale québécoise et canadienne, en particulier 1) sa structure politique, 2) sa structure sociale et 3) enfin la position et la fonction des intellectuels. Il ne s'agit donc pas de chercher des arguments pour disqualifier a posteriori les efforts des "vieux" militants communistes des années 1930 et 1940 mais bien d'explicitier les diverses conditions sociales, politiques et économiques qui ont rendu plus ou moins facile, selon les conjonctures, l'organisation d'un mouvement communiste au Québec et qui ont ni la pratique politique de ses militants.

Le champ politique canadien

[Retour à la table des matières](#)

Pour plusieurs politicologues canadiens, il ne semble faire aucun doute qu'un tiers-parti ne puisse réussir à s'implanter sur la scène fédérale qu'à la condition de répondre à des demandes locales ou provinciales et de se donner

¹ *ibid*, pp. 106-107.

² Dofny, Jacques, "Vers un mouvement socialiste québécois", *Politique Aujourd'hui*, n° 7-8, 1978, p. 189.

au départ une base provinciale forte.¹ C'est en effet en référence à la scène politique provinciale qui, en raison à la fois de sa proximité et de ses champs de juridiction (éducation, affaires sociales et santé), est, sauf dans des conjonctures particulières (guerre, crise, etc.), plus visible aux citoyens, que semble se constituer la première et la plus profonde identité politique. Cette "balkanisation" de la société canadienne correspond au mode de développement économique que celle-ci connaît depuis la fin du XIXe siècle et qui se caractérise par "l'apparition d'un ensemble d'économies régionales, basée sur des ressources naturelles sous la juridiction des provinces et dépendant étroitement de l'investissement américain direct"; en d'autres termes, parce que l'économie canadienne est largement liée à l'exploitation des ressources naturelles (pétrole et gaz naturel, bois, électricité) et qu'elle a conduit à une spécialisation régionale, la classe dominante s'est elle-même divisée en fractions régionales, qui ont cherché à s'appuyer sur les États provinciaux pour défendre leurs intérêts spécifiques.² À partir des années 1930 plus particulièrement, l'action des gouvernements provinciaux s'est accrue en importance (budget de la voirie, de l'éducation) et a provoqué une demande de décentralisation des pouvoirs (dont les pouvoirs de taxation) du gouvernement central vers les provinces. Au Québec, cette transformation suscite alors la renaissance d'un mouvement autonomiste et entraîne l'affaiblissement de la scène fédérale en tant que pôle de référence ou d'identification politique. D'ailleurs, lorsque le Parti conservateur reprend des mains du Parti libéral le pouvoir politique au Québec, il doit, au milieu des années 1930, se donner une base proprement provinciale et changer de nom (Union nationale), adopter un nouveau programme politique plus progressiste et plus nationaliste et établir de nouvelles alliances (avec l'Action libérale nationale), bref se donner une nouvelle image politique en prenant ses distances à l'égard du Parti conservateur du Canada.

Pour un mouvement politique comme le Parti communiste canadien qui, fondé au début des années 1920, s'organise en force politique au cours des années 1930, le paradoxe est de devoir s'implanter comme tiers-parti sur la scène politique canadienne caractérisée par le bipartisme, sans pouvoir au préalable se donner une assise provinciale solide. Ni son organisation interne, ni son programme ne le prédisposent à privilégier au départ la scène politique provinciale. Parce que son objectif est beaucoup moins la simple gestion des problèmes économiques et sociaux de diverses populations que la transformation des rapports sociaux au sein d'une formation sociale, le Parti est amené à définir les enjeux les plus importants au niveau politique le plus large et à se battre contre un ennemi principal, la bourgeoisie canadienne. Or une telle

¹ Voir F.C. Engelmann et M.A. Schwartz, *Canadian Political Parties : Origin, Character and Impact*, Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1975, pp. 60-68.

² Stevenson, Garth, "Federalism and the Political Economy of the Canadian State", in Leo Panitch, Ed., *The Canadian State, Political Economy and Political Power*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, pp. 71-101.

orientation peut d'autant plus difficilement mobiliser de larges couches de la population qu'elle s'inscrit dans un champ politique subdivisé en scènes provinciales et qu'elle conduit à une opposition entre une classe ouvrière fortement diversifiée et une bourgeoisie canadienne qui, en tant que groupe unifié et homogène, demeure largement une abstraction.

Il n'est donc pas étonnant que les seuls moments où le P.C. obtient une audience auprès de la population canadienne (et québécoise) coïncide avec des conjonctures politiques et économiques particulières, pendant lesquelles la scène politique fédérale redevient soudainement significative pour l'ensemble des citoyens canadiens : la grande crise des années 1930 (mouvement de chômeurs) et la Seconde Guerre mondiale (crise de la conscription, effort total de guerre). Pendant ces périodes, les divisions politiques internes (libéraux/conservateurs ou rouges/bleus, nationalistes/fédéralistes, anglophones/francophone) s'effacent devant une menace ou un danger d'origine externe, permettant à un programme politique comme celui que défend le P.C. (qui, tout en se situant au niveau national, prend en considération le contexte international) d'acquiescer plus facilement une visibilité et aussi une crédibilité auprès de groupes sociaux. Ceux-ci vivent alors des transformations économiques et politiques rapides, qui modifient leur trajectoire sociale et restructurent leur représentation du monde social et leur conception même de la politique.

Par exemple, pour des milliers de jeunes qui, au moment où l'économie mondiale s'écroule, se retrouvent en chômage et qui, souvent, venaient de quitter le milieu rural pour "faire fortune en ville" les anciennes distinctions politiques (route ou libéraux/bleus ou conservateurs) et plus largement les représentations traditionnelles du monde social (référence au droit naturel pour légitimer le pouvoir et les privilèges de la classe dominante) ne sont guère opérantes pour structurer une vision politique et pour fournir des explications cohérentes. Cette "mise en disponibilité" sociale et idéologique constitue une condition de l'organisation d'un mouvement communiste. Mais, jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, celle-ci ne semble avoir été au Québec que partielle, peut-être en raison de la force des réseaux sociaux (parenté, paroisse, village ou quartier) qui quadrillent toujours l'ensemble de substituer la distinction démocratie-fasciste aux anciennes distinctions une très grande mobilité géographique d'une partie importante de la population et aussi une "ouverture sur le monde", il ne fut guère possible de substituer la distinction démocrate "fasciste aux anciennes distinctions (et querelles) politiques et de développer un large mouvement antifasciste. Ce mouvement, qui ne fut certes pas sans importance, a touché principalement les groupes néo-canadiens déjà sensibilisés en raison de leur histoire, et n'a mobilisé, en milieu francophone, que des éléments plus scolarisés des milieux urbains.

L'on peut certes penser que le développement d'un mouvement communiste est déterminé par le mûrissement des contradictions entre forces

productives et rapports sociaux de production, mais son organisation exige au départ la "mise en disponibilité" à la fois sociale et idéologique de groupes et catégories sociales. Un tel mouvement repose en effet sur un profond travail idéologique et doit opérer une resocialisation politique entière de ses (futurs) membres : acquisition d'un vocabulaire et de classifications politiques nouvelles, connaissance d'ouvrages théoriques et historiques, militantisme, etc. Or, tant que les réseaux de base (parenté, paroisse, village ou quartier) demeurent des facteurs d'intégration plus importants que, par exemple, l'occupation et qu'ils sont les véhicules de l'idéologie et de la culture politique, il est difficile d'en diffuser une seconde qui, introduisant de nouvelles oppositions (gauche/droite, bourgeoisie/prolétariat, démocrate/fasciste), n'est pas du tout articulée à la compréhension immédiate que les gens ont de la réalité politique (sens commun).

La culture politique doit, si elle veut sortir des milieux proprement académiques, être proche de la culture populaire, sur laquelle elle doit s'appuyer ou dont elle doit s'inspirer.¹ De toute évidence, ni le contexte idéologique québécois, ni la structure du champ politique canadien ne facilite, entre les années 1920 et 1950, le travail politico-idéologique qu'entreprend alors le P.C. : souvent repliées sur les communautés locales, de larges couches de la population francophone du Québec, qui s'identifient comme canadiennes-françaises et catholiques, demeurent davantage préoccupées par les problèmes locaux ou tout simplement par les problèmes de subsistance et laissent aux notables, qui ont la maîtrise de la culture politique et l'art de la parole, la responsabilité de discuter des "grands" problèmes et de les représenter au sein des diverses instances politiques.

Si au cours des années 1920-1950 l'action du Parti communiste apparaît plus efficace auprès des néo-canadiens, c'est que, en raison même de leur grande mobilité géographique (d'une ville à une autre, d'une province à une autre), ils sont souvent faiblement intégrés au plan local et qu'ils tendent, au plan politique, à se référer uniquement ou principalement au gouvernement fédéral, dont dépendent directement les politiques d'immigration. Le P.C. leur offre une participation à la vie politique canadienne tout en leur assurant une plus forte intégration sociale; le P.C. est d'ailleurs apparu pendant longtemps comme une "fédération de groupes ethniques".

Mais en plus de ce problème d'identification politique (nationale/locale), il en est un autre que pose la structure politique canadienne et qui risque de paralyser l'action d'un mouvement politique dont la compréhension du monde

¹ À ce sujet, voir *Gramsci dans le texte*, Paris, Éditions Sociales, 1975. Parmi les théoriciens marxistes, Gramsci est peut-être celui qui est le plus sensible à ce problème : en effet, pour celui-ci une nouvelle culture et une nouvelle philosophie doivent trouver leur point de départ dans le "sens commun" sur lequel elles s'appuient tout en le critiquant.

social et la stratégie politique reposent sur la division de la société en classes sociales antagonistes (bourgeoisie/prolétariat). Parce qu'elle découpe le pays en territoires bien identifiés, délimités et relativement autonomes (provinces), la structure fédérale tend en effet à masquer les oppositions sociales fondamentales pour leur substituer d'autres oppositions (pouvoir central/pouvoirs locaux).

Classes sociales et groupes ethniques

[Retour à la table des matières](#)

Tout en fournissant les conditions politiques du développement du système capitaliste, l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, qui crée en 1867 la Confédération canadienne, vise aussi à régulariser (et à régler) les relations entre les groupes nationaux anglophone et francophone. Toutefois, la solution que la structure fédérale fournit à la "question nationale" apparaît coûteuse (dédoublage des institutions politiques) et demeure partielle : cantonnés sur le territoire de la Province de Québec, les francophones parviennent, en s'appuyant sur diverses institutions sociales et financières propres et sur le pouvoir d'État (provincial), à éviter l'assimilation et développer alors une "conscience nationale". Mais la formule du fédéralisme n'offre pas moins, en système capitaliste, des avantages indéniables : en raison même à la fois de sa complexité et de sa souplesse (possibilité d'accroître ou de diminuer le degré de centralisation)¹, celle-ci rend toujours difficile l'identification des niveaux de responsabilité et polarise l'attention sur de (faux) débats constitutionnels.

De toute évidence, le Parti communiste s'est mal adapté à la structure politique canadienne. Fortement centralisé et mieux implanté en milieux anglophones, il s'est peu préoccupé des scènes politiques provinciales et a d'abord cherché à conquérir le pouvoir d'État central (fédéral). Par ailleurs, la doctrine politique dont hérite alors le Parti ne le prédispose guère à manifester une grande sensibilité à la "question nationale", et cela d'autant moins qu'au Québec, jusqu'à la fin des années 1950, les "nationalistes" sont, au plan

¹ Dans son ouvrage, *Le Fédéralisme canadien*, (Québec, Presses de l'Université Laval, 1954), Maurice Lamontagne utilise la formule suivante - qui est aussi un slogan - pour décrire le fédéralisme : "Autant de décentralisation que possible, autant de centralisation que nécessaire."

idéologique et politique, conservateurs et ouvertement anticommunistes. C'est à la demande de ces éléments nationalistes et des organisations catholiques que le gouvernement de l'Union nationale, dirigé par Duplessis, adopte la Loi du Cadenas (1937) et entreprend la chasse aux militants communistes. Que le P.C. et même ses militants québécois aient négligé la "question nationale" n'est donc pas seulement le résultat d'une fausse analyse de la situation, d'une "erreur" de perspective; cette attitude est aussi largement déterminée par la conjoncture idéologique et politique qui contraint tous ceux qui luttent pour la transformation de la société québécoise en une "société moderne" (développement des forces productives, modernisation des appareils de gestion politique) à se distancer de ceux qui tiennent un discours nationaliste - et qui à l'occasion montrent une sympathie à l'égard du "corporatisme" de Mussolini ou de Salazar - et à considérer que la résolution du problème canadien-français passe par une plus grande centralisation des pouvoirs au niveau du gouvernement central (fédéral).

Parce que le problème canadien-français lui apparaît d'abord économique, i.e. lié au retard de l'industrialisation du Québec, le P.C. tend à croire que seul un nouveau mode d'intervention du gouvernement fédéral (élaboration de politiques sociales, nationalisations) peut assurer une distribution des revenus entre tous les citoyens et toutes les régions du Canada et atténuer les tensions entre les deux principaux groupes linguistiques. En d'autres termes, les tenants de la "modernité" peuvent alors difficilement ne pas être "fédéralistes" et sont souvent identifiés par le gouvernement de Duplessis et les éléments nationalistes comme des "communistes". Tel est le cas des professeurs et étudiants de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval qui critiquent le mode de gestion et les politiques autonomistes du gouvernement de l'Union nationale. D'ailleurs, le doyen de cette Faculté, le R.P. G.H. Lévesque, reprochera au premier ministre Maurice Duplessis d'utiliser de façon démagogique, c'est-à-dire de façon à légitimer ses politiques réactionnaires et répressives à l'égard de la classe ouvrière, le "danger du communisme".

En raison même de la structuration du champ politique québécois entre les années 1932 et 1950, les militants communistes qui prennent ouvertement parti pour le "progrès" -ils veulent sortir le Québec du "Moyen-Âge" - ne peuvent, au moment où ils s'engagent dans l'action politique, s'identifier au courant nationaliste. Leur position dans le champ politique et leur doctrine politique les amènent à substituer à l'opposition des groupes nationaux celle des classes sociales et à réduire cette opposition entre les groupes nationaux à une opposition entre groupes ethniques ou linguistiques. ¹

¹ Cette réduction est aussi présente dans la littérature marxiste québécoise contemporaine (Gilles Bourque, *La Question nationale et l'État capitaliste*, Montréal, P.U.M., 1978).

Mais aussi logique que puisse alors apparaître en référence à la théorie marxiste-léniniste une telle analyse ou prise de position, celle-ci ne s'écarte pas moins du "sens commun" (ou du "bon sens"), propre aux milieux ouvriers québécois francophones dans lesquels militent des membres du P.C. En effet, comme le remarque Fernand Harvey, la classe ouvrière québécoise se distingue (comme d'ailleurs l'ensemble de la classe ouvrière nord-américaine) de la classe ouvrière européenne à cause du phénomène des vagues successives d'immigration qui ont empêché la stabilisation de cette classe et le développement d'une culture ouvrière homogène.¹ Composée de groupes d'immigrants différents, celle-ci se trouve aussi, en raison de la mobilité que connaissent certains groupes, par exemple les ouvriers qualifiés d'origine anglaise ou écossaise, fortement stratifiée : les francophones sont ainsi demeurés majoritairement des ouvriers non-qualifiés et des salariés faiblement rétribués. Enfin la distinction bourgeoisie/classe ouvrière recoupe dans une large mesure, au Québec, l'opposition anglophone/francophone; à l'exception des membres des professions libérales, qui ne détiennent habituellement qu'un faible capital économique et de quelques entrepreneurs et financiers, la bourgeoisie est, au moment de l'industrialisation de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, majoritairement anglophone.

La notion de "classe ethnique" qu'introduit en 1965 le sociologue Marcel Rioux² est manifestement, au plan théorique, ambiguë, mais elle parvient à rendre compte de cette situation particulière. Il serait peut-être préférable de parler pour le Canada d'un "double Marché du travail"³ qui, même s'il favorise certaines catégories (monopole du marché des professions libérales et de la fonction publique provinciale), n'en exclut pas moins l'ensemble des francophones des positions supérieures dans les entreprises et les institutions financières. Toute la question est de savoir si la seule transformation des rapports de production peut éliminer cette dualité du marché du travail du Canada. Le faible intérêt que les Québécois francophones manifestent à l'égard de l'action politique sur la scène fédérale n'est pas indépendant de la faible probabilité qu'ils ont d'accéder, sur ce marché, à des positions supérieures. En tant que parti politique canadien, le P.C. lui-même n'a guère pu éviter cette situation qui l'a contraint à ne déléguer aux militants francophones, demeurés minoritaires au sein du mouvement, que des responsabilités secondaires et souvent symboliques. Ce n'est pas tant le "chauvinisme" des Canadiens anglais qu'un mécanisme proprement structurel qui tend à exclure

¹ Harvey, Fernand, "Technologie et organisation du travail à la fin du XIXe siècle : le cas du Québec", *Recherches sociographiques*, XVIII, 3, sept-déc. 1977, pp. 397-415.

² Rioux, Marcel, "Conscience ethnique et conscience de classe au Québec", *Recherches sociographiques*, vol. 6, n° 1, janvier-avril 1965, pp. 99-108.

³ Bonanich, E., "A Theory of Ethnic Antagonism : the Split Labor Market", *American Sociological Review*, vol, 37, 1972.

des positions supérieures sur les divers marchés nationaux (économique, politique) les membres de la minorité francophone.¹

Ainsi, même si le Québec présente souvent toutes les apparences d'une région industrielle avancée, celle-ci porte, en particulier au niveau de sa structure sociale, la marque de son mode de développement qui fut (et demeure) dépendant d'une bourgeoisie non-autochtone. Avec l'industrialisation, on trouve dans les usines, des ouvriers francophones qui, d'une part, sont souvent à l'emploi de patrons anglophones et qui, d'autre part, parce qu'ils constituent la "première véritable génération" d'ouvriers francophones et qu'ils demeurent habituellement liés à leur milieu d'origine (rurale ou paysanne), n'ont guère développé une "conscience de classe" (ouvrière)² Par ailleurs, l'"élite" francophone exerce un pouvoir et une domination non pas dans le champ proprement économique mais bien dans les champs politique et idéologique locaux. Cette "élite" composée de membres de professions libérales et de membres du clergé, ne constitue pas une classe économiquement dirigeante mais une classe politiquement et idéologiquement dominante. Dès lors, cette classe dominante qui, à certains égards, a les traits d'une petite bourgeoisie traditionnelle n'apparaît pas fondamentalement opposée aux classes populaires ou ouvrières auxquelles elle offre des services (soins médicaux, services juridiques, éducation et religion) et qu'elle représente sur les scènes politiques provinciale et fédérale. Même le développement des mouvements syndical, et coopératif, qui sont des moyens de défense économique pour ces classes populaires, s'est réalisé avec l'appui de membres du clergé et de notables locaux : pensons à la création de la C.T.C.C. en 1920³, à l'organisation d'un réseau de caisses populaires au cours des années 1920 et 1930 et à la mise sur pied en 1934 d'un Conseil supérieur de la Coopération.

L'analyse des mouvements politiques et sociaux ne peut donc ignorer ces caractéristiques de la structure sociale québécoise. D'aucuns sont d'ailleurs allés jusqu'à identifier une double structure sociale ou double stratification.⁴

¹ D'ailleurs même des interventions politiques visant à corriger cette situation (par ex. : les politiques linguistiques dans la fonction publique fédérale) ne parviennent pas à la modifier sensiblement, au contraire, elles accentuent les tensions entre les groupes anglophone et francophone (H. Guindon, "La Modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien", *Recherches sociographiques*, XVIII, 3, sept-déc. 1977, pp. 337-367).

² Dans le cas des petites et moyennes entreprises francophones, cette "conscience de classe" est aussi marquée, tout au moins dans les petites agglomérations urbaines, par les multiples relations (liens de parenté, voisinage, intégration à une même communauté paroissiale) qui souvent lient employés et patrons.

³ Il ne faut pas uniquement voir dans la création de la C.T.C.C., comme le fait Yves Vaillancourt (*Les Politiques sociales et les travailleurs*, Cahier I, Les années 1900 à 1929, Montréal, 1974), la mise sur pied, par la petite bourgeoisie francophone, d'un mécanisme d'encadrement (idéologique et social) de la classe ouvrière. Il y avait aussi entre ces classes une proximité, pour ne pas dire une convergence, d'intérêts.

⁴ Par exemple : J. Dofny, "Les Stratifications de la société québécoise", *Sociologie et Sociétés*, vol. X, n° 2, 1978, pp. 87-103; Denis Monière, *Le Développement des idéologies au Québec*, Québec-Amérique, Montréal, 1977.

Tout au moins, peut-on parler d'une classe dominante francophone qui est elle-même, au sein de la structure sociale canadienne, *dominée* et qui ne peut maintenir et améliorer sa position sociale qu'à la condition soit de "jouer le rôle d'auxiliaire, de sous-traitant et de gérant du capitalisme canadien-anglais et américain", soit de s'appuyer et de contrôler les appareils idéologiques et l'appareil d'État (provincial). Aussi cette classe doit-elle, tout en ménageant les intérêts économiques dominants, s'assurer aussi de l'appui des classes populaires et tenir compte de leurs aspirations et revendications. D'où la recherche continue d'une "troisième voie" - ce fut au cours des années 1930 celle du "corporatisme et c'est maintenant celle de la "social-démocratie" - qui implique une critique des abus du capitalisme - les "trusts" disait-on; maintenant il s'agit des "monopoles" - et aussi une référence aux besoins de l'ensemble de la population et en particulier de ses couches inférieures (amélioration des conditions économiques, accès aux systèmes d'éducation et de santé). Dans une situation de dépendance économique, le recours à l'État nécessite un retour (ou un appel) au peuple et entraîne l'élaboration d'un discours et de politiques à coloration "populiste". Quant à la mobilisation de larges couches de la population par des mouvements qui luttent pour une transformation profonde des rapports sociaux de classe, eue est d'autant plus difficile que dans une telle situation, la classe dominante (et son État) conserve une grande légitimité et que son renversement exige la liaison de la lutte contre l'exploitation (capitaliste) et de la lutte pour la libération (nationale).

Positions et fonctions des intellectuels

[Retour à la table des matières](#)

Sans exagérer le rôle que les intellectuels sont appelés à jouer au sein de tout mouvement communiste, il convient de remarquer que ceux-ci constituent souvent un élément important de l'avant-garde révolutionnaire. D'ailleurs la perspective léniniste, qui privilégie la mise sur pied d'une organisation forte et l'élaboration de stratégies d'action et qui refuse toute forme d'anarchisme ou de spontanéité, véhicule un point de vue intellectualiste, en ce sens qu'elle présuppose que l'on puisse "savoir comment la société peut être organisée rationnellement." ¹

¹ Szelenyi, Ivan, "La Position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés socialistes d'État", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 22 juin 1978, pp. 61-76.

Pour certains, il semble même que les intellectuels se sont "servis" de la Révolution en fonction de leurs intérêts qui étaient de modifier, par une transformation des rapports sociaux, leur position sociale et d'accéder à des positions supérieures (de pouvoir).¹ Tout au moins, pouvons-nous constater que dans le passage au socialisme, les intellectuels sont habituellement mobilisés et intégrés à l'appareil de parti. Ceux-ci ont pour tâche d'assimiler, d'interpréter et de diffuser la théorie marxiste, qui se veut scientifique et qui permet de guider l'action même du parti en corrigeant ses erreurs. Parce que la mobilisation politique communiste implique un long travail idéologique (animation de débats politiques et théoriques, organisation de groupes de discussion et d'écoles, rédaction de tracts et d'articles, production d'analyses de la société) et qu'elle exige la maîtrise d'une forte culture politique, il est indispensable qu'une telle formation politique s'appuie, dans un premier temps, sur des intellectuels, ou tout au moins des ouvriers "intellectualisés" ou qui exercent des fonctions proprement intellectuelles.

Il faut reconnaître qu'au Québec (et aussi au Canada), le mouvement communiste n'est parvenu à mobiliser ou recruter que relativement peu d'intellectuels. Le seul qui au Québec fasse, au cours des années 1930 et 1940, figure d'intellectuel est Stanley B. Ryerson, qui est d'origine ontarienne et de langue anglaise. Pendant la Guerre d'Espagne et la lutte contre le fascisme, le P.C. s'attire certes la sympathie et le support d'un nombre plus grand d'intellectuels québécois, mais ceux-ci sont le plus souvent de langue anglaise ou d'origine étrangère. Il faut attendre la fin des années 1940 pour que se constitue un cercle un peu plus grand d'intellectuels francophones autour du parti et de son journal *Combat*, alors dirigé par Pierre Gélinas. En comparaison du journal *Clarté*, qui est publié entre 1935 et 1939, *Combat* publie beaucoup plus d'articles à caractère littéraire ou artistique, s'assure la collaboration plus régulière d'intellectuels francophones et participe plus activement à divers débats intellectuels, par exemple au sujet de l'automatisme de Paul-Émile Borduas. D'ailleurs, au même moment, quelques intellectuels montréalais s'intéressent à l'activité de mouvements intellectuels canadiens reliés plus ou moins étroitement au P.C. Mais dans l'ensemble, la participation d'intellectuels québécois de langue française au mouvement communiste canadien demeure faible et épisodique. Un des meilleurs indices en est la faiblesse de la littérature communiste produite au Québec, celle-ci se réduisant à la publication d'un journal ou de tracts et à la traduction de discours et d'analyses élaborées par les leaders nationaux (Tim Buck). Mis à part les quelques ouvrages de Stanley B. Ryerson, cette littérature demeure d'une grande pauvreté et apparaît peu originale, si on fait exception des romans de Jean-Jules Richard.

¹ Gouldner, A.W., "Prologue to a Theory of Revolutionary Intellectuals", *Telos*, 1976, pp. 3-36.

Comment expliquer que les intellectuels québécois de langue française aient été si peu attirés par le mouvement communiste ? Une première façon de répondre à cette question est de prendre en considération les caractéristiques sociales de cette population parmi laquelle on trouve, jusqu'aux années 1950, une proportion importante de membres du clergé et de membres de communautés religieuses : les membres du corps professoral des universités et des collèges classiques sont en majorité des prêtres ou des religieux. De plus, parce que l'ensemble du système d'enseignement francophone, les maisons d'édition et les revues sont contrôlées par l'Église, les quelques intellectuels laïcs n'ont alors qu'une faible marge de manœuvre ou d'autonomie. La condition même d'accès à la carrière intellectuelle est largement déterminée soit par l'obtention de titres religieux, soit par l'acquisition d'une reconnaissance de la part de ceux qui détiennent ces titres. En d'autres termes, pour exercer une activité intellectuelle, il ne suffit pas d'avoir acquis la compétence proprement intellectuelle, il faut aussi être intégré au milieu clérical ou en partager, de façon manifeste, l'orientation idéologique. Ainsi, lorsqu'au début des années 1920, des jeunes universitaires tentent de développer un enseignement et des activités de recherche scientifique, ceux-ci doivent, tout en témoignant publiquement de leur "bonne foi", démontrer que la "religion de l'esprit" ne s'oppose pas à l'"esprit de religion".¹ L'on comprend dès lors la "révolte" d'un Paul-Émile Borduas qui, dans son *Refus global*, s'écrie : "Au diable, la tuque et le goupillon!" Dans un style pamphlétaire, Borduas dénonce l'ingérence des pouvoirs politiques et cléricaux dans le domaine des arts et des lettres et revendique, pour les intellectuels et les artistes, la possibilité de définir eux-mêmes les normes de leur production et les critères de son évaluation.² Mais la véritable sécularisation du champ intellectuel québécois ne s'amorcera qu'à la fin des années 1950 et coïncidera avec la "Révolution tranquille". L'anticléricisme qui apparaît dans certains cercles intellectuels aurait pu en inciter quelques-uns à rejoindre les rangs du Parti communiste, mais ce ne fut que très rarement le cas. Même le groupe de Paul-Émile Borduas, qui par l'intermédiaire de Fernand Leduc est en contact avec des militants communistes et discute les thèses marxistes, refuse les propositions qui lui sont faites. À cette invitation, on retrouve dans le *Refus global* une réponse très nette, qui consiste en une critique de la "voie communiste" elle-même : "Comment si le changement impliquait, peut-on dire, changement de civilisation, changement de désirs, changement d'espoir!"

Le contexte idéologique de la société québécoise des années 1920-1940 et le poids très grand de l'Église dans le système d'enseignement et le champ intellectuel expliquent donc, en grande partie, le faible attrait qu'exercent les thèses marxistes auprès des intellectuels québécois. De plus, même si le public

¹ F. Descarries, M. Fournier et L. Maheu. "Science, Culture et Rapports sociaux : Le frère Marie-Victorin et les petites sciences", *Recherches sociographiques*, 1979.

² M. Fournier et R. Laplante, "Les Paradoxes de l'art vivant : Paul-Émile Borduas et l'automatisme", *Possibles*, vol. 1, n° 3-4, printemps-été 1977, pp. 127-165.

"cultivé" qui rejoignent ces intellectuels demeure restreint, ceux-ci obtiennent habituellement des postes dans le système d'enseignement, dans le journalisme ou dans la fonction publique et se voient attribuer un statut social relativement élevé. En effet, au même titre que les dirigeants politiques, les membres des professions libérales et les membres du clergé, ils sont partie constituante de l' "élite" québécoise francophone. En raison de l'absence même d'une véritable bourgeoisie économique québécoise de langue française, les intellectuels québécois n'apparaissent pas comme une fraction "dominée" de l' "élite" et sont dotés d'une visibilité sociale et d'un poids politique beaucoup plus grands. À cet égard, il en est du Québec comme d'autres sociétés dépendantes.¹

S'il est fait exception des années récentes, il n'y a qu'au moment de la Crise économique que de jeunes intellectuels ou diplômés universitaires "se rebellent". Ces années de crise réunissent les conditions de radicalisation politique de cette couche sociale : exclus du marché des professions intellectuelles et contraints de s'orienter vers d'autres occupations ou même de subir des périodes de chômage, de jeunes intellectuels acquièrent alors la conviction que leur intégration au marché intellectuel passe par la subversion des règles du jeu de ce marché (critique du cléricisme, abandon de l'académisme) et aussi par la transformation de la société elle-même. André Laurendeau note lui-même que "l'ouragan aurait pu être socialiste", mais qu'il prend, à cause d'un "petit prêtre" (l'abbé Lionel Groulx), une orientation nationaliste. La critique qu'élaborent alors de jeunes "rebelles" manifeste un profond mépris à l'égard de toute la génération précédente et plus particulièrement des politiciens et remet partiellement en question le système capitaliste, dont les abus (par exemple la constitution de monopoles) sont dénoncés. L'accent est toutefois mis beaucoup plus fortement sur la mainmise que les Canadiens anglais et les Américains exercent sur les richesses naturelles et l'économie québécoise. L'analyse que font ces jeunes largement inspirés par les écrits de l'abbé Groulx, en qui ils découvrent un "chef de la nation", les conduit à adopter une position nettement nationaliste et reprendre le slogan "Le Canada français aux Canadiens français". Le ton de leur propos est habituellement très violent, très agressif et manifeste, devant la situation économique d'alors, un sentiment d'urgence et une grande impatience, mais leur orientation idéologique demeure relativement conservatrice : respect des enseignements sociaux de l'Église, valorisation de l'ordre, etc. Chez les membres du groupe des Jeune-Canada, l'on retrouve d'ailleurs un refus très manifeste de la révolution et une critique du communisme. Marx apparaît comme un "démagogue et un conspirateur", et les socialistes comme "les encyclopédistes d'aujourd'hui". Dans un long article publié dans *Le Devoir*, André Laurendeau, l'une des figures centrales du groupe, proclame paradoxalement que le communisme n'est pas assez radical. Pour lui, la révolution plus profonde devra toucher le

¹ A. Touraine, *Les Sociétés dépendantes*, Paris-Gembloux, éd. J. Duclot, 1976.

fond du cœur de chacun et susciter l'avènement de l'homme nouveau à la lumière du christianisme social. ¹

L'action que mènent pendant quelques années les Jeune-Canada et qui a un impact immédiat (accès à la tribune publique, organisation de réunions qui obtiennent un vaste succès, réaction d'hommes politiques comme le premier ministre Alexandre Taschereau) illustre bien l'état d'esprit et la position politique que peuvent alors prendre de jeunes intellectuels. ² Conservant un côté "fils-à-papa", ceux-ci parviennent difficilement à camoufler leurs propres intérêts de (futurs) intellectuels et professionnels. Ils se plaignent candidement de la situation des avocats qui "sont devenus des salariés quand ce n'est pas des crève-la-faim"; ils réclament une nouvelle classe politique qui serait une élite aux teintes généralement littéraires, etc. Leur exclusion (temporaire) du marché des professions intellectuelles ne les conduit donc pas à remettre en question tout le système capitaliste. L'amélioration de leur position sociale et de leurs conditions d'existence semble plutôt passer par un renouvellement du personnel politique et plus largement par une "nationalisation" de divers marchés du travail. En 1935 et en 1936, les Jeune-Canada se rangent en faveur de l'Union nationale, qui remplit ces deux conditions puisqu'elle réunit une équipe profondément renouvelée (alliance avec l'Action libérale nationale) et présente une image nettement nationaliste.

Une dizaine d'années plus tard, certains des membres et des sympathisants du groupe des Jeune-Canada, dont André Laurendeau, se retrouvent dans une autre expérience politique qui mobilise aussi plusieurs intellectuels québécois : le Bloc populaire, créé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, regroupe des éléments très disparates (des membres de l'Action libérale nationale, des membres de groupements nationalistes, etc.). D'abord caractérisé par son

¹ André Laurendeau, "La IV^e Internationale", *Le Devoir*, 18 juillet 1936. D'après *Le Devoir* du 13 et du 23 février 1936, celui-ci demande aussi aux autorités de faire taire la propagande communiste, véhicule de désordre. Pour une description de l'idéologie du groupe Jeune-Canada, voir André-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises, Le Grand Tournant de 1934-1936*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, pp. 257-307.

² À la même époque, deux jeunes intellectuels, Robert Charbonneau et Paul Beaulieu, créent une nouvelle revue, *La Relève*, qui se livre aussi au procès de la société contemporaine. Leurs préoccupations sont d'abord philosophiques, esthétiques et littéraires et non pas politiques : l'objectif est de développer une doctrine humaniste largement inspirée du personnalisme. "Spirituel d'abord, disent-ils, économique ensuite, politique à leur service." Tout comme chez les Jeune-Canada, l'on y trouve aussi une référence au mouvement communiste : Robert Charbonneau publie en septembre 1935 un article "Jeunesse et Révolution" dans lequel il manifeste une sympathie à l'endroit de la révolution russe qui a sensibilisé les esprits au besoin de régénérer l'homme par la révolution. Mais un autre collaborateur, Robert Élie, entreprend dans le numéro suivant une critique systématique du communisme : recours à la contrainte, aspect tyrannique de l'État, valorisation du productionnisme, etc... Pour ces jeunes, il y a en fait nécessité d'une révolution, mais cette révolution ne doit pas être politique mais doit venir de l'intérieur de l'homme, être d'abord spiritualiste. (A.J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises*, op. cit., pp. 159-191; J.-Ch. Falardeau, "La Génération de la Relève", *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 2, mai-août 1965, pp. 123-233).

opposition à la guerre et à la conscription, ce mouvement se donne aussi un programme politique relativement progressiste et obtient, aux élections provinciales d'août 1944 un certain succès en recueillant 16 % des suffrages et en faisant élire quatre candidats. Toutefois, en raison peut-être de son inconsistance doctrinale et de son manque d'organisation, le Bloc populaire ne parvient pas à se développer; de plus, certains aspects de son orientation idéologique (par exemple son insistance sur le corporatisme et son antisémitisme) l'empêchent d'établir des alliances avec d'autres mouvements politiques et le font apparaître, aux yeux des militants communistes, comme un mouvement fasciste.

Le corporatisme est, faut-il le rappeler, la "plus importante réforme où aiment alors se complaire nos penseurs sociaux".¹ Mgr Paquet, Mgr Bruchési, Maximilien Caron, Alfred Charpentier, François-Albert Angers, François Hertel, Esdras Minville, Victor Barbeau et Gérard Filion, bref presque tous les intellectuels québécois de l'époque pensent y trouver, pour des motifs aussi divers que le désir de destruction du système capitaliste ou le rêve d'un millénarisme égalitaire, une solution à l'anarchie du laissez-faire et un moyen d'éviter le totalitarisme (fasciste ou communiste).

Les intellectuels canadiens-français semblent d'ailleurs avoir, au Québec, une participation plus grande aux activités politiques que celle qu'on peut observer en milieu anglo-saxon. Au creux même de la crise économique, un certain nombre d'entre eux se réunissent et mettent au point un véritable programme politique, le *Programme de Restauration sociale*, qui sera à la base de la formation de l'Action libérale nationale et de la fondation de l'Union nationale. Même la première génération de scientifiques refuse de se cantonner dans des activités purement scientifiques ou professionnelles et s'engage dans divers débats idéologiques ou politiques. Ce n'est qu'au cours des années 1950 qu'apparaît la notion d'expert ou de "professionnel", c'est-à-dire que se constitue un groupe de spécialistes de diverses disciplines qui, détenant des qualifications précises souvent techniques, délaissent quelque peu la réflexion sur les buts ou la finalité pour se limiter à la sélection des moyens.² Mais les "vrais intellectuels", au sens qu'en donne Jean-Paul Sartre, c'est-à-dire ceux qui en dehors souvent du champ de leur compétence interviennent publiquement et se donnent une fonction de critique sociale³, ne disparaissent pas pour autant : à cet égard, l'itinéraire du groupe de *Cité Libre* au début des années 1950 est exemplaire. Mais, contrairement à ce qui se passe généralement dans les pays européens, ces intellectuels demeurent

¹ P.-E. Trudeau, *La Grève de l'amiante*, Montréal, Cité Libre, 1950.

² Au sujet de la distinction entre "intellectuels" et "professionnels", voir Ovan Szelenyi, "La Position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés socialistes", op. cit., pp. 68-69.

³ Cette définition de l'intellectuel correspond aussi à celle qu'en donne Charles Kadushin dans son étude de l'élite intellectuelle américaine.

rarement à l'écart du champ du pouvoir : ils sont intégrés au système d'enseignement collégial et universitaire et au système des mass media (radio, journaux, etc.), et se voient attribuer dans la fonction publique ou même dans des partis politiques, des responsabilités importantes. Ainsi, à la fois leur orientation idéologique, leur position sociale dans la société québécoise et leur proximité du pouvoir (politique) ont toujours gardé les intellectuels québécois francophones à distance du mouvement communiste. Les conditions qui auraient favorisé la diffusion du marxisme dans les milieux intellectuels et l'engagement d'un certain nombre d'entre eux au sein du mouvement communiste canadien ne se trouvent donc pas réunies entre 1920 et 1950. Le marxisme demeure identifié à des "idées étrangères" et n'a, au sein des milieux intellectuels québécois, qu'une faible légitimité.

* * * * *

Les difficultés que rencontre le P.C. au Québec (et aussi au Canada) ne s'expliquent donc pas seulement par les erreurs qu'ont pu commettre ses dirigeants et ses militants. Ce serait, en effet, un point de vue idéaliste que de réduire l'histoire d'un mouvement politique aux plus ou moins "bonnes analyses" qu'il a pu élaborer, aux plus ou moins "bonnes idées" qu'il a pu formuler et diffuser, aux plus ou moins "bonnes stratégies" qu'il a pu adopter. Il semble plutôt qu'aux principales phases de son histoire, le mouvement communiste n'ait pas trouvé réuni au Québec l'ensemble des conditions favorables à son développement. À aucun moment, il n'y a en effet correspondance entre les conditions économiques et les conditions politiques et idéologiques d'un tel développement. Ainsi, au moment où, à la fin des années 1920, le P.C. tente de s'implanter au Québec et de se donner les bases d'une organisation en milieu francophone, il y a bien diverses conditions économiques (le Québec apparaît comme un maillon faible de la chaîne impérialiste ; il y a la crise économique) de possibilité d'une radicalisation du mouvement ouvrier et des milieux populaires, mais la domination idéologique du clergé et aussi le conservatisme non seulement des milieux politiques mais aussi des milieux syndicaux eux-mêmes rendent difficile toute forme de mobilisation de la classe ouvrière québécoise au sein d'une organisation politique autonome et révolutionnaire.

Par ailleurs, lorsqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale les obstacles idéologiques disparaissent (il y a une "sécularisation" progressive de la société québécoise), la situation économique elle-même a profondément changé et entraîné une modification rapide et importante des conditions de vie de la classe ouvrière. L'anticommunisme qui s'est alors manifesté au sein du mouvement syndical international et qui a lourdement affecté l'action syndicale des membres du P.C. ne peut constituer un principe d'explication de

l'affaiblissement du mouvement communiste au Québec et au Canada que s'il est aussi mis en relation avec l'amélioration des conditions de travail (négociations de conventions collectives, sécurité d'emploi, etc.), l'élévation du niveau de vie et de l'accès à la consommation de larges fractions de la classe ouvrière. Cet ensemble de phénomènes ne change pas nécessairement la position sociale (de classes) de ces fractions; il est donc inexact de parler d' "embourgeoisement" de la classe ouvrière.¹ Mais il influence considérablement leur représentation du monde social et aussi leur pratique politique puisqu'ils les amènent à intérioriser l'idéologie dominante, i.e. de la classe dominante américaine : sentiment de vivre dans une société "libre" et démocratique, accès à l'éducation et possibilité de mobilité sociale. Dans ces années d'après-guerre marquées par une forte croissance économique, le mouvement ouvrier nord-américain devient un des mécanismes de régulation sociale ou de maintien de la "paix sociale".

De l'analyse historique d'un mouvement politique comme le P.C., il est toujours tentant de vouloir chercher à "tirer des leçons" pour modifier, rectifier ou "corriger des erreurs", des analyses et des stratégies. Le Parti n'a pas pu se développer, pourrait-on dire, parce qu'il a abandonné la position "classe contre classe", etc. Or, l'enjeu analytique important n'est pas tant de savoir si le mouvement a eu raison ou tort d'adopter telle ou telle prise de position ou stratégie mais bien de connaître pourquoi il a été amené à adopter cette prise de position ou cette stratégie. Tout en évitant les pièges du volontarisme selon lequel il suffit d'avoir la ligne juste pour vaincre, cette démarche intellectuelle qui conduit à mettre en lumière les conditions de développement d'un mouvement politique comme le P.C. permet de reconnaître et de démontrer que ce mouvement ne peut prétendre faire l'histoire qu'à la condition de s'inscrire lui-même dans l'histoire (à la fois internationale et locale).

¹ Pour une critique de cette notion, voir : Goldthorpe, *The Affluent Worker*.

Annexes

Annexe I

Le parti communiste et les élections ¹

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti communiste prend part aux présentes élections générales sans perdre de vue les objectifs du mouvement de la classe ouvrière. Le but du Parti communiste ne consiste pas uniquement à assembler le plus grand nombre possible de voix. Étant le parti de la classe ouvrière il mène la lutte journalière des travailleurs dans les usines et dans la rue. Il relie les présentes élections directement avec les luttes menées chaque jour par les ouvriers. Le Parti communiste pour cette raison est haï et redouté par les partis capitalistes, y compris les partis travaillistes. Ces partis du capitalisme forment un front uni de calomnies et de mensonges éhontés contre le parti de la classe ouvrière. Des douzaines de communistes ont été emprisonnés pour avoir conduit les luttes des ouvriers et des sans-travail. L'entière machinerie de la violence capitaliste est dirigée contre le Parti communiste parce qu'il représente le plus dangereux et le plus implacable ennemi de la classe capitaliste. Le Parti

¹ *L'Ouvrier canadien*, vol. 1, n° 5, juillet 1930, p. 2.

communiste fait appel aux ouvriers canadiens pour envoyer au Parlement autant que possible des représentants de la classe ouvrière, de façon à mener la bataille de la classe ouvrière jusqu'à l'intérieur du parlement capitaliste. Le Parti communiste présente aux élections des candidats de la classe ouvrière, non pas des fakirs preneurs de votes, mais des combattants ouvriers, qui seront à l'avant des batailles menées par ceux-ci contre l'attaque capitaliste visant à réduire leur standard de vie. Les communistes dans le Parlement aideront les luttes menées par les ouvriers en dehors du Parlement.

Le Parti communiste déclare que le champs de bataille pour les revendications des ouvriers avec ou sans travail est dans les manufactures et dans les rues. Les unions social-fascistes ont fait front unique avec la classe capitaliste contre la classe ouvrière et consacrent leur activité à supprimer les luttes des ouvriers et à garder ceux-ci désorganisés.

Les bureaucrates des organismes dirigeants de ces unions sont directement, ouvertement alliés de la classe capitaliste. La Ligue d'Unité ouvrière mène aujourd'hui les luttes des ouvriers organisant les non-syndiqués au sein d'unions industrielles révolutionnaires, groupant les sans-travail dans leurs organisations particulières. Les communistes dans le Parlement prendront part aux luttes menées en dehors du Parlement.

Le programme de revendications immédiates de la classe ouvrière est le suivant : pour la défense de ce programme de revendications qui représente les besoins immédiats de la classe ouvrière et des fermiers pauvres, les travailleurs canadiens doivent s'organiser et combattre. Les communistes élus au Parlement utiliseront celui-ci comme une tribune de laquelle ils mettront à l'évidence le programme de la classe ouvrière et dénonceront le plan des partis représentant les exploiters capitalistes.

1. Chômage

a) Secours immédiat payé à tout chômeur sur les fonds municipaux, provinciaux et fédéraux au tarif des salaires stipulés par les unions.

b) Assurance complète de tous les travailleurs contre le chômage aux dépens de la caisse capitaliste, les fonds étant fournis par les impôts sur le revenu, l'héritage, les profits et pourvoyant tous les chômeurs sans aucune exception ni disqualification, hommes ou femmes, vieux ou jeunes, sans distinction de nationalité au plein tarif des salaires fixés par l'union.

Hommes mariés, \$25.00 par semaines plus 2 dollars pour chaque personne à charge. Personne seule : \$ 16.00 par semaine.

c) L'administration des fonds d'allocations sera entre les mains de travailleurs élus des organisations de chômeurs et des manufactures, ateliers, mines, etc. Aucune disqualification ne sera admise pour refus d'accepter des réductions de salaire ou refus de travailler en dessous des tarifs fixés par les unions.

d) Prohibition de toute expulsion de chômeur de son logis pour non paiement de loyer.

e) Abolition de toutes lois sur le vagabondage, lesquelles donnent à la police une arme pour terroriser les chômeurs.

f) Suppression de toutes les agences privées de placement. Les agences gouvernementales de placement étant mises sous l'administration de représentants élus des travailleurs et chargés par eux d'administrer les fonds d'allocation.

2. Conditions de travail

a) Semaine de 5 jours de travail avec journées de 7 heures pour tous les travailleurs. Deux semaines de congé annuel avec plein salaire.

b) Abolition du système de boni dans toutes les industries; deux fois par jour, repos payé de 15 minutes; contrôle de la vitesse de la chaîne de travail par les ouvriers et suppression du travail à la pièce.

c) Journée de 6 heures dans les mines, les industries chimiques et toutes les industries dangereuses pour les jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans.

d) Lutte organisée contre les listes noires.

e) Abolition du travail souterrain et du travail de nuit ainsi que de tout travail dangereux pour tout jeune ouvrier âgé de moins de 18 ans et pour toute femme.

f) À travail égal, salaire égal, sans distinction d'âge ni de sexe.

3. Taxes

Abolition des taxes indirectes ; exemption de taxes pour tous les salariés et les fermiers pauvres. Introduction d'une taxe progressive sur le revenu conduisant à la confiscation de tout revenu supérieur à \$ 50 000.

4. Assurance sociale

a) Pension de vieillesse à 55 ans, sans disqualification, au tarif annuel de \$ 750.00.

b) Système d'assurance garantissant un plein salaire à tout travailleur durant les périodes de maladie ; et ce, sans versement ouvrier. Plein salaire à toute femme salariée durant les six semaines après l'accouchement.

c) Création d'un système fédéral d'assurance contre les accidents du travail, quelle que soit l'occupation de l'accidenté; cela sans versement ouvrier, avec garantie d'indemnité correspondant à 100% du salaire payé à l'intéressé au moment de l'accident. Administration du système d'assurance par les représentants élus des travailleurs des entreprises.

d) Système d'assurance contre le chômage comme décrit ci-dessus.

5. Revendications des jeunes ouvriers

a) Salaire hebdomadaire minimum de \$ 20.00 pour tous les jeunes travailleurs jusqu'à l'âge de 20 ans.

b) Établissement d'écoles de formation dans les fabriques et ateliers pour la formation professionnelle des jeunes ouvriers durant la journée de travail. Les dites écoles étant sous le contrôle d'un comité élu par les ouvriers des entreprises. Paiement aux jeunes ouvriers de salaires selon les tarifs des unions.

c) Prohibition de l'emploi de jeunes travailleurs âgés de moins de 16 ans à quelque travail que ce soit. Gratuité de la nourriture, des vêtements, des transports et des fournitures scolaires pour tous ceux qui le demandent.

d) Élimination de tout enseignement impérialiste, militariste, religieux par l'école et les livres. Abolition des Cadets militaires.

6. Abolition des lois anti-ouvrières

a) Abolition des clauses du code criminel concernant la "sédition".

b) Abolition de toutes les lois retirant à la classe ouvrière le droit d'organisation et le droit de grève ; abolition de toutes les lois utilisées pour supprimer le droit d'organiser des piquets de grève.

c) Abolition de toutes les lois utilisées pour supprimer liberté de parole, liberté de presse et le droit d'assemblée de la classe ouvrière. Les rues, places publiques et parcs de toutes les villes et villages du Canada devront être déclarés libres et ouverts pour toutes les assemblées et démonstration ouvrières.

d) Abolition de l'Acte de Déportation.

e) Naturalisation de tous les immigrants travailleurs dès leur arrivée au Canada, sans aucune disqualification pour leurs affiliations politiques.

7. Revendications des fermiers pauvres

a) Abolition de toutes taxes sur les fermiers pauvres.

b) Abolition de toutes hypothèques pour les fermiers pauvres.

c) Prohibition de toute expulsion pour non paiement de loyer, dettes ou taxes arriérées.

d) Prohibition de la taxe sur les revenus des fermiers pauvres en dessous de \$ 1 000 piastres, en plus de la somme nécessaire à l'achat des semences.

Annexe II

Analyse et propagande : le journal *Clarté*

[Retour à la table des matières](#)

Malgré l'ampleur de la répression dont ils sont victimes, les membres canadiens-français du Parti communiste s'efforceront de se donner un instrument valable de propagande auprès des leurs. C'est ainsi qu'ils parviennent à publier régulièrement, deux fois par mois, pendant quatre ans (1935-1939), un journal : *Clarté*.¹

La responsabilité de la rédaction en est d'abord confiée à un jeune intellectuel canadien-français, Paul Moisan² puis à un ingénieur d'origine belge, Jean Péron.³ Habituellement imprimé à trois mille exemplaires, ce

¹ Ce titre fut emprunté au journal que dirigea, en France, Henri Barbusse, au début des années '20 (Gérard Walter, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Somogy, 1948).

² Fils d'un commerçant de Québec, Paul Moisan poursuit d'abord des études classiques au Petit Séminaire puis des études à l'École des Beaux-Arts de Québec. À la fin de sa quatrième année, il renonce à "parfaire sa formation en France" pour se rendre à Montréal et collaborer à la publication.

³ Jean Péron, qui était membre de la C.C.F., adhère au P.C. à l'automne 1936. Deux années plus tard, il en est exclu "pour conduite déloyale et duplicité". On lui reproche de "n'avoir jamais accepté la politique du Parti sur la question de la lutte pour l'unité dans le

journal ne comptera jamais plus de trois cents abonnés. Il est distribué grâce au dévouement et (à partir de 1937) grâce à l'audace et à l'habileté des militants qui réussissent à déjouer la surveillance étroite de la police. Un militant qui a participé activement à la production de *Clarté* décrit la situation du journal de la façon suivante :

Le journal coûtait de \$ 40.00 à \$ 50.00 par numéro. On avait environ deux cents abonnements, peut-être un peu plus, dont deux ou trois à Québec, un en Abitibi, un en Gaspésie. Le reste, on le donnait à la porte des usines ou au cours des assemblées. On arrivait dans le trou... Moi, je travaillais à temps plein pour le journal. J'écrivais de A à Z, je faisais les corrections, la mise en page, la diffusion... J'ai couché souvent sur le plancher dans le local du journal. Je faisais tout dans le journal, mais il y en a quelques autres qui ont écrit : Berthe Caron, Stanley Ryerson. On avait de la difficulté à avoir des articles des ouvriers, il fallait les arracher. Des fois, des ouvriers arrivaient avec des notes sur une usine : il fallait écrire le texte pour eux. On avait aussi de la difficulté à trouver des imprimeurs. Les gens craignaient les descentes et avaient peur de perdre leur permis. On aurait bien aimé faire de *Clarté* un hebdomadaire, le faire sortir de Montréal, rejoindre les gens de la province.

La distribution du journal est alors, pour les militants, une des activités les plus importantes. *Clarté* est l'instrument de propagande qu'ils utilisent auprès des ouvriers et des chômeurs dans leur travail d'organisation syndicale ou de recrutement de nouveaux membres. Cependant, cette distribution du journal n'en permet pas le financement. Celui-ci est donc assuré par l'équipe de la rédaction elle-même qui organise des campagnes d'abonnements, des "pique-niques antifascistes". Lorsqu'il est impossible de couvrir les frais de publication, on fait appel à la générosité de quelques "bourgeois sympathisants" ou au Comité central de Toronto.

mouvement ouvrier et pour l'unité avec la masse du peuple catholique." D'autres critiques à son égard concernent ses tendances à l'opportunisme carriériste" et sa "manie illusoire de la grandeur" (*Clarté*, 18 janvier 1939, p. 1) Un des militants canadiens-français qui l'a bien connu au journal *Clarté* apporte un témoignage plus nuancé : "Péron, c'était un organisateur de chroniqueurs. Pendant la Guerre d'Espagne, c'était lui le rédacteur en chef. Mais il n'a pas duré longtemps car il y a eu un conflit avec les dirigeants de Montréal. Pourtant, c'était un gars qui avait de l'allure, du bon sens..."

De "Classe contre classe " au "Front populaire"

[Retour à la table des matières](#)

Même si ce sont des militants du P.C. qui assurent la rédaction et la distribution, l'identité du journal est habituellement camouflée. *Clarté* est présenté comme un "journal de combat en vue du relèvement social, politique et économique de notre peuple".¹ L'identité communiste est même explicitement niée à une occasion :

Nous tenons à dire que *Clarté* n'est pas l'organe du Parti communiste. Nous ne sommes liés à aucune caisse politique. *Clarté* est un journal essentiellement ouvrier, créé par l'ouvrier pour l'ouvrier. Nous ne soulevons pas la haine des races. Nous ne nous occupons pas de questions religieuses. Nous ne tendons pas la main à tout le monde. Nos amis, ce sont les ouvriers.

Nous le répétons, nous sommes au service de l'ouvrier, de l'ouvrier misérable, de l'ouvrier malheureux, peu importe ses opinions politiques, peu importe l'étiquette dont il se pare. Là où il y a de la misère, là où l'ouvrier est exploité, notre organe pénètre et apporte une lueur d'espoir. *Clarté* dénonce les patrons oppresseurs, met à jour leurs machinations et révèle tous les abus, de quelque parti qu'ils viennent. Notre but, envers et contre tous, demeure : de meilleures conditions et de meilleurs salaires pour les ouvriers et une forte union dans toutes les usines.²

Si les responsables du journal refusent de dévoiler leur véritable identité et parfois même la nient, c'est que la répression³ les oblige à adopter une telle stratégie. Celle-ci n'est pas totalement indépendante de celle qu'adopte alors l'exécutif de la Troisième Internationale. En effet, le septième congrès de l'Internationale a étudié, en août 1935, la formule du Front populaire déjà mise de l'avant par le Parti communiste français. Le secrétaire général de

¹ *Clarté*, 27 octobre 1937, p. 2. En 1938, le comité de rédaction discute d'une réorientation du journal afin de le rendre plus "attrayant, plus vivant et plus efficace comme organe de combat". L'on se propose alors de s'occuper, en plus des questions politiques et économiques, de ce qui intéresse les jeunes, d'inaugurer une page féminine et même d'intéresser les enfants au moyen de contes et de jeux. (*Clarté*, 7 mai 1938, p. 2). Ces modifications ne sont que partiellement réalisées. *Clarté* demeure un journal avant tout ouvrier.

² *Clarté*, 30 octobre 1937, p. 1.

³ Par exemple, c'est le local du journal *Clarté* qui est le premier visité et cadenassé. L'ordonnance, datée du 5 novembre 1937 et signée par Maurice Duplessis, qui occupe alors les fonctions de premier ministre et de procureur général, prévoit même la fermeture du local durant une année. La même journée, les policiers s'introduisent dans l'appartement qu'occupe le rédacteur du journal, Jean Péron, et saisissent papiers, dossiers et lettres. D'autres "descentes" sont aussi effectuées au Modern Book Shop et aux imprimeries Artistic Print Shop et Old Rose Printing.

l'Internationale, George Dimitroff, a proposé que les partis communistes locaux ou nationaux cessent leurs attaques contre la social-démocratie et mettent sur pied des "fronts populaires antifascistes sur la base d'un front prolétarien uni" ¹.

Conformément aux directives de l'Internationale et suivant l'exemple du Parti communiste français, le Parti communiste canadien, dont le secrétaire est alors Tim Buck, adopte lui aussi en octobre 1937, un "programme d'action démocratique". Ce n'est "ni un programme de socialisme ni même un document spécifique du P.C. mais plutôt le terrain commun où peuvent se rencontrer ceux qui, de bonne foi, veulent jeter les bases du développement et de la croissance de la lutte des masses en faveur du bien-être collectif sous le présent régime de notre société".

L'objectif n'est plus, du moins à court terme, la prise du pouvoir politique et la transformation du mode de production capitaliste mais l'obtention immédiate de certaines revendications : salaires décents et sécurité pour tous (semaine de quarante heures, congrès payés, salaire égal pour la femme, système d'assurances sociales, programme de travaux publics); protection du cultivateur et de l'agriculture en général (prêts, régularisation des prix); juste taxation (abolition de la taxe de vente, nationalisation du système bancaire et de l'électricité); garantie des libertés civiles (révision de l'A.A.N.B. afin de donner le droit au gouvernement fédéral de légiférer sur les questions sociales et les salaires, dissolution du Sénat, droit d'organisation, réforme électorale).

Au Québec, le Front populaire créé sur papier en 1935 n'entreprend ses travaux qu'en avril 1937. Cela consiste principalement à élaborer un programme "minimum" de revendications qui puisse rallier les travailleurs, les chômeurs et les classes moyennes dans leur lutte pour obtenir une "vie meilleure", et à organiser quelques grandes manifestations unitaires des forces progressistes. Cependant, les efforts des membres du P.C. en vue d'établir des alliances tactiques avec d'autres groupes ne donnent guère de résultats positifs. Ainsi, il n'y a pas constitution d'un front au moment des diverses élections provinciales et fédérales.

Même si elle peu fructueuse, l'adoption de cette stratégie n'en influence pas moins profondément les discours que les militants tiennent, les thèmes qu'ils abordent, le ton qu'ils utilisent. Ainsi, dans leur journal *Clarté*, les militants ne présentent que rarement les objectifs réels du mouvement communiste, à savoir le renversement du pouvoir, la dictature du prolétariat et l'établissement d'une société socialiste. La présentation de ces objectifs, la

¹ Dimitroff, G., *The United Front*, International Publishers, New York, 1938, p. 39. Une autre caractéristique du mouvement communiste international, entre les années 1935 et 1940 est sa dépendance très grande à l'égard de Staline (A. Kriegel, *Les Internationales ouvrières*, Presses Universitaires de France, Paris, 1966).

contestation de l'ordre social et de l'idéologie dominante sont en effet l'objet de moins de 15% de l'ensemble les articles publiés entre 1935 et 1939.

La principale tâche que se donnent les rédacteurs et les collaborateurs du journal est donc de transmettre un nouveau code de lecture, de nouvelles catégories de perception de la réalité québécoise. Plus de la moitié des articles se limitent à une description de la situation (crise économique, chômage, misère) et à l'identification des responsables. L'on ne néglige pas pour autant les appels à la mobilisation (organisation syndicale, Parti ouvrier) ou la formulation de revendications "immédiates", mais ces tâches apparaissent secondaires. En d'autres termes, la préoccupation des rédacteurs est d'abord de se faire le porte-parole d'une insatisfaction ou d'un mécontentement et de faire prendre conscience de l'existence d'intérêts opposés. À cet égard, l'importance de l'identification des agents responsables ou "ennemis" et l'expression d'une opposition à divers groupes dirigeants est très significative. Parmi les articles où il est explicitement fait référence à des groupes ou à des individus, plus des trois-quarts sont défavorables ou manifestent une opposition et seulement 22% expriment une alliance ou une identité. C'est donc dire que *Clarté* se définit d'abord comme un journal d'opposition (9) : critique de Duplessis, des fascistes (Hitler, Mussolini, Arcand), des nationalistes (Abbé Groulx), etc.

Et il apparaît, sur la base de cette analyse de l'attitude (favorable, défavorable ou ambivalente) du journal à l'égard de divers individus ou groupes, que la constitution de nouvelles alliances, qui est l'objectif du Front populaire, pose aux membres du P.C. de nombreux problèmes. Ainsi, si on donne un appui au C.I.O. on exprime par ailleurs certaines réserves envers les "candidats ouvriers", la C.T.C.C., la C.C.F., etc. En fait, les seuls véritables symboles de ralliement sont les "Patriotes de 1837", auxquels *Clarté* consacre un numéro complet en 1937. Ceux-ci représentent la possibilité d'une solidarité entre Canadiens français et Canadiens anglais dans la lutte "pour la dissolution du système féodal et l'établissement de la démocratie".

"Faire du Canada en même temps une démocratie et une nation", tel est l'objectif que propose alors *Clarté*. Et les deux mots d'ordre les plus fréquemment utilisés sont : "Pour la démocratie et la paix" et "Vers l'émancipation de notre peuple et la souveraineté de ses libertés". Ainsi, même si les membres du P.C. ont quelques difficultés à réaliser des alliances et à organiser un véritable Front populaire, ils n'en respectent pas moins les directives de l'Internationale communiste : la lutte révolutionnaire se transforme en lutte pour la démocratie et la lutte contre le capitalisme devient la lutte contre le fascisme.

Pour rendre compte de cette transformation, il suffit de comparer le contenu du journal *Clarté* au contenu d'un autre journal, *L'Ouvrier canadien*, que

les membres du P.C. ont publié au début des années 1930. A un moment où l'Internationale communiste propose la formule

Tableau V
Distribution des articles publiés dans *Clarté* entre 1935 et 1939,
selon les composantes de l'action privilégiées ¹

Composantes	%	
Définition de la situation	50.0	
Tensions, contradictions		21.6
Identification des responsables		28.4
Appel à la mobilisation	16.4	
Présentation de revendications "immédiates"	19.6	
Contestation de l'ordre social.		
Présentation des objectifs du P.C.	13.4	
100.00		

"classe contre classe" et invite les partis communistes locaux à attaquer les leaders sociaux-démocrates, l'orientation est explicitement beaucoup plus radicale. La société est présentée, dans *L'Ouvrier canadien*, comme dominée par l'antagonisme de classes et caractérisée par l'exploitation du grand nombre par la minorité. Les groupements socio-démocrates sont dénoncés comme les alliés au capitalisme. Et la tâche première du P.C. est alors de "mener la lutte quotidienne des travailleurs dans les usines et dans la rue" et l'objectif de la lutte de la classe ouvrière est "le renversement du capitalisme et l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan" (*L'Ouvrier canadien*, 15 juillet 1930).

Le P.C. ne se définit plus comme un parti de révolutionnaires professionnels mais comme la base d'un vaste regroupement des forces populaires et progressistes. Il fait appel à l'unité d'action entre le P.C., le Parti ouvrier et le C.C.F. pour "mettre à exécution un plan d'ensemble de lutte contre l'effarante pauvreté de la population, pour organiser tous les travailleurs industriels du Québec et pour la défense commune des libertés démocratiques". ² "Sauver la province de la honte du fascisme" devient le nouveau cri de ralliement.

¹ L'unité d'analyse est l'article. Est défini comme article tout texte continu de cent mots ou plus. Ce tableau porte sur 1 172 articles.

² Roger, E., *Le Réveil du Canada français*, Éditions du peuple, Montréal, 1937, p. 35. E. Roger est le pseudonyme qu'utilise S.B. Ryerson, secrétaire de la section québécoise du P.C.

Nationalisme et fascisme

[Retour à la table des matières](#)

L'une des conséquences de l'adoption de ce mot d'ordre et de la stratégie du Front populaire est habituellement de modifier la position des membres du P.C. à l'égard du nationalisme : "Pendant les périodes de front unique, à y a, écrit Maxime Rodinson, un développement extraordinaire du nationalisme dans les partis communistes." ¹ Paradoxalement, les rédacteurs du journal *Clarté* n'expriment guère de sympathie envers le mouvement nationaliste canadien-français et ses dirigeants. La raison en est peut-être que le nationalisme qui est alors reconnu par l'Internationale communiste est celui de grandes entités, telles que les nations anglaise, française, allemande, américaine, russe ou canadienne et non pas celui des petits groupes ethniques qui, eux, sont voués en tant qu'entités politiques et culturelles à l'extinction soit par l'assimilation soit par l'intégration. Mais si les nationalistes canadiens-français et en particulier l'abbé Lionel Groulx sont l'objet de critiques virulentes, c'est que leurs positions apparaissent aux membres du P.C. comme "étroites", "réactionnaires" et "quasi-fascistes".

En effet, loin d'attribuer une vocation agriculturiste au Québec et de défendre une politique du "retour au rouet", *Clarté* affirme la nature et l'avenir industriels du Québec. Le Québec n'est pas considéré comme une région ou un pays différent des autres régions ou pays. Comme dans toute situation où domine une minorité possédante, il y a accumulation des richesses entre les mains d'une minorité et pauvreté (inconfort, manque de vêtements, chômage) croissante des masses. La seule caractéristique spécifique du Québec, c'est que ce "résultat logique du capitalisme" y trouve une "expression plus brutale" : (en comparaison de l'Ontario), les salaires sont moins élevés, le niveau d'instruction est plus bas, le taux de mortalité est plus élevé et le nombre de victimes de la tuberculose est plus élevé. Cette situation de misère et d'exploitation fait du Québec un "maillon faible de la chaîne", où le potentiel de mécontentement et de revendication apparaît grand.

Mais malheureusement ce potentiel de mécontentement est étouffé, les Canadiens français refusent le "progrès" et la "modernité" et préfèrent

¹ Rodinson, M., "Le Marxisme et la Nation", *L'Homme et la Société*, janvier-mars 1968, p. 131.

"s'isoler". La cause en est, selon *Clarté*, leur trop grande soumission au clergé, dont l'objectif semble être de "créer un nouveau type d'homme : une sorte de bipède qui n'a rien d'humain, un être irréel, mystique, dégagé du poids lourd de sa chair, se contentant de peu dans ce siècle d'abondance".¹ Aussi n'est-ce pas un hasard si les Canadiens français, "ces Français qui n'ont pu bénéficier de l'influence de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau et de la Révolution française" sont maintenus dans une "condition arriérée et semi-féodale" et qu'ils sont devenus une "main-d'œuvre docile et à bon marché".² Certes, l'on reconnaît que "le clergé a rendu de grands services à la province", mais l'on regrette qu'il "continue indéfiniment à entourer le peuple d'une sollicitude dont celui-ci cherche à s'affranchir". Et pour démontrer cette emprise morale et aussi politique du clergé, *Clarté* fait référence à la discrimination envers les unions internationales au profit de la C.T.C.C., à la tolérance envers les fascistes et à l'application de la loi du Cadenas.

Cependant si les Canadiens français demeurent une "main d'œuvre docile" et ne prennent pas conscience de l'oppression capitaliste", c'est aussi et surtout, selon *Clarté*, parce que plusieurs Canadiens français (par exemple "notre élite clérico-bourgeoise") tendent à réduire le problème de la misère à un problème de race. Aussi, toute doctrine qui véhicule une "haine de race" et toute politique autonomiste ou "d'isolement" apparaissent-elles aux membres du P.C. comme des subterfuges pour assurer la domination sur la société canadienne des "quelques deux cents familles", qui sont tout autant canadiennes-françaises que canadiennes-anglaises. Les Beaudry, Raymond, Geoffrion et Beaubien ne sont en effet pas des prolétaires mais bien des Canadiens français qui "partagent avec les capitalistes anglais le fruit du pillage du peuple canadien". D'ailleurs, *Clarté* n'hésite pas à qualifier tout mot d'ordre nationaliste ou d'isolement de "trahison de notre véritable intérêt national, qui est l'affranchissement du joug du capital profiteur des Holt, Beaubien et Raymond".³

Parmi les "accusés" ou "traîtres", figurent tous les "pseudo-nationalistes" (Abbé Groulx) et les "séparatistes-corporatistes" (Paul Bouchard de *La Nation* et Dostaler O'Leary des Jeunes Patriotes), qui sont présentés comme des "complices de la finance" puisque l'isolement du peuple canadien-français n'a pour seul but de l'empêcher de se réveiller pour s'affranchir". Mais ce sont les positions de l'abbé Groulx qui sont les plus fréquemment contestées dans *Clarté*. Son nationalisme est qualifié d' "étroit" et lui-même est traité d' "utopiste réactionnaire" parce qu'il propose une politique de retour à la production artisanale et d'isolement, et qu'il refuse de reconnaître la "faillite totale et

¹ Sonia, *Clarté*, 6 mars 1937, p. 5.

² Roger, E., *Le Réveil du Canada français*, op. cit., p. 13.

³ Roger, E., "L'Éducation antinationale de l'abbé L. Groulx", *Clarté*, 19 septembre 1936, p. 2.

indiscutable du système capitaliste".¹ Des critiques semblables sont aussi formulées contre les membres de *La Nation* et des Jeunes Patriotes. Ainsi, lorsque Paul Bouchard présente sa candidature en décembre 1937 dans Lotbinière, *Clarté* lui consacre un long article dans lequel il est dénoncé en tant que "ultranationaliste", "agent fasciste" et "opportuniste à la remorque de Duplessis et de son régime trustard".² La publication par le leader des Jeunes patriotes, Dostaler O'Leary, d'un ouvrage intitulé *Le séparatisme, doctrine constructive* ne passe pas inaperçue. Dans ce livre, le communisme est décrit comme "un monde à face asiatique, extrait par un juif immonde et rachitique, des théories de '89." E. Roger consacre deux longs articles à la critique de cet ouvrage, qu'il considère comme un "mélange curieux de bonnes intentions et de camelote, de sincérité et d'humiliation devant les nazis, d'échafaudage d'abstractions qui n'est que doctrine fasciste, c'est-à-dire rétrograde et réactionnaire".³ Quant à O'Leary lui-même, il est traité de "jeune morveux", de "personnage dépourvu de sens moral", de "menteur conscient" et "d'étroit de conception".

Mais à travers ces diverses critiques de nationalistes, ce que *Clarté* attaque c'est en fait toute association du nationalisme et du fascisme et l'utilisation du sentiment nationaliste pour camoufler des pratiques politiques réactionnaires. Tel est, par exemple, le cas de la politique autonomiste de Duplessis, qui n'est somme toute qu'un moyen pour "imposer son conservatisme, pour mettre en œuvre la politique de la haute finance de la rue Saint-Jacques". Tout comme la "menace communiste", cette exploitation du sentiment nationaliste sert à "justifier les attaques contre les libertés démocratiques les plus élémentaires".⁴ *Clarté* n'en reconnaît pas moins des droits aux Canadiens français, s'oppose à toute atteinte aux droits acquis par le Québec et s'engage à lutter "pour élever le standard de vie de cette partie du pays au même niveau que celui du reste de la Confédération". Cependant, la solution n'est pas, selon les membres du P.C. dans l'isolement mais "dans la mobilisation du peuple canadien, sur la base d'une charte de revendications populaires, dans un front commun antifasciste et dans la formation d'un véritable Parti ouvrier-fermier".

Clarté refuse donc de fonder son action politique sur une différence ethnique ; le cadre de sa lutte pour la démocratie est la nation canadienne. Mais en adoptant une telle position et en critiquant plusieurs leaders du mouvement nationaliste canadien-français, le P.C. s'aliène une partie importante de la

¹ Roger, E., "M. Groulx et tous les corporatistes trahissent notre peuple", *Clarté*, 20 décembre 1937, p. 3.

² Roger, E., "Paul Bouchard se vend", *Clarté*, 13 mars 1938, p. 2.

³ Roger, E., *Clarté*, 8 mai 1937, p. 3.

⁴ Roger, E., *Le Réveil du Canada français*, op. cit., p. 39. Voir aussi le mémoire que le P.C. présente à la Commission Rowell et qui est résumé dans *Clarté* ("Forces derrière le conflit de l'U.N. et les droits provinciaux", *Clarté*, 11 juin 1938).

population québécoise et rend la possibilité de constituer des alliances beaucoup plus limitée.

Action syndicale et politisation de la classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Par la création du Front populaire, le P.C. cherche à s'approcher des "fermiers pauvres" et aussi des "classes moyennes". Cependant, sa première préoccupation semble demeurer la mobilisation de la "classe ouvrière industrielle". D'ailleurs dans *Clarté*, plus de 20% de l'ensemble les articles concerne le syndicalisme ouvrier, les conflits ouvriers-patrons les conventions collectives, les conflits inter-syndicaux, etc.

Par la description de situations particulières (*MacDonald Tobacco, Dominion Textile*) ou d'événements concrets (grèves), *Clarté* tente de démontrer l'exploitation de la classe ouvrière. Rarement, il est porté un jugement global et radical. Habituellement, l'on se limite à parler d'"esclavage", d'"exploitation, d'"oppression", et aussi d'"inorganisation de la classe ouvrière". L'accent est ici mis sur l'existence d'intérêts opposés ou d'adversaires, que sont :

- Les capitalistes ou propriétaires des moyens de production : d'abord les cinquante grandes familles multimillionnaires, mais aussi les petits propriétaires, les manufacturiers et leurs associations. Ce sont eux qui sont les premiers responsables des conditions de vie des travailleurs.

- Le gouvernement Duplessis, qui est étroitement associé à la campagne anti-ouvrière et à l'avarice des patrons. L'on dénonce son attitude lors de la grève du textile, ses diverses lois anti-ouvrières, etc.

Enfin, certains syndicalistes acquis aux intérêts des patrons comme les dirigeants de la C.T.C.C. et quelques dirigeants d'unions internationales.

L'on peut s'étonner qu'en période de Front populaire, *Clarté* identifie comme adversaires de la classe ouvrière des membres du mouvement syndical et qu'il formule à leur égard des critiques très sévères. par exemple, l'on reproche à la C.T.C.C. ses attaques contre le mouvement communiste et ses pressions auprès des gouvernements pour aviver la répression; son utilisation de la confessionnalité et du nationalisme pour "imposer des échelles de

salaires scandaleuses dans l'intérêt des bourgeois" ¹ ; son attitude tolérante et conservatrice envers les patrons; sa doctrine de collaboration entre classes et sa doctrine corporatiste, etc. Ce n'est qu'à la suite de l'appui de la C.T.C.C. au projet fédéral d'assurance-chômage, de sa lutte lors des grèves de Sorel et du Textile et enfin de son front commun avec le C.M.T.C. contre les bills 19 et 20 que *Clarté* tempère son opposition à cette centrale syndicale et lance, comme le fait en France Thorez, des appels à l'unité avec les catholiques. L'on demande alors aux travailleurs de "mettre de côté les superstitions et de revenir à la réalité matérielle", bref de dissocier la pratique (revendications) et la doctrine". ²

Tableau VI

Répartition des articles publiés dans *Clarté* selon le thème

Thèmes	%
Politique	53,0
Économie	16,2
Syndicalisme	22,2
Questions sociales et culturelles"	8,6
(1 172 articles)	100,0

Quant à l'opposition entre *Clarté* et certains leaders des unions internationales, elle est quelque peu différente. elle a pour base l'appui du P.C. au syndicalisme industriel et donc au C.I.O. plutôt qu'à l'A.F.L. La cause que défend John Lewis est qualifiée de "saine et intelligente", "conforme à la destinée progressiste de la classe ouvrière" ³. Toutefois, cette critique du syndicalisme de métier n'empêche pas des membres du P.C. de militer au sein d'unions internationales affiliées à l'A.F.L. ni *Clarté* de prôner "l'union de tous les exploités contre l'asservissement". Il y a critique des leaders (et en particulier du journal *Le Monde Ouvrier*) qui sont qualifiés de "grands fonctionnaires ouvriers qui vont à Québec où l'eau bénite leur est aspergée par Duplessis". ⁴

¹ Roger, E., *Clarté*, 9 janvier 1937, p. 8.

² La position du P.C. à l'égard des catholiques est aussi explicitée dans des circulaires qu'il distribue : "Tout spécialement nous faisons appel, écrit E. Dubé (dans un circulaire intitulé "Ce Canada, notre pays" et daté de juillet 1938) pour l'unité avec le peuple catholique, à qui en toute sincérité, nous tendons la main d'amitié. Nous sommes liés par la lutte commune, des besoins communs (salaires meilleurs, travail, sécurité, relèvement culturel, santé). Le même idéal de la dignité de la personne humaine anime notre lutte contre la dégradation de notre existence qu'apporte l'exploitation trustard. Voir aussi E. Dubé, *Pourquoi la Loi du cadenas?*, Montréal, 1937.

³ Péron, J., *Clarté*, 19 décembre 1936, p. 2.

⁴ Péron, J., *Clarté*, 27 février 1937, p. 2. *Clarté*, 13 mars 1937, p. 1. Cette opposition à la C.M.T.C. semble principalement le fait du rédacteur d'alors, Jean Péron. À la suite de son départ en 1938, la critique disparaît pour faire place à des appels à l'unité.

Ce qui divise en fait les diverses organisations ouvrières, ce ne sont pas leur objectifs immédiats (droit d'organisation, semaine de travail plus courte, assurance-chômage, assurance-maladie, législation ouvrière et sociale) mais les moyens qu'ils utilisent. La C.T.C.C. espère obtenir ces revendications en établissant des "relations de cordialité entre le Capital et le Travail"; le C.M.T.C. s'appuie sur la seule force économique des organisations ouvrières ¹ ; quant à lui, le P.C. privilégie la politisation de la classe ouvrière. Ce dernier point de vue est aussi celui de *Clarté* qui propose la création d'un "Parti ouvrier régénéré, groupant dans ses rangs tous les hommes et les femmes de bonne foi, décidés à une action de progrès et d'émancipation publique et sociale". ²

Le principal ennemi : Duplessis

[Retour à la table des matières](#)

L'on comprend dès lors que *Clarté* accorde dans ses pages une très grande place à la politique. En effet, plus de 53 % des articles portent sur la politique (élections, partis politiques, politiques des gouvernements, situation politique internationale). Cette catégorisation des articles n'est cependant pas adéquate, en ce sens que dans *Clarté* l'analyse de la politique (et du politique) n'est pas dissociée d'une étude de la situation économique. Ainsi, dans la plupart des articles où il est question de politique, il y a d'abord description de la situation économique du Québec et des conditions de vie (exploitation, misère) des travailleurs et des chômeurs québécois. Le Québec y est présenté comme le "royaume des capitalistes" et la "patrie du capitalisme déchaîné qui exploite une main-d'œuvre nombreuse, docile et à bon marché".

Les termes qui sont utilisés pour décrire cette situation sont les suivants :

- La misère est grande, le chômage augmente, les salaires sont bas, le peuple commence à connaître ceux qui sont responsables des misères populaires. ³
- On offre aux chômeurs des taudis, des hangars,, des trous malpropres à des prix honteux et exagérés. Tout cela est une politique voulue des trusts et des grands

¹ Par exemple, le mot d'ordre de Gustave Francq, du *Monde Ouvrier*, qui s'oppose à toute intervention gouvernementale dans le domaine des relations de travail est : "Aide-toi et le ciel t'aidera."

² *Clarté*, 19 décembre 1936, p. 2.

³ Samuel, E., *Clarté*, 7 mai 1938, p. 2.

bourgeois. Depuis 1929, l'exploitation s'est faite de plus en plus intense. Depuis neuf ans, les sueurs de sueur humaine se gavent de la misère du peuple.¹

De nombreux articles portent ainsi sur les problèmes de logement, le manque de chauffage, d'espace et du "nécessaire" (eau chaude, baignoire, etc.), la maladie, la mortalité infantile, la délinquance, la prostitution décrits comme des indices de l' "asservissement et de l'arriération" du Québec.²

Le problème de l'éducation n'est pas non plus négligé. Chiffres à l'appui, E. Roger démontre, dans *Le réveil du Canada français*, que le taux d'instruction et le nombre de bibliothèques sont beaucoup plus bas au Québec qu'en Ontario.³ Celui-ci critique aussi l'organisation et même le contenu de l'éducation au Québec : le système d'éducation est "archaïque", les professeurs laïcs et religieux sont "incompétents", l'éducation est un "mélange confus de catéchisme et d'histoire sainte qui prépare l'élève à la mort plutôt qu'à la vie".

S'il y a "étouffement du développement industriel du Québec", c'est en partie à cause de cet "obscurantisme", qui s'exprime à travers le système d'éducation et aussi dans les mœurs. Même si *Clarté* évite habituellement de mettre en question les mœurs, coutumes et modes de vie des Québécois, il n'en dénonce pas moins, dans quelques articles, le "puritanisme" québécois, qui permet des loisirs à la classe riche et les défend aux pauvres⁴ ; le journal tourne en dérision diverses mesures : fermeture des restaurants le soir, défense aux jeunes filles de porter le pantalon, enlèvement des sculptures "indécentes". L'on critique aussi les tombolas et les bingos qui sont organisés sur l'île de Montréal au profit d'œuvres paroissiales : "Ce sont là des niaiseries qui font des gens des êtres matérialistes et louches de même que des baiseux de balustres".⁵

La situation québécoise apparaît donc aux rédacteurs de *Clarté* comme étant dramatique : les seuls droits que possède la masse sont de "travailler, de suer et de se faire mourir pour enrichir quelques millionnaires".⁶ Et la principale cause n'en est pas la crise économique elle-même mais le système capitaliste, c'est-à-dire les Holt, Beaudry et Beatty, dont la puissance est énorme comparativement à la faiblesse du mouvement ouvrier.

¹ Péron, J., *Clarté*, 13 mars 1937, p. 2.

² *Clarté*, 12 juin 1937.

³ Roger, E., *Le Réveil du Canada français*, op. cit., pp. 11- 12.

Voir aussi un article signé Micheline, in *Clarté*, 18 décembre 1937. Celle-ci critique le cours classique, qui est trop orienté vers l'étude des langues anciennes et de vieilles théories et qui ne répond plus aux besoins du temps.

⁴ *Clarté*, 5 décembre 1936, "La joie de vivre n'est pas faite, écrit-on, pour les pauvres : on ne permet à ceux-ci que la résignation et la douleur."

⁵ J.L., *Clarté*, 19 décembre 1936, p. 4.

⁶ Maranda, C.A., *Clarté*, 7 mai 1938, p. 2.

À l'élection de 1936, il semble que les "éléments progressistes" (dont les membres du P.C.) aient appuyé Duplessis qui leur était devenu sympathique à la suite de son alliance avec l'Action libérale nationale.

Il y a un an, au mois d'août, le peuple québécois a balayé le régime corrompu de Taschereau. On a voté pour Duplessis, pour l'UN., dont le programme annonçait l'action contre les trusts, des salaires raisonnables, la sauvegarde du capital humain, l'élimination de la corruption et la punition des voleurs. ¹

Mais l'U.N. ne respecte pas ses engagements et peu de temps après, *Clarté* identifie Duplessis aux "intérêts des financiers de la rue Saint-Jacques et des trusts" et l'accuse "d'avoir trahi tous ceux parmi ses alliés ou adhérents qui s'opposaient au trust de l'électricité" et "d'avoir tranquillement enterré l'enquête des comptes publics". ² Cette opposition s'accroît à la suite de la position que Duplessis prend pendant la grève du textile ³, des lois anti-ouvrières qu'il présente à l'Assemblée nationale, de son opposition à l'amendement de l'A.A.N.B. et, enfin, l'application de la loi du Cadenas.

L'adoption d'une loi du salaire minimum et la création d'un Office des salaires raisonnables apparaissent à *Clarté* comme des moyens pour supprimer le principe du contrat collectif et les libertés syndicales et pour "mettre en œuvre le corporatisme", qui est défini comme le "remplacement de la liberté d'action ouvrière par la dictature des trusts". ⁴ De même, l'ordonnance n° 4 des salaires raisonnables et aussi les bills 19 et 20, qui rendent illégal l'atelier fermé et qui excluent tous les travaux publics de la précédente loi des salaires minimum, sont qualifiés de mesures anti-ouvrières. Celles-ci ont pour seul "mérite" de provoquer la formation d'un front commun de la C.T.C.C. et du C.M.T.C. et de transformer Duplessis en "symbole d'unanimité".

Duplessis est l'homme des tours de force : il est parvenu à rallier contre lui l'unanimité ouvrière. ⁵

¹ Roger, E., *Clarté*, 20 novembre 1938.

² Dubé, E., *Clarté*, 15 janvier 1938, p. 2.

³ "Duplessis a pris ouvertement, écrit E. Roger, la partie des trusts du textile et des Holt et Gordon dans la lutte contre les dix mille grévistes" (*Clarté*, 20 novembre 1938, p. 2).

⁴ Roger, E., *Clarté*, 8 janvier 1938, p. 3.

⁵ Péron, J., *Clarté*, 5 mars 1938, p. 3. Cette agressivité à l'égard de Duplessis se manifeste aussi dans d'autres journaux ouvriers plus modérés, par exemple dans le *Monde Ouvrier*. Accusé de patronage, "Le Noblet Duplessis, sieur de la Mauricie", y est en effet qualifié de "dictateur-saboteur", de "législateur de la désorganisation ouvrière", "d'autonomiste de pacotille", de "démagogue-fasciste" (Socius, "À bâtons rompus", *Le Monde Ouvrier*, 21 octobre 1939, p. 4). Cette opposition virulente du *Monde Ouvrier* à l'égard de Duplessis s'explique par le fait que celui-ci met en question, par des amendements aux lois ouvrières, le champ d'action du mouvement syndical. En comparaison de *Clarté*, *Le Monde Ouvrier* apparaît comme un journal beaucoup plus modéré. Même s'il invite les ouvriers à "s'organiser, à solidifier leurs unions", il prône "l'établissement de rapports cordiaux entre patrons et ouvriers" (Socius, *Le Monde Ouvrier*, 6 avril 1935).

Progressivement, c'est-à-dire à chaque fois que Duplessis "brise ses promesses", celui-ci devient le principal adversaire pour *Clarté*. Mais ce n'est qu'au moment de l'application de la loi du Cadenas que l'opposition de *Clarté* à Duplessis se radicalise. La première page de *Clarté*, qui devient alors un journal clandestin, affiche les grands titres suivants :

Avis à Duplessis : Personne... Jamais personne... n'étouffera *Clarté*, défenseur du peuple et des libertés civiles et ouvrières. En avant plus que jamais : pour la démocratie... contre le fascisme.

Dès lors, Duplessis n'est plus seulement associé aux trusts mais aussi au fascisme :

Les attaques (de Duplessis) contre la liberté démocratique et syndicale marquent, une nouvelle étape qui conduit au fascisme, à la destruction de toute liberté dans l'intérêt des trusts. Le régime s'engage sur la pente qui conduit à l'illégalité et à la violence érigées en système, le fascisme.¹

De plus, *Clarté* n'hésite plus à utiliser des qualificatifs forts, par exemple : "fasciste", "Führer", "p'tit cochon". Les deux textes suivants, écrits d'une façon stylisée, expriment bien l'attitude du journal à cette époque :

- Maurice Duplessis, notre Don Quichotte national, monté sur l'Union, son bidet favori, et armé de cadenas en guise de lance, guerroye contre le moulin de la liberté. Comme dans le roman de Cervantes, les moulins sortiront du combat victorieux.²
 - Cieux, écoutez ma voix, terre prête l'oreille,
 Ne dis plus, O Québec, que Duplessis sommeille! Chômeurs disparaissent, Duplessis se réveille,
 Et en dictateur vil le pouvoir l'a changé
 Quel est dans Montréal ce journal égorgé ?
 Tremble politicien, tremble, homme perfide,
 Des droits des citoyens malheureux homicide,
 De son amour pour toi Québec s'est dépouillé
 Ton régime à ses yeux est infâme et souillé
 Où menez-vous ces hommes et femmes ?
 Duplessis a détruit nos moindres libertés
 Ses agents sont actifs, nos droits sont rejetés
 Maurice ne veut plus lire ses vérités
 Plèbe, relève-toi, ouvriers séchez vos larmes
 Prolétariat, objet de ma douleur,
 Quelle main en un jour t'a causé tant de larmes?
 Qui changera mes bras en deux puissantes armes
 Pour vaincre ton malheur ?³

Même si ce sont les militants du P.C. qui sont principalement l'objet de la répression, *Clarté* évite cependant de s'identifier comme le seul groupe "attaqué". Il s'agit là, selon le journal, d'une "attaque, sous le prétexte de l'anticommunisme, contre les "unions ouvrières, la presse ouvrière et toute opinion

¹ Dubé, E., *Pourquoi la Loi du cadenas?*, op. cit., p. 1.

² *Clarté*, 19 mars 1938, p. 3.

³ C.D., "À la Plèbe", *Clarté*, 11 décembre 1937, p. 3.

progressiste". On recourt alors à une comparaison avec la situation des Patriotes de 1837, victimes de la répression impopulaire des Britanniques.

Il y a cent ans la répression d'un gouvernement avait tenté d'étouffer des droits populaires. M. Duplessis veut-il célébrer le centenaire de 1837 en répétant les actes de répression d'alors? Qu'il ose! Il trouvera à travers son chemin de nombreux Chénier, de nouveaux Papineau, de nouveaux MacKenzie de la classe ouvrière.¹

Clarté symbolise la lutte engagée dans le Québec d'alors par un choix à faire entre fascisme et démocratie, Les fascistes regroupent Duplessis, les financiers de la rue St-Jacques, une partie du clergé², Arcand, Raynault, Carnillien Houde³, Paul Bouchard. Mais il est plus difficile de rassembler des groupements ou des hommes politiques dans le groupe des "démocrates". Par exemple, l'attitude de *Clarté* à l'égard du Parti libéral apparaît ambivalente. Dans l'espace de quelques mois, E. Roger critique et appuie la politique de ce parti. Il accuse d'abord le Parti libéral de s'être dérobé a la responsabilité d'élaborer un programme d'action basé sur les revendications populaires, la défense des ouvriers, la liberté d'organisation et de parole, donc un programme basé sur la défense de la démocratie menacée, qui puisse rallier tous les groupements à tendance libérale, ouvrière et progressiste".⁴

Quelques mois plus tard, Roger écrit un texte élogieux dans lequel il souligne le "réveil des libéraux qui relèvent le défi de la réaction Tory en rappelant la tradition authentique du libéralisme".⁵ Cependant, moins de trois mois plus tard, un autre article dont le ton est très différent exprime des craintes à l'égard du Parti libéral qui manifeste certaines tendances corporatistes et qui risque, sous les pressions de la "Haute Finance", d'être ramené au "bercail de l'antidémocratie". Les possibilités d'une action commune entre le P.C. et le Parti libéral sont alors très faibles. *Clarté* n'en poursuit pas moins son effort de mobilisation des "forces progressistes", parle de "Front du progrès contre la réaction, le fascisme et la guerre", "d'unité du travail, du libéralisme honnête et des partisans de la paix".⁶ Pour faciliter le rapprochement visé, on évite même de présenter le socialisme comme la solution à tous les problèmes (chômage, pauvreté, guerre, oppression). Dubé affirme même que cet objectif ne peut être réalisé actuellement parce que le peuple n'est pas convaincu.⁷ On vise donc à "lutter sur les problèmes immédiats", à revendiquer du "pain et du beurre" et à "travailler à l'unité des groupes

¹ *Clarté*, 20 mars 1937, p. 1.

² Selon *Clarté*, une partie du clergé du Québec serait sympathique au corporatisme de Mussolini et collabore au mouvement fasciste d'Arcand (*Clarté*, 27 novembre 1937, p. 2).

³ Lors d'une élection en 1939, le Comité provincial du Parti communiste demande aux ouvriers de battre Camilien Houde "qui est plus près du groupe fasciste et qui appuie la politique autonomiste de Duplessis" *Clarté*, 15 janvier 1939).

⁴ Roger, E., *Clarté*, 2 juillet 1937, p. 2.

⁵ Roger, E., *Clarté*, 11 octobre 1937, p. 4.

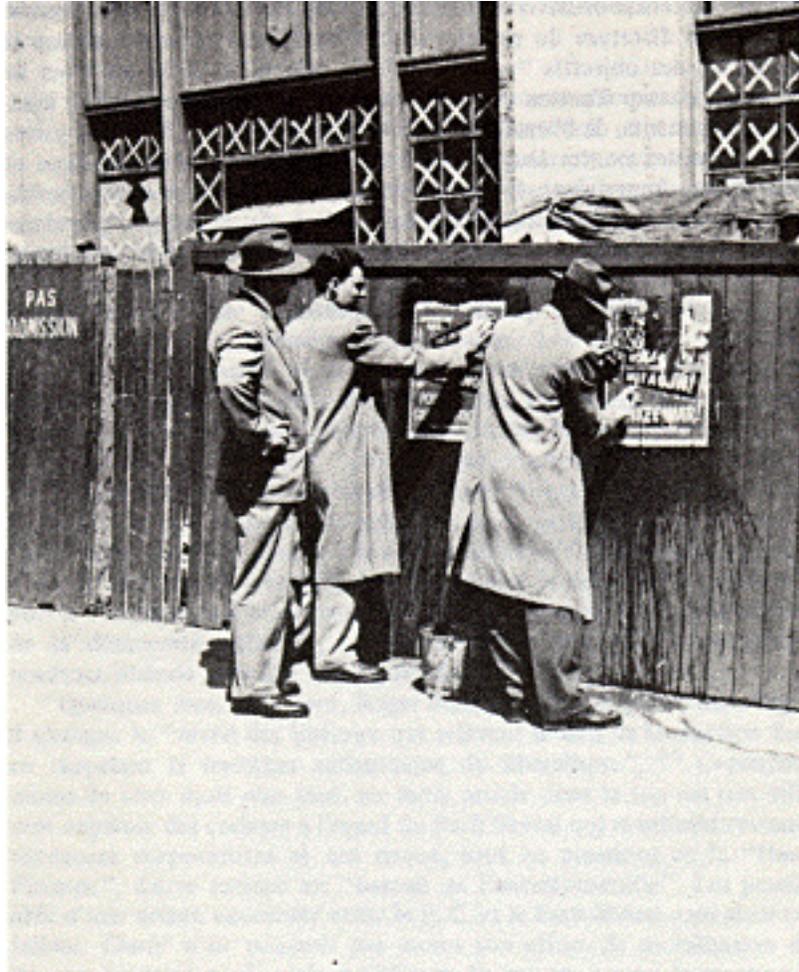
⁶ Dubé, E., *Clarté*, 15 janvier 1938, p. 1.

⁷ Dubé, E., *Pourquoi la Loi du cadenas?*, op. cit., p. 15.

avancés et progressistes autour d'un programme minimum". Les mots d'ordre sont : démocratie, liberté, progrès et justice.

Clarté met donc entre parenthèses, et cela conformément aux directives de l'Internationale communiste, les objectifs du Parti communiste que sont la dictature du prolétariat et l'établissement du socialisme et il propose des objectifs "populaires". Sa principale tâche est alors de définir un champ d'action commun, basé sur des revendications de salaires, de logements, de liberté syndicale et de regrouper les forces ouvrières et progressistes contre Duplessis, les trusts, les dangers du fascisme et d'une guerre impérialiste. Il lui faut travailler en vue de réunir les conditions qui semblent préalables à la création d'un véritable Front populaire comme l'organisation des ouvriers dans des syndicats internationaux, l'action commune entre les syndicats catholiques et les syndicats internationaux et l'action politique indépendante des "vieux" partis politiques.

148



[Retour à la table des matières](#)

Photo 3 : Des policiers de l'escouade anticommuniste arrachent des affiches du Parti ouvrier-progressiste à Montréal, en 1952 (photo *The Gazette*).

VOUS
avec
FRED ROSE
POUVEZ
CONSTRUIRE
UN CARTIER
PLUS HEUREUX!

Fred Rose a vécu et travaillé dans Cartier. Il est lui-même un ouvrier qui connaît vos problèmes et qui a lutté pendant 20 ans contre la misère dans Cartier. Son programme demande une action immédiate pour balayer les taudis de Cartier, et construire des maisons saines, à loyer bon marché. Vous pouvez, avec lui, accomplir la tâche, ensemble.

COMMENCEZ MAINTENANT

ELISEZ **FRED ROSE** **X**

CANDIDAT OUVRIER-PROGRESSISTE

FUREUR PAR COMITE POUR L'ELECTION DE FRED ROSE.
IMPRIME PAR GARDALL PRINTING CO.

[Retour à la table des matières](#)

Photo 4 : Publicité électorale du candidat communiste Fred Rose, à l'élection du 9 août 1943, dans la conscription fédérale de Montréal-Cartier.

Fin du livre